

TRIBUNE INTERNATIONALE

N° 20 - DECEMBRE 1983

LA VÉRITÉ

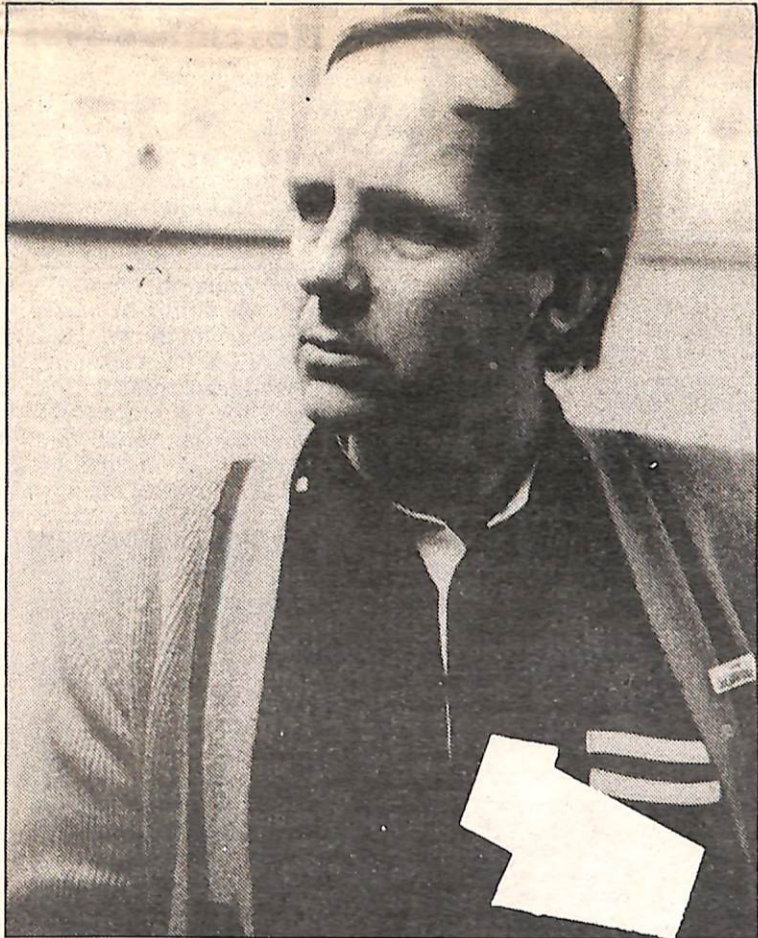
Prix : 10 francs

Pologne : Deux ans après le coup de force

(page 3)

La grève de la faim des prisonniers politiques de Barczewo

(page 2)



Edmund Baluka.

« Nous ne laisserons pas étrangler tout un peuple »

Manifestation à Managua.



17/18 DECEMBRE A PARIS :

Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix (pages 4, 5, 6 et 7)



La tribune de la conférence lors de la séance de clôture, où se retrouvent notamment M. Broué, W. Catenhusen, député SPD, J. Ziegler, membre du bureau de l'Internationale socialiste, P. Metral, secrétaire central du Parti socialiste suisse, G. Hopfenmüller, membre du comité exécutif du parti des Verts, C. Gonzalez, L. Chavez Alfaro, représentant du gouvernement du Nicaragua, A. Serrano Caldera, ambassadeur du Nicaragua en France, Jeremy Corbin, député du Labour Party, les représentants du FDR-FMLN, etc.

**Les dossiers
de
Tribune**

LE NICARAGUA

La grève de la faim des prisonniers politiques de Barczewo

SAMEDI 17 décembre, dans la prison de Barczewo, Edmund Baluka a commencé la grève de la faim.

Pourquoi ? Emprisonné depuis deux ans (il fut arrêté dans la nuit du 13 décembre 1981, lors du coup de force de Jaruzelski), il n'a jamais été autorisé à revoir sa femme Françoise et leur fils Mikael.

La revendication pour la satisfaction de laquelle il a engagé la grève de la faim est simple : que le gouvernement polonais accorde à Françoise et Mikael Baluka un visa.

Les co-détenus d'Edmund Baluka — des dirigeants de *Solidarité* et de la KPN (Confédération de la Pologne indépendante), Piotr Bednarz, Wladislaw Frasyniuk, Patrycjusz Kosmowski, J. Kropiwnicki, Leszek Moczulski, Tadeusz Stanski, Romuald Szeremietiew se solidarisent avec son action. Chacun, à tour de rôle, s'associera à la grève de la faim.

Edmund Baluka, durement éprouvé par les conditions de sa détention et la lutte acharnée qu'il a dû mener pour faire respecter certains de ses droits de prisonnier politique (notamment par une première grève de la faim) est obligé à nouveau, au risque de sa vie, de recourir à ce moyen extrême pour obtenir le droit élémentaire de recevoir la visite de sa femme et de son fils ! Droit élémentaire dont bénéficie, dans tout pays à la moindre prétention démocratique, tout prisonnier.

Edmund Baluka, membre du comité central de grève de Szczecin lors de la grande grève de 1970-1971, militant de *Solidarité*, fondateur du PSPP (Parti socialiste polonais du

travail), condamné à six ans de prison par un tribunal militaire de Jaruzelski pour son activité politique, son combat pour le socialisme, doit recourir à la grève de la faim pour défendre un droit élémentaire, un droit humain imprescriptible.

N'est-ce pas là le plus impitoyable réquisitoire contre un régime qui, contre toute vraisemblance, ose parler au nom du peuple polonais ? N'est-ce pas une dramatique illustration de ce qu'est la situation, deux ans après le coup de force ? Le régime qui parle « d'apaisement », de « réconciliation nationale », qui a formellement aboli « l'état de guerre », reste en guerre contre son peuple. Et il le manifeste dans son acharnement contre ceux qui sont les meilleurs représentants du peuple travailleur, les prisonniers politiques.

Au moment où Edmund Baluka et ses camarades sont amenés à engager la grève de la faim, se multiplient les informations témoignant de l'aggravation des conditions de détention, de la férocité de la détention.

C'est ainsi, par exemple, que dans la prison de Strezlin, 16 détenus, militants de *Solidarité*, poursuivent depuis le 1^{er} décembre la grève de la faim. Ils réclament le respect de leurs droits de prisonniers politiques. Parmi eux, se trouve Janusz Palubicki, dirigeant de la TTK (la direction clandestine de *Solidarité*).

Par ailleurs, Gwiazda, l'un des sept dirigeants de la commission nationale de *Solidarité*, Romaszewski, l'un des quatre dirigeants du KOR inculpés de « complot contre l'Etat », sont laissés sans soins malgré leur état de santé, dans leur cel-

lule de la prison de Rakowiecka à Varsovie.

Pour qu'Edmund Baluka puisse voir sa femme et son fils, une large campagne s'est d'abord déclenchée en France — où résident Françoise et Mikael Baluka. Les prises de position, les télégrammes affluent, exigeant du gouvernement polonais qu'il respecte le droit élémentaire du dirigeant ouvrier Edmund Baluka, condamné pour ses opinions, à voir sa femme et son fils.

Cette campagne a très vite pris une ampleur internationale : des syndicalistes, des parlementaires de différents pays d'Europe ont pris position en Belgique, en Allemagne, en Suisse, en Angleterre, en Espagne, en Grèce, au Portugal.

Ce n'est là qu'un début. Cette campagne va s'amplifier. La solidarité internationale des travailleurs se manifestera à nouveau pour défendre Edmund Baluka comme pour défendre tous les prisonniers politiques en Pologne.

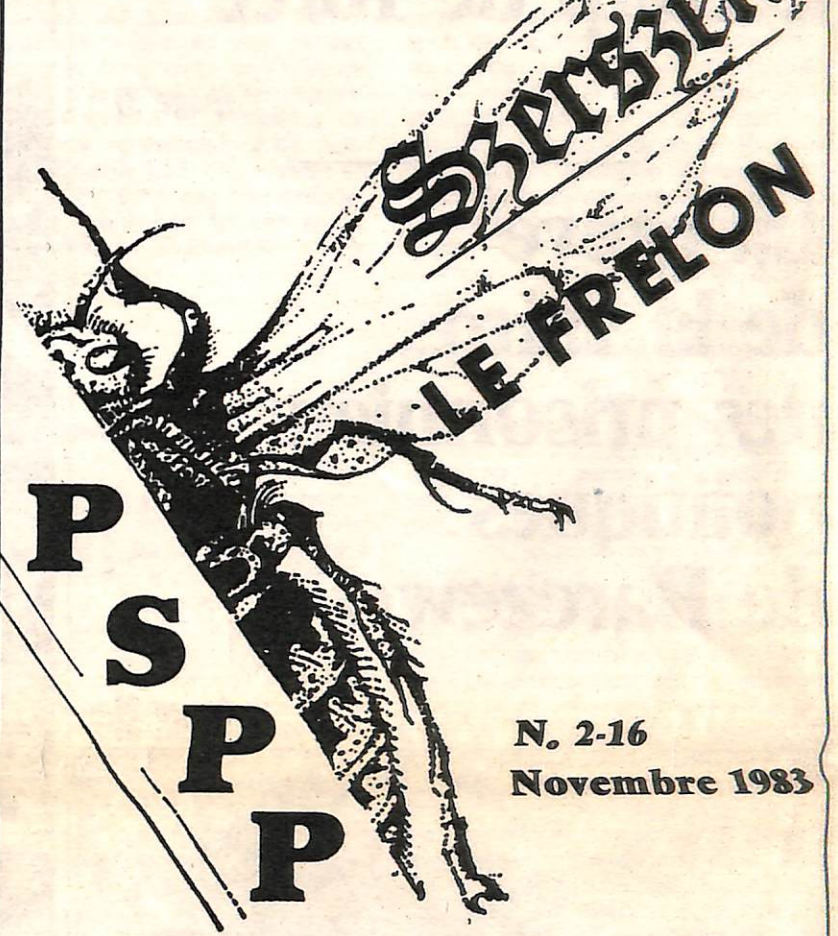
**LISEZ,
ABONNEZ-VOUS
AU FRELON**

édition française ou polonaise

**Association Szerszen
91, rue du Fg-St-Denis
75010 Paris (France)**

BIULETYN INFORMACYJNY

**La lutte pour le pouvoir de la classe
ouvrière ne peut être menée que
par la classe ouvrière elle-même**



**N. 2-16
Novembre 1983**

La lettre d'Edmund Baluka

Barczewo, 4 décembre 1983

Au président du Conseil d'Etat
de la République populaire de Pologne
Varsovie

« Depuis deux ans, je suis — depuis le 13 décembre 1981 — séparé de ma femme Françoise Breton-Baluka et de mon fils Mikael Baluka.

Jusqu'à présent, les autorités de la République populaire de Pologne se sont retranchées derrière les rigueurs de l'état de guerre pour refuser d'accorder un visa à ma femme et à mon fils de 4 ans, nous interdisant ainsi toute possibilité de nous voir. Bien que l'état de guerre ait été suspendu depuis un an et levé depuis près de 6 mois on n'accorde toujours pas le visa nécessaire à ma famille.

Les fêtes de Noël approchent à nouveau et je ne verrai toujours pas ma femme et mon fils. Je ne crois pas que le pouvoir de la République populaire de Pologne soit si faible qu'il ait à craindre simplement la venue d'une femme et de son fils. J'en conclus donc qu'il s'agit uniquement de continuer les brimades, des brimades qui ne servent pas la bonne renommée de la République populaire de Pologne, ni dans le pays ni sur la scène internationale.

Ayant épuisé toutes les autres méthodes, j'en viens donc aux moyens extrêmes. A partir du 17 décembre 1983, je commence une grève de la faim de protestation jusqu'à ce que je puisse revoir ma femme et mon fils. »

Barczewo, 4 décembre 1983
Edmund Baluka

Copie : ambassade de la République française à Varsovie, Episcopat polonais, bureau central de la Croix-Rouge polonaise.



Françoise, Mikael et Edmund Baluka à Szczecin en juillet 1981.

DEUX ANS APRES LE COUP DE FORCE, L'AVEU DE LA PRAVDA :

« L'ennemi n'a pas désarmé »

« L'ennemi n'a pas désarmé, il n'a pas mis bas les armes. » C'est ce vocabulaire militaire que la Pravda utilisait le 15 décembre pour évoquer la situation en Pologne, deux ans après le coup de force de Jaruzelski.

« L'ennemi », pour la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin comme pour la junte de Jaruzelski, c'est le peuple polonais et avant tout sa classe ouvrière qui, dressée dans la grève générale d'août 1980, a édifié ses propres syndicats, son organisation indépendante Solidarité.

Le porte-parole de la bureaucratie doit le reconnaître, la classe ouvrière n'a pas désarmé. Le coup de force, les arrestations par milliers, la sauvagerie de la répression, « l'illégalisation » de Solidarité, les condamnations des militants, l'omniprésence des forces de police, la faim..., tout cela n'a pas eu raison de la résistance acharnée de tout un peuple qui trouve son affirmation jusque dans les geôles de Jaruzelski dans le combat héroïque des prisonniers politiques pour défendre leur dignité.

A de multiples reprises, pendant ces deux dernières années — et d'abord au lendemain du 13 décembre 1981 —, avec une satisfaction non déguisée ou avec des larmes hypocrites, de toutes parts on a prétendu enterrer la révolution polonaise.



Et à chaque fois, la réalité de la révolution politique en Pologne, la volonté du peuple travailleur d'en finir avec la dictature de la bureaucratie qui a conduit le pays à la ruine, de contrôler lui-même la propriété sociale et la production, s'est affirmée à nouveau, défiant un pouvoir qui ne repose que sur la force de la répression et le soutien de la bureaucratie de Moscou.

Après le 16 décembre, la même opération se répète. Aujourd'hui, la haute hiérarchie de l'Eglise catholique — alors que nombre de prêtres sont persécutés pour leurs positions politiques, leur engagement aux côtés de Solidarité — par la voix de Mgr Glemp désavoue la direction clandestine de Solidarité, met en garde con-

tre ce qu'il appelle « les mots d'ordre non chrétiens ». Faut-il rappeler que déjà, avant les puissantes manifestations du mois d'août, Glemp avait mis en cause la « légitimité » de la direction clandestine ?

« L'ennemi n'a pas désarmé. » La Pravda fait preuve de plus de lucidité que bien des commentateurs.

Deux ans après le coup de force, le régime de Jaruzelski a eu la force de faire quadriller les grandes villes par les forces de répression, d'utiliser contre le peuple polonais ces « groupes opérationnels de l'armée » dont on avait vu l'apparition après le coup de force, de manifester que, malgré ses prétentions à la « réconciliation », il était toujours en « état de guerre » contre son peuple. A cela se limitent ses capacités.

Ce sont les aspirations unanimes du peuple travailleur de Pologne et la réalité de la situation qui se reflètent dans les propos de Walesa soulignant le contraste entre les capacités du pouvoir à s'attaquer à toutes les organisations indépendantes et son incapacité à des actions constructives, concluant : « Le point de départ de la renaissance de notre pays doit être les accords sociaux d'août 1980 (les accords de Gdansk) qui constituent une grande réalisation des travailleurs », c'est-à-dire le rétablissement de Solidarité dans ses droits, la libération de tous les prisonniers politiques qui en est inséparable.

Il n'y a pas eu ce 16 décembre, à l'échelle de toutes les grandes villes

de Pologne, de manifestations de masse. Mais il y a eu, sous la chape de plomb de la répression, la protestation unanime de tout un peuple, s'exprimant parfois, malgré la densité du dispositif policier, dans des manifestations brutalement réprimées. C'est Le Monde du 20 décembre qui souligne : « Faut-il s'étonner que les ouvriers sortent avec calme du chantier Lénine quand on sait qu'ils défilent entre deux rangs de policiers en tenue de combat tandis qu'un haut-parleur diffuse à satiété un communiqué appelant à rentrer immédiatement chez soi pour éviter de mettre en danger sa santé ou sa vie ? » A Wrocław, à Ursus, dans d'autres villes, la milice a chargé avec sauvagerie les manifestants. Et le soir de Noël, à Gdansk, par milliers les travailleurs ont organisé une manifestation spontanée de soutien à Lech Walesa qui venait de déclarer que « la TKK (la direction clandestine de Solidarité) n'avait pas perdu » et « qu'il ne peut être question d'une défaite des travailleurs ».

Non, rien n'est réglé. Le régime de Jaruzelski demeure totalement isolé, sans base sociale sur laquelle il puisse reposer. Les « syndicats » officiels demeurent des fantômes sans substance tandis que le peuple polonais se reconnaît dans sa masse dans Solidarité qui vit et agit dans les entreprises à l'échelle de tout le pays.

En janvier 1983, le pouvoir annonçait que l'instruction contre les responsables du KOR s'achevait et que leur procès était imminent. L'année 1983 s'achève sans que le procès ait eu lieu. Le régime hésite et manœuvre toujours devant les conséquences des hausses de prix décidées depuis longtemps...

Alors que 1984 commence, la révolution politique en Pologne ébranle toujours le monde. Plus que jamais, l'impérieux devoir de solidarité à l'égard de ses combattants s'inscrit comme une composante majeure de la lutte internationale du prolétariat pour son émancipation.

F. F.

« La mort rôde à nos frontières »

DURANT les dernières semaines, une action militaire de grande envergure semblait imminente contre le Nicaragua, action qui pouvait comprendre la participation directe des forces armées nord-américaines. Actuellement, divers commentateurs, journalistes et observateurs politiques soutiennent que l'Administration Reagan s'est vue, pour le moins, obligée d'adopter un « moment d'attente », en même temps qu'elle redouble les manœuvres diplomatiques, en particulier les visites de son ambassadeur itinérant R. Stone et de H. Kissinger, président de la commission bipartite du Parlement nord-américain, qui ont rendu visite aux gouvernements centro-américains et aux membres du « groupe de la Contadora ».

Apparemment, si on prend en compte certaines déclarations de ces représentants de l'Administration Reagan, certaines possibilités se seraient ouvertes d'un « règlement » négocié. Ainsi, par exemple, Kissinger a exprimé son soutien « aux efforts du groupe de la Contadora pour la paix dans la région ». Mais aucune réponse positive n'a été apportée aux propositions nicaraguayennes, comme celle présentée le 19 juillet dernier qui comprend comme premier point « l'engagement à mettre un terme à toute situation où prévaut la belligérance par la signature immédiate d'un accord de non-agression entre le Nicaragua et le Honduras ».

Au contraire, Reagan est loin d'avoir renoncé à ses plans de guerre, et les faits démontrent que les préparatifs continuent à avancer. En ce sens, il y a déjà eu l'annonce de la poursuite des manœuvres militaires au Honduras, tout près de la frontière et des côtes du Nicaragua, et en outre, les bandes somozistes ont réaffirmé leur projet de « libération » d'une zone pour mettre en place un « gouvernement provisoire » qui soit reconnu par les Etats-Unis. En fonction de cet objectif, l'annonce faite le 13 décembre dernier de l'ouverture au nord d'un nouveau front de l'ARDE (le regroupement contre-révolutionnaire dirigé par Pastora et Robelo) est un élément de plus pour démontrer les préparatifs visant à lancer une nouvelle offensive depuis toutes les frontières.

Nous ne pouvons nous y tromper. Les manœuvres diplomatiques de Washington ne font que mettre en relief les difficultés politiques dans lesquelles se trouve l'Administration Reagan pour réaliser une intervention directe et y compris pour faire entrer en action contre le Nicaragua les forces du CONDECA (alliance militaire centro-américaine).

Ces difficultés doivent être mises en rapport avec un certain type de contradictions avec d'autres gouvernements, y compris avec certains des alliés de Washington, ainsi qu'avec la croissante solidarité envers la révolution centro-américaine dans le monde entier, et parmi le peuple nord-américain même ; en somme, avec le coût politique que devront payer les USA, auquel il faut ajouter la peur de secteurs de la bourgeoisie nord-américaine de se retrouver dans la situation d'un engagement militaire comme au Vietnam.

Cependant, malgré ces difficultés (et dans une certaine mesure, en les prenant en compte), ce dont discute le gouvernement américain ce n'est pas de savoir s'il renonce au projet de renversement du gouvernement sandiniste.

Ce dont il s'agit pour l'Administration Reagan aujourd'hui, c'est du délai et des moyens pour atteindre cet objectif.

Il est d'autre part évident que toutes les tentatives faites depuis plus d'un an par les forces somozistes à partir du Honduras pour établir une « zone libérée » au nord du Nicaragua ont été défaits par le peuple nicaraguayen organisé en milices. Les forces d'Eden Pastora au sud n'ont pas connu un meilleur sort. De fait, les seules opérations militaires contre-révolutionnaires qui aient atteint leur objectif, ce sont celles qui ont été réalisées directement par la CIA, comme par exemple les sabotages des ports de Corinto et de Sandino en octobre dernier. En conséquence, si les Etats-Unis maintiennent leur projet de renversement du gouvernement sandiniste, ils devront passer à des niveaux supérieurs d'intervention militaire avec leur participation directe, massive.

Le gouvernement nicaraguayen a réaffirmé des propositions de paix, en faisant y compris quelques concessions ; la réponse des Etats-Unis est l'intensification de l'encerclement militaire et économique du Nicaragua. Pendant qu'ils arment les dictatures militaires, relancent le CONDECA, sèment le Honduras de bases militaires et occupent ce pays avec des milliers de marines, le porte-parole de Reagan, Kissinger, a le cynisme de dire, lors de son dernier voyage au Mexique, que le Nicaragua doit « réduire sa course aux armements afin de parvenir à la paix dans la région ». Mais le Nicaragua n'a pas d'aviation de combat, pas de missiles, pas de flotte. La base de ses forces militaires, ce sont les ouvriers et paysans en armes.

C'est ce que ne peut supporter l'impérialisme, parce que c'est un appel à toutes les masses opprimées de la région pour qu'elles secouent la domination séculaire. C'est pourquoi, malgré les difficultés qu'il rencontre, Reagan doit plus que jamais détruire la révolution nicaraguayenne. L'encerclement du Nicaragua ne sera pas levé par la volonté de l'impérialisme. Ses desseins ne pourront être défaits que par la volonté de lutte du peuple nicaraguayen en armes, par la solidarité internationale effective.

20 décembre 1983

Conférence européenne

4 - Tribune internationale - décembre 1983

« Nous ne laisserons pas étrangler un peuple »

Les 17 et 18 décembre 1983 s'est tenue à Paris la Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix.

Cette Conférence, à laquelle ont assisté 450 délégués et observateurs, à laquelle étaient présentes des délégations représentatives de douze pays d'Europe et à laquelle ont pris part en outre des représentants de nombreux pays d'Amérique latine, du Canada et des USA, constitue indéniablement la plus importante expression, à l'échelle de l'Europe, de la solidarité active et effective à l'égard des peuples d'Amérique centrale, face à l'administration Reagan.

Plus encore, au moment où — pour reprendre la formule employée par les intellectuels du Nicaragua dans leur appel aux intellectuels et artistes d'Europe — « la mort rôde aux frontières du Nicaragua », cette Conférence constitue un événement politique important.

Il est naturel que *Tribune internationale* lui consacre une grande place. La date de parution de ce numéro nous amène à la fois à publier (voir pages 6 et 7) des éléments préparatoires à cette Conférence, comme l'article de Julio Cortazar et la contribution de Jean Ziegler, en même temps que des premiers éléments de compte rendu, notamment la lettre au secrétaire général des Nations-Unies et au président de la Chambre des représentants des Etats-Unis, adoptée par la Conférence, ainsi que l'appel également adopté à l'issue des travaux de la Conférence.

AL'ISSUE de ses travaux, la Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix a adopté une lettre adressée au secrétaire général des Nations-Unies et au président de la Chambre des représentants des Etats-Unis, ainsi qu'un appel destiné à être massivement signé pour soutenir la demande, exprimée à la fin de cette lettre, d'une rencontre avec le secrétaire général des Nations-Unies et le président de la Chambre des représentants. Compte tenu du fait, qu'outre les personnalités présentes, d'autres personnalités de différents pays qui avaient soutenu la conférence n'avaient pu se rendre à Paris, la Conférence a décidé de ne pas désigner immédiatement cette délégation afin de permettre qu'elle soit la plus représentative possible.

Outre ces deux documents principaux, la Conférence a adopté une résolution sur le Salvador, une résolution présentée par les représentants du parti « vert » d'Allemagne fédérale sur l'organisation de brigades de travail au Nicaragua, une résolution sur la situation à Grenade, sur Haïti, ainsi que d'autres résolutions sur les tâches de solidarité.

Ces différents documents ont été adoptés à l'unanimité. Unanimité qui n'est pas une unanimité de façade ni — tant s'en faut — le résultat d'un quelconque monolithisme.

Ce qui frappait avant tout en effet l'observateur qui entrait dans la salle où se déroulait cette Conférence, c'était sa diversité et sa représentativité. Diversité qui ne tenait pas qu'au grand nombre de pays représentés

mais aussi à la diversité des personnalités, des organisations ou des courants politiques participant à la Conférence, aux positions politiques, idéologiques différentes qui s'exprimaient en toute liberté mais se retrouvaient dans une conclusion simple, fondamentale, sans équivoque : ce que la politique d'agression de Reagan met en cause en Amérique centrale et en particulier dans sa volonté d'aboutir à l'écrasement du Nicaragua, c'est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le gouvernement sandiniste est le gouvernement légitime du Nicaragua.

Il n'est pas possible ici de reproduire la liste des participants, ni même de tous ceux qui intervinrent à la tribune. Mais quelques exemples permettent d'illustrer l'importance de cette Conférence. Il y avait plus de trente représentants d'Allemagne, parmi lesquels des responsables syndicaux de la DGB, du GEW (syndicat des enseignants), un député du SPD au Bundestag (W. Catenhusen) mandaté par son groupe parlementaire, un député des « Verts », Milan Horacek, également mandaté par son groupe parlementaire ainsi qu'un membre du Comité exécutif du Parti « Vert », G. Hopfenmuller.

L'Angleterre était elle aussi représentée par une forte délégation (26 participants) parmi lesquels Jeremy Corbyn, député du Labour Party, Richard Balfe, député du Labour Party au Parlement européen, Stanley Clinton Davies, qui fut porte-parole du Labour Party sur les questions internationales, Paul Boateng, mandaté par la fraction travailliste du Heater London Council, Roy Lockett, secrétaire général adjoint de

PAYS D'EUROPE REPRESENTES A LA CONFERENCE

Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hollande, Irlande, Italie, Portugal, République fédérale allemande, Suède, Suisse.

AUTRES PAYS REPRESENTES

Canada, USA, Brésil, Chili, Colombie, République dominicaine, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou, El Salvador, Venezuela, Argentine, Haïti, Grenade.

CONFERENCE EUROPEENNE DE SOLIDARITE AVEC LE NICARAGUA ET POUR LA PAIX



De gauche à droite : Jean Ziegler, Michel Broué, Camilo Gonzalez, A. Serrano Caldera, ambassadeur du Nicaragua en France, L. Chavez Alfaro, représentant du gouvernement du Nicaragua, M^e Yves Dechezelles.

l'ACTT, Norman Jacobs, dirigeant du CPSA (syndicat de fonctionnaires).

Dans la délégation grecque on trouvait Leonidas Kirkos, député du Parti communiste (intérieur) au Parlement européen, Nicolas Malagardis du PASOK, des dirigeants syndicaux.

D'Espagne, plus de soixante personnes étaient présentes, parmi lesquelles Juan Mario Brandeis, député aux Cortes, président de Euskadiko Ezkerra, Fernandez Lubizaretta, de la commission des droits de l'homme du Collège des avocats de Barcelone, Benjamin Batisda, vicedoyen de la faculté d'économie de Barcelone, etc.

Ce ne sont que des exemples que, faute de place, il faut limiter à quelques pays.

Le gouvernement du Nicaragua était représenté par Lissandro Chavez Alfaro, directeur de la bibliothèque nationale et par l'ambassadeur en France du Nicaragua, Alejandro Serrano Caldera, qui se sont tous deux adressés à la Conférence pour rappeler les buts du gouvernement nicaraguayen, sa volonté et celle du peuple du Nicaragua de résister par tous les moyens à l'agression impérialiste et la place que la solidarité internationale tenait dans leur commune détermination.

Comme devait le souligner Michel Broué dans son introduction, parlant au nom des personnalités françaises qui avaient lancé l'appel initial préparatoire à la Conférence, à l'origine de cette initiative il y avait la tenue, en juillet 1983, dans la Conférence latino-américaine anti-impérialiste de Bogota, dont le comité organisateur était représenté par Camillo Gonzalez.

A ce sujet, Michel Broué parlait d'un axe Bogota-Paris et précisait que l'un des buts essentiels de la Conférence était de s'adresser à l'opinion publique et au peuple américains. « Il s'agit, devait-il dire, d'un axe Bogota-Paris-Washington. »

Les résultats de la Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, l'Amérique centrale et pour la paix constituent un solide point de départ pour largement développer à l'échelle mondiale, sur la ligne du front unique des organisations ouvrières et anti-impérialistes, l'action contre l'agression impérialiste, pour la défense de la révolution nicaraguayenne et du gouvernement ouvrier et paysan qui en est issu.

Paris le 17 décembre 1983

Message du secrétariat international de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) »

L'ADMINISTRATION Reagan a utilisé tous les moyens, depuis l'agression militaire jusqu'au blocus économique et les pressions politiques et diplomatiques, afin de « déstabiliser » le gouvernement légitime du Nicaragua issu de la mobilisation de tout un peuple qui a renversé une des plus sanguinaires dictatures d'Amérique latine.

Actuellement, le gouvernement nord-américain est déjà passé à une phase supérieure dans ses plans d'intervention militaire, menaçant non seulement le Nicaragua mais tous les peuples d'Amérique centrale comme celui du Salvador qui lutte contre le régime militaire soutenu par les Etats-Unis. L'invasion de l'île de Grenade par les marines nord-américains est une démonstration des plans de guerre de Reagan.

Malgré tous les efforts de recherche de la paix faits par le gouvernement sandiniste, l'Administration Reagan s'acharne à déclencher la guerre, à partir du Honduras en particulier.

La lutte dans le monde entier contre toute forme d'exploitation et d'oppression requiert la plus large mobilisation unitaire en défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Comme cela s'est affirmé dans l'appel à cette conférence « le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes — dont l'universalité exige qu'il soit reconnu à tous les peuples dans toutes les parties du monde — est, en Amérique centrale, à la base de toute solution pacifique ».

Ardents défenseurs de ce droit, nous sommes convaincus que la paix ne sera possible en Amérique centrale qu'en prenant pour point de départ, entre autres conditions, la reconnaissance du gouvernement sandiniste comme le gouvernement légitime du Nicaragua. En outre, toute solution juste doit inclure au Salvador la reconnaissance du FMLN-FDR comme force belligérante.

Nous considérons qu'il est du devoir de toutes les forces qui se revendiquent du mouvement ouvrier, démocratique et anti-impérialiste, d'apporter leur appui inconditionnel à la lutte des peuples d'Amérique centrale et, en particulier, au gouvernement sandiniste contre les agressions de l'impérialisme nord-américain.

Pour la IV^e Internationale, la révolution centro-américaine ainsi que la révolution polonaise, constituent les points les plus avancés du combat de la classe ouvrière et des peuples pour en finir avec les régimes d'exploitation et d'oppression.

Le Secrétariat international de la « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » souhaite le plus grand succès aux travaux de la « Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix ». Le Secrétariat international déclare que ses sections, dans tous les pays, soutiendront les initiatives qui seront adoptées par la Conférence contre la guerre d'agression impérialiste en Amérique centrale, car nous sommes conscients que cette lutte s'inscrit dans le combat général contre toute forme d'oppression et d'exploitation dans le monde entier. »

Adresse au secrétaire général des Nations-Unies et au président de la Chambre des représentants des Etats-Unis

(adoptée à la Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix)

Appel

(adopté à la Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix)

LES 17 et 18 décembre s'est tenue à Paris une Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix.

La Conférence a désigné une délégation qui demande à être reçue par le Secrétaire général des Nations-Unies et par le président de la Chambre des représentants des Etats-Unis.

La situation en Amérique centrale s'aggrave !

Les opérations militaires se multiplient contre le territoire du Nicaragua. Les « contras » encadrés et financés par la CIA tuent et sabotent. Sur tous les terrains, la pression s'accroît.

Le gouvernement du Nicaragua, issu du renversement de l'abominable dictature de Somoza, gouvernement légitime reconnu par tous les Etats — y compris les Etats-Unis — est en butte à une vaste tentative de déstabilisation.

Des forces militaires américaines considérables sont massées au Honduras pour des manœuvres prévues jusqu'en avril 1984.

La politique de force de l'administration Reagan en Amérique centrale constitue un défi au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à la souveraineté du Nicaragua.

Parce que nous sommes convaincus que c'est sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes — dont l'universalité exige qu'il soit reconnu à tous les peuples et dans toutes les parties du monde — qu'une solution pacifique pourra être trouvée ; parce que nous constatons la volonté du gouvernement du Nicaragua de négocier dans le respect de sa souveraineté.

Nous n'acceptons pas que l'on cherche à étrangler un peuple de 3 millions d'hommes dont le seul crime est d'en avoir fini avec une odieuse dictature et de constituer par là même un espoir pour les peuples d'Amérique centrale et d'Amérique latine qui souffrent sous le joug de dictatures semblables.

Nous soutenons les conclusions de la Conférence de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix, tenue à Paris les 17 et 18 décembre 1983.

Nous nous adressons au Secrétaire général des Nations-Unies et au président de la Chambre des représentants des Etats-Unis pour qu'il reçoivent la délégation issue de la Conférence.

(à faire signer massivement)

Nous soussignés, intellectuels, travailleurs, militants et responsables politiques, militants et responsables syndicaux, d'opinions politiques, philosophiques et religieuses diverses, venus des pays suivants : Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Allemagne fédérale, Suède, Suisse ; et aussi de : USA, Canada, Argentine, Brésil, Chili, Colombie, République dominicaine, Grenade, Haïti, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou, El Salvador, Venezuela ;

Et réunis à Paris les 17 et 18 décembre 1983, dans la Conférence de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix,

— Prenant comme point de départ commun notre attachement au principe universellement valide du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ;

— Considérant que ce n'est que sur la base du respect de ce principe que peut être trouvée en Amérique centrale une solution pacifique ;

— Considérant la gravité de la situation en Amérique centrale et en particulier l'agression diplomatique, économique, militaire dont le Nicaragua est aujourd'hui victime ;

— Constatant que le gouvernement du Nicaragua fait l'objet d'une vaste tentative de déstabilisation directement impulsée par l'Administration Reagan alors que ce gouvernement, né de l'insurrection populaire qui a mis fin à l'abominable dictature de Somoza et qui bénéficie du plus large soutien dans la population nicaraguayenne, est le gouvernement légitime du Nicaragua, reconnu par tous les Etats, y compris les USA ;

— Considérant que cette entreprise de déstabilisation vise à bafouer le droit du peuple nicaraguayen à disposer de lui-même, attente à sa souveraineté et à son droit de décider lui-même des voies de son avenir ;

— Constatant avec inquiétude l'escalade par tous les moyens, y compris militaires, contre le peuple du Nicaragua et son gouvernement ; l'implication croissante du gouvernement des Etats-Unis au Salvador pour y soutenir la junte militaire ; l'implantation militaire des Etats-Unis au Honduras ;

— Constatant notamment que, dans les derniers mois, les déclarations de hautes personnalités de l'Administration Reagan se sont faites de plus en plus menaçantes, se prononçant de plus en plus ouvertement pour une solution militaire, donnant ainsi à l'invasion de la Gre-

nade le caractère d'une « répétition générale » :

« Nous ne cherchons pas une « partie nulle », militairement parlant. Nous cherchons la victoire des forces de la démocratie » (Fred C. Ikle, sous-secrétaire d'Etat à la Défense, dans une déclaration où il précisait qu'il fallait empêcher la « consolidation » du régime sandiniste).

Une invasion du Nicaragua « n'est pas impossible » car les Etats-Unis « ne peuvent vivre avec un régime marxiste-léniniste subversif et actif dans la région » (Curtin Windsor, ambassadeur US au Costa Rica).

Ainsi, pour justifier la préparation d'une agression, on baptise « combattants de la liberté » (Ronald Reagan) les hommes de main de Somoza et l'on qualifie de « subversif » un régime légitime.

— Constatant que les actes suivent les paroles et que le nombre et l'intensité des agressions perpétrées contre le territoire nicaraguayen ne cessent de croître : par exemple, le 10 octobre 1983, le port nicaraguayen de Corinto est attaqué, 6 000 tonnes de gas-oil brûlent et 40 000 personnes doivent être évacuées ; le 21 octobre attaque contre Puerto Cabezas, le principal port de la côte atlantique du Nicaragua. Simultanément, plus de cinq mille hommes des forces armées nord-américaines sont déployés au Honduras, pour des manœuvres prévues jusqu'en avril 1984.

— Considérant par ailleurs que, face aux menaces, au blocus de fait, aux agressions et aux provocations, le gouvernement du Nicaragua n'a cessé de mettre en avant la nécessité des négociations bilatérales sans préalables, dans le respect de sa souveraineté, pour aboutir à une solution pacifique ; que le gouvernement du Nicaragua propose des traités de paix à même d'apporter une solution aux problèmes de la région, qu'il vient de prendre de larges mesures d'amnistie et d'engager un processus électoral ;

— Considérant que les initiatives diplomatiques des pays du groupe de la Contadora peuvent constituer une contribution de grande valeur à la réalisation d'une solution ;

Et en continuité avec la conférence latino-américaine tenue à Bogota en juillet 1983, nous faisons nôtres les principes réaffirmés dans la résolution finale de cette conférence :

« Face à la gravité de la situation actuelle, les démarches du groupe de Contadora formé des gouvernements de Colombie, du Venezuela, du Panama et du Mexique, prennent une importance particulière pour freiner le développement de l'intervention unilatérale, politique, économique et militaire des Etats-Unis.

Toute autre initiative de paix juste mériterait notre appui. Toute négociation doit inclure dans les conflits internes au Salvador, la reconnaissance du FMLN-FDR comme force belligérante, et dans le cas du Nicaragua, le respect de l'indubitable légitimité de son gouvernement. »

— Considérant la grande importance de l'initiative déjà prise par plus de deux cents parlementaires européens, nous prenons appui sur l'appel qu'ils ont adressé au président de la Chambre des représentants des Etats-Unis, appel qui déclare notamment :

« Le soutien apporté par l'Administration Reagan à la guerre contre le Nicaragua menace non seulement les vies des habitants du Nicaragua mais mine également nos efforts pour aider le Nicaragua par une aide au développement. Les ponts, les usines, les coopératives et les installations géothermiques et portuaires construites avec l'aide des agences de développement d'Europe occidentale ont été sérieusement endommagés par des saboteurs dirigés et payés par la CIA ;

Aussi nous en appelons vigoureusement à vous pour que :

— Vous souteniez des solutions négociées aux problèmes d'Amérique centrale, telles que celles mises en avant par le groupe de la Contadora et par le gouvernement du Nicaragua qui a montré de façon répétée sa souplesse et sa volonté de négocier ;

— Vous poursuiviez vos efforts

a/ en opposition à l'octroi de nouveaux fonds pour des actions de la CIA contre le Nicaragua

b/ pour le retrait du soutien donné aux forces qui attaquent le Nicaragua depuis ses régions frontalières

c/ de cesser d'utiliser d'autres pays de la région pour la concentration de troupes constituant une menace latente et manifeste à l'égard du Nicaragua ;

d/ pour assurer que le Nicaragua ne soit pas l'objet d'un traitement discriminatoire de la part des Etats-Unis au sein des institutions financières internationales comme la Banque mondiale.

— Agir pour assurer que le Nicaragua soit traité selon les mêmes critères que d'autres pays en voie de développement, dans les domaines de l'aide et du commerce. »

Devant la gravité de la situation, nous, partisans du respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans le monde entier, nous vous demandons, M. Perez de Cuellar, Secrétaire général des Nations-Unies et M. T. O'Neill, speaker de la Chambre des représentants des Etats-Unis, de recevoir une délégation représentative de la Conférence.



Conférence européenne

6 - Tribune internationale - décembre 1983

Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale, et pour la paix

Contribution de Jean Ziegler Membre du bureau de l'Internationale socialiste

Jean Ziegler, l'un des membres du bureau de l'Internationale socialiste, a non seulement participé à la Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix ; il a également participé à sa préparation. C'est dans ce cadre qu'il a rédigé une contribution, publiée dans le bulletin n° 5 de préparation à la Conférence. Compte tenu de son intérêt, comme des problèmes qu'elle pose, nous la reproduisons intégralement ici.

FIN juillet 1979 : le président Jimmy Carter, prenant finalement acte de la victoire du Front sandiniste de libération à Managua, envoie sa première missive à la junte de reconstruction nationale et à la direction nationale du Front. Son contenu : « Vous étiez nos adversaires. Vous avez renversé un régime ami des Etats-Unis. Toutefois, je prends acte de votre victoire. Si dans les trois mois qui viennent, vous organisez des élections générales et libres, créez un Parlement, bref : vous transformez votre gouvernement révolutionnaire en gouvernement constitutionnel, les Etats-Unis reprendront avec vous des relations franches et normales. »

Parmi les neuf commandants de la révolution (trois pour chacune des tendances du Front), le plus âgé, Tomas Borge — seul survivant des trois fondateurs du FSLN de 1961 — fut chargé de la réponse. Tomas Borge écrit à Carter : « Notre peuple a déjà voté - avec son sang. »

L'échange Carter/Borge pose un problème fondamental qui dépasse de très loin le cadre du conflit centro-américain : celui de la légitimité d'un Etat et d'un gouvernement révolutionnaire, né non pas du transfert de souveraineté coloniale ni du suffrage universel, mais d'un acte de violence.

Ce problème de la légitimité de gouvernements nés de la guerre populaire prolongée, de l'insurrection anti-impérialiste, conduite par une avant-garde restreinte, dont la légitimité est ratifiée par l'adhésion spontanée d'une majorité du peuple, est aujourd'hui au fondement de tous les malentendus qui opposent les forces progressistes d'Occident aux régimes révolutionnaires du Tiers-Monde.

Je vis ces malentendus au sein des congrès et des réunions du bureau de l'Internationale socialiste depuis maintenant trois ans (depuis le XV^e Congrès de l'Internationale socialiste à Madrid, en novembre 1980, où l'Internationale socialiste a défini sa ligne d'action face aux mouvements armés de libération nationale du Tiers-Monde).

Mais je les vis également dans mon métier de professeur. Exemple : j'assume cet hiver un séminaire de doctorants à l'université de Paris I - Sorbonne. Thème : « La genèse des nouveaux Etats de la périphérie ». Dans la salle, il y a une centaine de jeunes intellectuels — hommes et femmes — du monde entier. Leur première objection à ma thèse de la double légitimité : « Mais les régimes du Nicaragua, de la Haute-Volta, du Mozambique, du Cap-Vert, sont-ils vraiment des régimes constitutionnels ? » Rarement, les concepts ethnocentriques de la sociologie politique européenne n'auront fait de tels ravages dans les esprits et provoqué de telles ruptures dans le front de solidarité anti-impérialiste internationale.

Où réside le malentendu entre révolutionnaires de la périphérie et

forces progressistes du centre ? Une immense confusion préside au débat. Les deux superpuissances se sont de facto partagé le monde en des zones d'influence strictement délimitées. Division du monde que les Etats-Unis ont ratifiée avec les accords d'Helsinki en 1975. L'Union soviétique, de son côté, a acheté l'année passée encore (elle le fait régulièrement depuis 1972) plus de 15 millions de tonnes de céréales à l'Occident (Etats-Unis, Canada, Argentine) sur les 1,5 milliards de tonnes produites en 1982.

L'Union soviétique se trouve de fait intégrée dans le marché capitaliste mondial. Elle ne peut — et ne veut — changer fondamentalement les règles du jeu planétaire. Mais voilà : la lutte idéologique — largement verbale — entre les superpuissances continue avec une intensité inchangée. Cette lutte idéologique est amplifiée aujourd'hui par le formidable système de communication de masse qui couvre toute la planète.

J'ai vu au nord du Brésil, dans les villages les plus reculés du Ceara, les appareils de télévision, plantés comme des totems sur des piliers au milieu de la place du village. Lutte idéologique menée essentiellement pour la consommation des populations internes des deux superpuissances.

Mais cette lutte idéologique, qui n'en est plus une puisqu'elle ne vise plus à la modification de la réalité vécue par les hommes, masque puissamment la division effective de la planète. Il est donc loisible à la superpuissance américaine de dénigrer — en le désignant comme « prosoviétique » — tout régime, tout gouvernement, tout mouvement insurrectionnel qui ne fonctionne pas sur le modèle occidental de la construction de l'Etat. Cette diffamation affecte dangereusement — je le répète — la solidarité mondiale entre les forces populaires des divers pays.

Or, pour les Etats du Tiers-Monde, nés du changement violent du pouvoir et de la société, la solidarité des forces progressistes d'Europe — partis socialistes, syndicats, intellectuels, certaines Eglises — est vitale.

Une nouvelle légitimité surgit aujourd'hui à la périphérie. Sa compréhension est difficile pour la raison analytique occidentale. Cependant, cette légitimité se donne à voir. Elle est objet d'enquête empirique. En voici quelques exemples : au Nicaragua, la junte de reconstruction nationale, le gouvernement, le Conseil d'Etat et la direction du Front ne sont pas nés du suffrage universel. Le Nicaragua n'a pas non plus de Constitution — pour l'instant du moins — avec la classique division des pouvoirs, le catalogue des droits de l'homme et les mécanismes représentatifs du pouvoir par délégation.

Mais au Nicaragua, pratiquement tous les hommes en âge de porter des armes sont armés. Plus :



Jean Ziegler, professeur à l'Université de Genève, membre du bureau de l'Internationale socialiste.

l'armement de la paysannerie est dispersé. Des dépôts massifs d'armes modernes sont disséminés dans tous les districts de ce vaste pays. Ce sont les Comités de défense de la révolution, composés par les producteurs eux-mêmes, qui disposent de ces dépôts le long de la côte Pacifique, dans la Cordillère, sur les côtes de l'Atlantique.

Les organisations de masse assument les tâches essentielles de l'Etat : la santé, la basse justice, l'école, l'approvisionnement. Et — chose encore plus importante —, la réforme agraire sandiniste a donné la terre aux paysans.

C'est la famille paysanne individuelle qui est propriétaire de la terre qu'elle cultive. Les fermes d'Etat, mécanisées et qui ont une fonction essentiellement de stimulation, d'émulation, ne sont établies que sur les terres reprises au clan Somoza.

Autre exemple : au Salvador, dans les zones contrôlées par l'une ou l'autre des cinq organisations du Front Farabundo Marti (Morazan, San Vicente, etc.), un système de

« pouvoir populaire » s'est mis en place, qui confie les tâches premières de la vie sociale aux habitants locaux. Cette organisation des zones contrôlées préfigure la société révolutionnaire à venir.

Autre exemple encore : le gouvernement de la République du Cap-Vert n'est pas né, lui non plus, du suffrage universel, mais de la volonté de l'avant-garde armée du PAIGC. Cependant, pour la première fois cette année (printemps 1983), le choix des responsables du parti unique s'est fait à bulletin secret. C'est José Brito, ministre de la Coopération, qui, avec son équipe, a mis à la disposition du congrès du parti un système de vote et de décompte électronique. C'est l'ordinateur qui a fait le décompte des voix pour chaque candidat. Toute forme de vote directif, de manipulation de la base par le sommet, d'influence sur les délégués exercée par les dirigeants, étaient donc radicalement exclues.

Nous sommes ici confrontés à un débat vaste et compliqué. Débat qui met à rude épreuve la prétention à l'universalité de la pensée juridique, politique, européenne.

L'invasion nord-américaine directe ou par armées mercenaires déléguées est une menace immédiate pour le Nicaragua. Au Salvador, au Guatemala, des tyrannies militaires financées, équipées, assistées par les Etats-Unis, massacrent tous les jours des dizaines et des centaines de paysans, organisés dans les multiples instances du pouvoir populaire.

En Afrique, les mouvements de libération armés de la SWAPO, du POLISARIO, du FPLE (Erythrée) subissent l'ostracisme de l'Occident, le déni d'identité et de représentativité. L'OLP palestinienne elle-même lutte depuis 1965 en vain pour sa reconnaissance par l'Occident.

Concluons : une nouvelle légitimité naît aujourd'hui à la périphérie. Des Etats aux structures et aux fondements radicalement inédits surgissent dans des territoires longtemps dominés par le capital et la pensée occidentaux.

Que les capitalistes d'Occident refusent cette nouvelle légitimité me paraît normal. Ce qui est grave, c'est l'incompréhension, pire : l'indifférence et le refus que des forces progressistes et populaires de nos pays industrialisés opposent aux structures politiques et aux formations sociales nées de l'insurrection.

De mars à mai 1871, le peuple de Paris a imposé au monde une société révolutionnaire, fédérative, basée sur le pouvoir populaire. Toutes les forces socialistes, syndicalistes d'Occident vénèrent le souvenir de la Commune de Paris. Mais les nouveaux Communistes luttent, meurent, construisent leur société aujourd'hui à la périphérie. Pour que leurs peuples vivent, s'épanouissent, accèdent à une existence humaine et digne, notre solidarité intransigeante leur est indispensable.

Jean Ziegler, sociologue (professeur à l'Université de Genève, membre du bureau de l'Internationale socialiste)

Pour le retrait de Grenade des forces d'invasion ! (motion adoptée par la conférence)

« Agissant conformément au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix, réunie à Paris les 17 et 18 décembre 1983, réclame le départ immédiat, sans préalable ni condition, de toutes les forces qui occupent l'île de Grenade, et de même des troupes nord-américaines présentes en Amérique centrale, région où le gouvernement des Etats-Unis mène une politique d'agression.

(motion présentée par Jean-Michel Annequin, président de l'Association de solidarité avec le peuple de l'île de Grenade) »

Conférence européenne

- 7

UN ARTICLE DE JULIO CORTAZAR

Le « fast-food » de l'information

Le grand écrivain argentin Julio Cortazar a été l'un des participants de la conférence européenne. Il avait, sur le problème du Nicaragua, communiqué cet article à *Informations ouvrières*, l'hebdomadaire du PCI, qui en avait publié des extraits. Nous le reproduisons ci-dessous intégralement.

On dirait que la grande majorité des pays qui sont ou se disent démocratiques assistent au drame qui se déroule au Nicaragua comme s'ils assistaient à un programme de télévision du fond de leur fauteuil, liqueurs et cigarettes à portée de la main, vaguement attentifs à des images qui ne les intéressent que modérément.

Si certains d'entre eux utilisent les voies diplomatiques pour essayer d'améliorer la situation actuelle, très grave, leurs actions, de caractère régional ou mondial, sont menées avec une lenteur insupportable si l'on songe au rythme des affrontements armés sur le territoire du Nicaragua. Personne, au fond, ne semble vouloir abandonner le fauteuil d'où il regarde le spectacle. Personne, ni les gouvernements, ni les peuples. Il n'y a pas eu, que je sache, ces dernières semaines, la moindre manifestation, la moindre marque concrète de solidarité envers les sandinistes qui défendent pied à pied leur territoire et leur liberté gagnés voici quatre ans à peine sur le régime d'oppression et de terreur de Somoza.

Par un de ces paradoxes qui finissent par donner la nausée, au moment où les informations se multiplient, où nous apprenons les intentions et les actions des Etats-Unis contre le Nicaragua, la double invasion par le nord et le sud du pays, l'intervention d'éléments militaires

du Honduras aux côtés de contre-révolutionnaires somozistes, au moment où tout lecteur ou tout téléspectateur reçoit le maximum d'informations sur ce qui se passe dans ce lointain pays, l'indifférence et la passivité sont de règle, plus que jamais, comme si les gens n'avaient aucune idée de ce qui s'y passe.

Le monde appelé libre va-t-il abandonner le Nicaragua à son sort ? Va-t-il permettre que jour après jour le poids de l'intervention des Etats-Unis sous forme de dollars, d'équipements et d'encadrement, d'infiltrations de la CIA, de pressions sur les pays voisins se fasse plus lourd, que les Etats-Unis multiplient les actions d'agression contre un pays qui défend son droit à la souveraineté et à la libre recherche de sa voie historique, dans le présent comme dans le futur ?

On le dirait, car ils sont bien peu les pays qui essaient d'aider le Nicaragua de l'extérieur. Mais alors, a-t-on perdu la notion de justice au point de jeter à la poubelle l'éthique la plus élémentaire ? Cette indifférence, une parmi tant d'autres évidemment, n'est-elle pas révélatrice d'une sorte d'entropie universelle, un abandon des valeurs qui ne concerne pas seulement le destin d'autres peuples mais celui de chaque peuple en particulier ? Si je tolère que des voyous frappent un aveugle dans la rue, vais-je pouvoir rentrer chez moi la tête

haute et regarder ma famille en face ?

On dirait qu'il en est ainsi, vraiment, et que, dans leur immense majorité, les Européens se moquent bien de ce qui se passe au Nicaragua, parce qu'au fond ils se moquent aussi de ce qui se passe chez eux, sauf (ah ! alors là ils se réveillent) pour ce qui touche à leur intérêt personnel, niveau des salaires, bien-être égoïste (voir l'actuelle opposition en France). On dirait qu'un cynisme glacé gagne du terrain jour après jour dans les peuples et les gouvernements. Je n'aurais jamais eu le courage de dire tout cela si je ne voyais quotidiennement le commun des mortels — qui a pourtant la possibilité d'analyser et de juger des faits sur lesquels il existe un maximum d'informations — replier son journal, et décider d'oublier tout ce qu'il vient de lire. A quoi servent-elles en fin de compte, l'orgueilleuse presse mondiale, la télévision et la radio ? Le Nicaragua est seul, plus seul que jamais ; encerclé de hyènes et de loups, il se défend dans une solitude qu'aucune palabre diplomatique ne peut plus dissimuler.

Et cependant, ce que nous savons aujourd'hui devrait suffire à susciter des réactions officielles et populaires capables d'exercer une influence décisive sur la situation, si grave depuis quelque temps. Je viens de lire comme tout le monde le résumé des dernières manœuvres politiques des Etats-Unis d'où il ressort, sans la moindre dissimulation ni aucun démenti, que :

1/ La CIA accorde son plein appui aux contre-révolutionnaires qui

envahissent le Nicaragua après trois ans d'entraînement favorisés par cette même CIA, les instructeurs argentins et les dollars des Etats-Unis, sans compter l'appui plus ou moins déclaré du Honduras, principale base d'opérations de l'invasion.

2/ La Chambre des représentants avait interdit à la CIA, il y a quelques jours, d'utiliser ses crédits pour soutenir les anti-sandinistes, mais une commission du Sénat vient de donner carte blanche à Reagan pour maintenir ces soutiens (qui n'est pas le seul) et ceci jusqu'au 30 septembre. A-t-on pensé que ces représentants quatre mois d'une invasion de plus en plus active ? A-t-on pensé que l'effort gigantesque accompli par le peuple nicaraguayen pour s'alphabétiser, répandre sa culture, améliorer le niveau de son bien-être, tout ce dont j'ai été et continue d'être témoin et participant, se voit aujourd'hui freiné et paralysé par la nécessité de maintenir le pays sous le pied de guerre ? A-t-on pensé que jour après jour des mères et des sœurs enterrent les jeunes soldats qui tombent aux frontières ?

Le Nicaragua en appelle aujourd'hui au Conseil de sécurité, et face au veto des Etats-Unis il demandera une réunion extraordinaire des Nations-Unies. Mais une fois de plus, Hamlet pourra dire *words, words, words...* Les consciences se satisfont de débats diplomatiques, bonnes consciences qui, comme disait aussi Hamlet, commencent à dégager une odeur de pourriture.

Cent mille Nicaraguayens ont protesté voici dix jours contre le cynisme

discours de Reagan sur les « devoirs » des Etats-Unis en Amérique centrale. Ne se trouvera-t-il pas cinq cents ou mille Européens pour répéter cette protestation devant l'ambassade des Etats-Unis dans leurs pays ? Allons-nous en demeurer là, à manger le fast-food des bulletins d'information comme s'ils nous parvenaient de Mars ? C'est à croire que les téléspectateurs ne distinguent plus entre un journal télévisé et un film de fiction ou qu'ils préfèrent même ces derniers, plus réalistes. Oui, on dirait que la réalité véritable nous échappe des mains, qu'il s'agisse de la bombe à neutrons ou de la lutte du peuple sandiniste.

Il y a des moments où j'envie le premier bonze qui s'est immolé par le feu comme témoignage suprême du dégoût. Mais je sais aussi que ce n'est pas la bonne voie : un peuple se bat au loin pour sa dignité et son bonheur, c'est dans son combat que réside l'exemple.

A quoi bon écrire ces lignes que tant de gens vont jeter avec leur journal ? A rien, pense le bonze, et il se tue. Mais le rien véritable, le triomphe de l'entropie serait de ne pas les écrire. Nous sommes nombreux encore à tâcher de nous frayer un chemin à travers l'indifférence. Comme tant d'autres fois dans l'histoire, nous savons qu'à un moment donné les mains commenceront à se tendre, les paroles deviendront vie et vérité.

Julio Cortazar
(version française
de Laure Bataillon)

Résolution sur les brigades de travail (adoptée par la conférence)

La Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix estime que l'envoi de brigades de travail, de techniciens et de médecins constitue une mesure importante de solidarité pratique avec le Nicaragua.

Elle considère qu'un grand mouvement pour la paix et la liberté en direction du Nicaragua devrait être organisé, afin de dresser un obstacle politique supplémentaire à une éventuelle agression par les Etats-Unis.

Elle pense que la présence de délégués et de personnalités politiques connues des partis et mouvements démocratiques, alternatives et de gauche pourrait constituer une mesure supplémentaire pour garantir la paix en Amérique centrale. Pour cette raison, elle souhaiterait qu'un grand nombre de ces personnalités se déclarent prêts à aller au Nicaragua et à y séjourner pour une période d'environ deux semaines.

Le peuple nicaraguayen a besoin de paix pour pouvoir réaliser les buts qu'il s'est fixés pour sa révolution. Pour cette raison, le gouvernement nicaraguayen a appelé les peuples des Etats-Unis et d'autres pays liés aux Etats-Unis à lancer une campagne sous le slogan : paix pour le Nicaragua !

C'est pour cela que la Conférence appelle à organiser une présence internationale au Nicaragua, destinée à s'engager pour la paix dans cette région. Que les Etats-Unis sachent sur qui ils feront aussi tirer en cas de guerre : sur des civils américains, hollandais, allemands (de l'Ouest), etc. ; mais elle veut aussi qu'il sache que ce mouvement international tiendra constamment au courant le grand public de toutes ses actions en Amérique centrale.

Afin de garantir le succès de cette campagne, il sera particulièrement important qu'un assez grand nombre de gens des différents pays et appartenant à différents mouvements (mouvement pacifiste, organisations ecclésiastiques, syndicats ouvriers et autres organisations et partis politiques) y participeront. Le séjour au Nicaragua peut être organisé sous forme de participation à des brigades de travail et à d'autres actions pacifiques. Puisqu'il est envisagé que les manœuvres que les Etats-Unis et le Honduras mènent ensemble ne seront terminées qu'à la fin mars, la présence devrait être organisée, par un système par équipes, pour au moins cette période. (...)

Parmi les personnalités présentes à la Conférence européenne

NICARAGUA

Alejandro Serrano Caldera, ambassadeur du Nicaragua en France. Lisandro Chavez Alfaro, écrivain, directeur de la Bibliothèque nationale, représentant du gouvernement nicaraguayen. Pedro Reyner, journaliste, correspondant de *El Nuevo Diario*.

ARGENTINE

Julio Cortazar, écrivain.

BELGIQUE

Christian De Man, enseignant, représentant du Mouvement des jeunes socialistes.

CHILI

Jacques Chonchol, directeur de l'Institut d'Amérique latine, ancien ministre du gouvernement Allende.

COLOMBIE

Camilo Gonzalez Posso, professeur, secrétariat de la Conférence latino-américaine de solidarité avec le Nicaragua.

ESPAGNE

Juan Maria Bandrés Molet, député du Guipuzcoa aux Cortes et président d'Euzkadiko Eskerra. Benjamin Bastida, vice-président de la faculté d'économie de Barcelone.

FRANCE

Claude Bourdet, journaliste. Michel Broué, mathématicien. Yves Buannic, président de l'Association France-Amérique latine. Jean-Pierre Kahane, mathématicien, membre du comité cen-

tral du PCF. Lisandro Matarasso, avocat. Pierre Lambert, membre du comité central du Parti communiste internationaliste. Pierre Bougeyrollas, professeur, sociologue. Yves Dechezelles, avocat.

GRANDE-BRETAGNE

Richard Balfour, député du Labour Party au Parlement européen. Jeremy Corbyn, député du Labour Party au Parlement britannique. Stanley Clinton Davis, avocat, ancien porte-parole pour les Affaires étrangères au Labour Party, ancien ministre du Labour Party (1974-1979).

GRECE

Leonidas Kirko, député européen, membre du Secrétariat du comité central du PC grec (intégré au PASOK). Phedon Metallinos, économiste, député du PASOK. Nicolas Malagardis, ingénieur de recherches, député fédéral du PASOK.

GUYANE

Gerald Mac Donald Calliste, New Jewel Movement.

HAÏTI

Ulrick Joly, syndicaliste, dirigeant du CORHA, ancien président de l'Union intersyndicale d'Haïti (UIH). Franck Senat, écrivain, dirigeant du CORHA, secrétaire du PPH.

IRLANDE

Denis Donaldson, représentant du Sinn Fein. Claire Connolly, professeur, représentante du *Irish American Solidarity Committee* d'Irlande.

PAYS-BAS

Evelyne Herff, députée socialiste au

Parlement, présidente du Comité des parlementaires européens en solidarité avec le Nicaragua. Hans Langenberg, avocat, secrétaire du Comité européen de solidarité avec le Nicaragua.

PEROU

Victor Cuadros Paredes, dirigeant syndical, président de la Fédération nationale des travailleurs des mines et de la métallurgie du Pérou.

REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE

Wolf-Michael Catenhusen, député SPD, délégué du groupe parlementaire du SPD. Milan Horacek, député, délégué du groupe parlementaire des Verts. Günter Hopfenmüller, membre du Comité directeur du Parti des Verts.

EL SALVADOR

Roberto Armijo, écrivain, Commission politique-diplomatique du FMLN-FDR, représentation en France. Ana-Maria Echeverria, Commission politique-diplomatique du FMLN-FDR.

SUISSE

D^r Jean-Pierre Métral, secrétaire central du Parti socialiste suisse. Jean Ziegler, membre du bureau de l'Internationale socialiste. Françoise Pitteloud, éducatrice, député socialiste au Parlement suisse. Roger Kempf, écrivain, universitaire.

USA

Susan George, écrivain, chercheur, Institut d'études politiques (Washington-Amsterdam).

Le Maroc et l'impérialisme

Le Maroc, pays économiquement arriéré et dominé par l'impérialisme, est frappé de plein fouet par la crise économique. Crise qui aggrave la désarticulation économique et accélère la crise politique de la monarchie marocaine.

Actuellement, la situation au Maroc se caractérise par une dette extérieure qui s'élève à 11 milliards de dollars, un déficit des opérations courantes de 2,2 milliards, un taux de couverture des importations de 50 %, les réserves de change ont chuté à 60 millions de dollars (moins d'une semaine d'importations !), la balance commerciale est déficitaire depuis plusieurs années. Le taux de chômage est de plus de 20 % de la population active, la production annuelle de céréales est tombée à 20 millions de quintaux contre une récolte normale de 35 à 40 millions et une consommation de 60 millions environ. Plus de 5 millions de Marocains vivent en dessous du minimum de seuil de subsistance. Comment en est-on arrivé là ?

RÉPONDRE à cette question équivaut à analyser la place du Maroc sur le marché mondial, les positions respectives occupées par l'impérialisme français et américain, la lutte qui s'engage pour le contrôle du pays sur le terrain politique et économique, l'attitude de la bourgeoisie locale. Ainsi, la question agricole est au centre de la domination de l'impérialisme français. L'agriculture d'exportation, entraînant endettement et déficit alimentaire, a affaibli le marché intérieur et limité toute possibilité de développement de l'industrie alimentaire et par voie de conséquence, de toute industrie, favorisant ainsi la politique de pillage et l'approfondissement de la dépendance du pays : lourd endettement, important déficit alimentaire (céréales, sucre, lait, huiles, viande...); accumulation du déficit commercial, alors que fruits et légumes sont commercialisés à très bas prix sur le marché européen.

Cette politique a totalement désarticulé l'économie du Maroc, c'est ainsi qu'à côté d'immenses propriétés foncières et de grosses unités industrielles d'extraction minière (phosphates) « coexiste » un grand secteur artisanal de faible productivité et une agriculture ancestrale, alors que l'industrie ne s'est que très faiblement développée quand elle n'est pas totalement absente. Deux autres éléments doivent également entrer en ligne de compte :

— Les périodes successives de sécheresse (65-67, 71-74, 80-83) ont fait échouer totalement la politique agricole, ont aggravé la crise économique et accéléré la « reconversion » des capitaux dans la spéculation immobilière, désertant ainsi l'activité industrielle.

— La guerre du Sahara entraîne le pays dans la ruine. Elle a nécessité la mobilisation d'énormes moyens financiers pour faire face aux dépenses d'une armée qui est passée de 80 000 hommes en 1975 à 200 000 hommes actuellement. Armée qui subit de nombreuses défaites, armée décapitée par Hassan II lui-même après les deux coups d'Etat de 1971 et 1972.

C'est dans cette situation « inquiétante » pour le régime (plan quinquennal 73-77 réalisé à 37 % en raison de la chute brutale du cours des phosphates et de la guerre ruineuse du Sahara) qu'intervient la pénétration des capitaux américains, la main mise politique progressive sur le Maroc.

Le FMI et la politique américaine

A l'issue du plan 73-77, les finances du pays sont en état de « déséquilibre », estiment les spécialistes ; les centres financiers internationaux, en particulier français, alarmés par la situation économique, la crise de

la monarchie et la montée du mouvement des masses, se montrent réticents vis-à-vis des demandes de crédits formulées par Hassan II ; exception faite de l'Arabie Saoudite qui a continué à soutenir le roi.

C'est l'impérialisme américain qui a décidé de prendre en charge la situation en relation avec la crise économique mondiale et la politique « offensive » de l'administration Reagan, par l'intermédiaire du FMI dans un premier temps et par une intervention directe ensuite, et cela particulièrement après la défaite électorale des partis de la bourgeoisie française en mai-juin 1981.

Le plan d'austérité (78-80) dit de « rétablissement des équilibres fondamentaux » dicté par le FMI consista à bloquer tous les investissements à l'équipement pendant trois ans et à réduire les budgets de fonctionnement pour dégager les capitaux nécessaires au remboursement des dettes et au financement des dépenses militaires. Le gel économique qui en a résulté a eu des conséquences néfastes pour toute l'économie du pays : il a déclenché des faillites en chaîne dans l'industrie, le bâtiment... et conjugué à la sécheresse entraîna une réduction des recettes de l'Etat et faillit provoquer une réaction en chaîne.

En 1981, la situation financière ne s'est guère améliorée, mais les mesures d'austérité ont déclenché une forte résistance des masses qui ont commencé, en pratique, à remettre en cause l'union nationale. De profonds mouvements sont engagés dans les plus importants secteurs d'activité économique et sociale : grève générale de l'enseignement secondaire et universitaire, grève générale des cheminots, des travailleurs des phosphates, des dockers, des mines de charbon...

C'est ce mouvement qui, en se développant dans la voie de la centralisation du combat contre la monarchie, aboutit à la grève générale et à l'explosion révolutionnaire du mois de juin 1981 en réaction aux décisions imposées par le FMI de suppression de la caisse de compensation par une augmentation sans précédent des prix des denrées alimentaires de base ; augmentation allant de 30 à 80 % du prix de la farine, huile, sucre, beurre et lait...

Reagan et Hassan

Parallèlement aux exigences du FMI, l'administration Reagan apporte son soutien militaire au régime de la monarchie. C'est au lendemain de l'écrasante défaite subie par les forces armées royales à Gueltat-Zemmour (13 octobre 1981) que l'impérialisme a décidé de venir au secours d'Hassan II menacé d'une part par la débâcle de son armée et d'autre part par la quasi-rupture de l'union nationale à la suite des événements de Casablanca (juin 1981)

qui ont vu le monarque frapper durement les masses et leurs organisations (arrestation du bureau politique de l'USFP et de plusieurs centaines de ses militants, interdiction de ses journaux, arrestation des responsables de la CDT, interdiction de celle-ci et de ses journaux...) sans pouvoir pour autant infliger une défaite écrasante aux masses.

Le 29 octobre 1981, le général Walters rendit visite à Hassan II : le 5 novembre, le nouvel ambassadeur au Maroc, J.V. Reed (ancien vice-président de la Chase Manhattan Bank) donnait l'assurance au roi que « mon pays fera de son mieux pour vous aider de toute manière possible. Comptez sur nous. Nous sommes avec vous. » Au même moment, M. West conduisait une délégation de 23 fonctionnaires du Pentagone et du département d'Etat qui, après une visite en Tunisie, revenait au Maroc le 11 du même mois ; puis ce fut au tour de Weinberger, secrétaire à la Défense, le 3 décembre 1981 ; le 19 du même mois, Charles Percy, président républicain de la commission des relations étrangères du Sénat, effectua une visite au Maroc ; vint ensuite Bobby Inman, directeur adjoint de la CIA, et le général James Williams, directeur de l'agence de renseignements de la Défense. Puis en février 1982 A. Haig annonça l'accord, avec Hassan II, d'accès de la FDR aux bases aériennes marocaines et la constitution d'une commission militaire conjointe américano-marocaine.

(OV-10, F-5, missiles Chapparral...) ». L'administration Reagan a en outre annoncé qu'elle allait augmenter le nombre des militaires marocains recevant une formation militaire aux Etats-Unis qui passera de 168 en 1982 à 514 en 1983. Crédits destinés à l'armement, livraison d'armes et formation des cadres militaires constituent l'« aide » de l'impérialisme américain ; « aide » qui va de pair avec la politique menée par le FMI qui, lui, se charge de faire supporter le tout par les masses déshéritées. Cependant, il ne s'agit pas d'une « aide » sans limite ; Robert Flaten, directeur d'Afrique du Nord au département d'Etat, le signifia clairement : « Nous ne croyons pas que ce conflit puisse être gagné au sens militaire du terme. » De la même manière, Howard Wolpe, représentant démocrate au Congrès qui préside la sous-commission de l'Afrique, estime que « plus le roi est encouragé à croire que la guerre peut se poursuivre indéfiniment, plus grands sont les risques à long terme pour son régime », prolonger la guerre « à des niveaux de plus en plus élevés, cela équivaut à canaliser les très rares ressources économiques au profit du conflit militaire, créant ainsi une autre source majeure de tension sociale et politique à l'intérieur du pays ». La sous-commission qu'il préside a estimé, dans un vote, en avril 1982, qu'« en encourageant le Maroc à mener indéfiniment une guerre qu'il ne peut gagner, la politique américaine pourrait bien contribuer à favoriser l'apparition pos-

situation a fait l'objet de plusieurs séances de négociations entre les représentants du régime et les principaux créanciers du pays (fin octobre-début novembre 1983), à l'issue desquelles les créanciers ont accepté le rééchelonnement de la dette 1983-1984 sur 8 ans avec 4 ans de délai moyennant un emprunt du FMI de 535 millions de dollars et un autre emprunt du même organisme de 315 millions de dollars pour « l'application d'un plan draconien d'austérité ».

Ainsi, c'est le FMI qui accorde les crédits nécessaires au maintien de la monarchie et c'est l'impérialisme américain qui « aide » militairement le roi. Une lutte sévère s'est engagée entre l'impérialisme français et américain pour le contrôle politique et économique du Maroc. Et dans cette bataille, la bourgeoisie marocaine se place de plus en plus sous la domination directe de l'impérialisme américain. La « restructuration » en cours conjuguée à la désarticulation économique du pays ne manque pas de disloquer encore plus le régime corrompu d'Hassan II.

La mobilisation des masses au Maroc s'opère dans un processus de marche à la crise révolutionnaire au Maghreb et au Machrek, caractérisé par la chute du chah en Iran, la résistance des masses palestiniennes au Moyen-Orient. L'Arabie Saoudite, concernée au premier chef, s'acharne à soutenir Hassan II. Le rééchelonnement de la dette, les crédits du FMI, l'engagement militaire de Rea-



Hassan II.

Le 20 avril 1982, M.P. Constable, adjoint du secrétaire d'Etat, informait le Congrès que les crédits destinés aux ventes militaires au Maroc seront portés de 30 millions de dollars à 100 millions de dollars pour l'année 1983 : « Le Maroc a de pressants besoins de sécurité, mais sa dette est un lourd fardeau et le Maroc a de sérieux problèmes de balance des paiements... Notre soutien est critique. »

Dans cette même déclaration, il ajouta que les crédits « seront utilisés en majeure partie pour la continuation des accords de fourniture, pour l'entretien des systèmes d'armement américains déjà livrés à l'armée

sible de brusques changements radicaux à l'intérieur du Maroc lui-même » (recommandation pour le budget 1983).

Pour l'impérialisme américain, la stabilité de l'Afrique du Nord passe par un « règlement » négocié ; Hassan II a lui-même préparé sa propre perte, il lui faut négocier avec le Polisario, négocier le Sahara qui a fait l'objet de tant de « sacrifices » et d'« efforts », imposer une sévère austérité au peuple marocain.

La crise de la monarchie marocaine et l'impérialisme

Le Maroc est en situation de cessation de paiement inavouée. Cette

gan constituent autant de moyens pour donner « un ballon d'oxygène » à Hassan II, s'assurer un contrôle plus direct.

Le mouvement des masses de juin 1981 au Maroc a déjà secoué fortement l'union nationale mise en place en 1975 sur la base de la question du Sahara. L'intégration de l'USFP au gouvernement (alors que de nombreux militants de ce parti sont toujours emprisonnés) constitue une nouvelle tentative pour tenter de bloquer, disloquer le mouvement des masses, prévenir l'explosion qui menace.

« Nous sommes au Liban pour la paix et le pétrole » (Reagan)

LE 25 novembre à Damas, a été conclu l'accord de l'évacuation de Tripoli des 4 000 combattants palestiniens de l'OLP encerclés par les forces syriennes. L'accord négocié entre Arafat, la Libye, l'Arabie Saoudite et un représentant du gouvernement Gemayel consistait à faire embarquer les Palestiniens sur des bateaux grecs battant drapeau des Nations Unies en direction de la Tunisie et de l'Algérie.

Mais le veto israélien contre la sortie de l'OLP de Tripoli sous le drapeau de l'ONU, le siège maritime de Tripoli par la flotte israélienne et ses bombardements ont pour objet de démontrer l'évidence d'une défaite politique et militaire de l'OLP. Ce n'est qu'une fois cet objectif atteint que l'évacuation a finalement eu lieu.

Arafat avait tenté en juillet de l'année dernière de présenter son départ de Beyrouth comme une victoire politique. Le résultat des conditions politiques du retrait des forces palestiniennes a été les massacres de Sabra et Chatila et le début des discussions avec Hussein de Jordanie — autre assassin du peuple palestinien — pour une confédération jordano-palestinienne sous les auspices de l'impérialisme et la surveillance d'Israël.

Dans une conférence de presse tenue le 4 décembre, Arafat a voulu de nouveau présenter son départ de Tripoli comme une nouvelle victoire politique. Il est évident que priver l'OLP de sa capacité opérationnelle par la perte de sa base territoriale, que laisser sans réelles garanties de sécurité les camps de réfugiés de Bad-daoui et de Nahr-el-Bared n'a rien à voir avec une victoire politique. Mais le peuple palestinien existe toujours, les quatre millions et demi de Pales-

teniens disséminés dans différents pays, dont un tiers dans des territoires occupés par Israël, restent le facteur déterminant qui empêche la stabilisation impérialiste de toute la région.

La politique avancée par Arafat de confiance envers les régimes arabes amis, des amis tels que les Saoudiens et les Egyptiens qui ont contemplé et contemplent impassibles les coups portés au peuple palestinien, c'est une politique qui ne peut effacer ce que signifient pour le peuple palestinien les principes établis dans la Charte constitutive de l'OLP de mars 1964 : « ... La paix ne sera possible que dans une Palestine libre et démocratique où palestiniens, chrétiens, musulmans et juifs seront égaux et libérés du racisme sioniste. » De Damas au Liban occupé par Israël, les Palestiniens résistent, organisent les manifestations et grèves de Saïda et Kfar Melki contre les troupes d'occupation israéliennes ou face aux « amis syriens du régime d'Assad » dans les camps de réfugiés de Damas.

Face au fiasco provoqué par ses dirigeants, le peuple palestinien est dans une impasse, mais son existence, la continuité de son combat dans des circonstances difficiles ont mis l'impérialisme dans une situation sans issue apparente.

L'engagement américain

Depuis l'explosion du quartier général des Marines à Beyrouth, l'engagement de Reagan au Liban n'a fait que s'accroître pour tenter de reconstruire l'Etat bourgeois au Liban comme élément de pacification de la région.

Mais la reconstruction du Liban sous l'égide de Gemayel ne peut se faire qu'aux dépens du peuple pales-

tinien et de la majorité chiite du pays. Après les bombardements « punitifs » des forces aériennes françaises, les forces américaines ont bombardé et canonné les positions syriennes. En même temps, Reagan doit convaincre Israël et la Syrie de cette solution alors qu'Israël semblait partisan de l'annexion d'un secteur du Liban au sud du fleuve Awali comme cordon de sécurité, et que la Syrie d'Assad tient à ménager sa situation de gardienne de l'ordre. Face à cette somme d'intérêts contradictoires, une série de manœuvres diplomatiques sont amorcées pour tenter de rétablir une sorte de stabilité dans la région.

Ces manœuvres appuyées par la présence militaire US et celle de la force multinationale, avec les opérations militaires de « représailles » contre les Chiites, un coup de semonce envers la Syrie et les Druzes, ont un seul objectif : la reconstruction du Liban sous l'égide de Gemayel.

Le *Washington Post* le résumait très clairement : « Si Gemayel échoue, le Liban échouera. » Après la première partie de la Conférence libanaise de réconciliation qui s'est tenue à Genève, Gemayel s'est rendu auprès de Reagan pour chercher un soutien à son plan. A quelques jours d'intervalle, c'est Isaac Shamir qui rencontrait le président des USA.

Reagan veut mettre en place un nouveau dispositif qui soit capable de rétablir l'ordre, mais à la différence du précédent, il ne peut appuyer son activité seulement sur Israël.

Le dispositif mis en place après la création de l'Etat d'Israël et l'expulsion des arabes palestiniens est en crise. Le Liban en pièces, la crise économique, sociale et politique qui

secoue Israël et la persistance des aspirations à une nation libre de la part du peuple palestinien obligent l'impérialisme à modifier les formes de sa domination sur la région.

Gemayel tente de créer un gouvernement de réconciliation nationale, et y compris d'établir une sorte d'autorité civile dans la zone occupée par Israël. Pour cela, il faut le retrait partiel d'Israël du Liban et la cessation des implantations israéliennes en Cisjordanie, ainsi que le début de la formation de la confédération jordano-palestinienne.

Cependant, Israël ne veut pas remettre en question l'accord de paix avec Gemayel de mai 1983, accord dont les dirigeants druzes exigent l'abolition, et ne veut pas non plus arrêter de développer ses colonies de peuplement en Cisjordanie. Shamir a demandé à Reagan un lien militaire plus étroit et le maintien des forces US au Liban.

Le résultat en est un plus grand engagement militaire des troupes US, indispensable à la reconstruction du Liban de Gemayel. Cependant, la présence militaire croissante ne cache rien d'autre que la faiblesse de l'option Gemayel, et par elle-même, ne résout rien de façon permanente. C'est dans ces circonstances que la collaboration de la bureaucratie du Kremlin et celle de la Syrie sont absolument indispensables.

Encore une fois, toutes les forces réactionnaires contre le peuple palestinien

Assad a jeté toutes ses forces pour en finir avec la résistance armée organisée de l'OLP. Au moyen de la « dissidence », il veut transformer les Palestiniens qui s'y plieraient en appendice de l'armée syrienne.

La Syrie constitue, en attaquant Tripoli, une aide irremplaçable pour

Reagan et Israël. Mais Assad a ses propres ambitions, il aspirait à annexer le nord du Liban dans le cadre de son projet de Grande Syrie.

Quand Reagan a ordonné le bombardement des positions syriennes, il avertissait Assad de ce qu'il devait se soumettre au plan de paix américain. Le conseiller des Etats-Unis G. Schultz s'est adressé à l'URSS pour qu'elle conseille « à la Syrie d'aborder le problème libanais de façon raisonnée ». C'est-à-dire que la mission de la Syrie était terminée, il faut maintenant renforcer le régime de Gemayel.

La position du Kremlin ne peut laisser aucun doute, il a déjà manifesté son plein appui à Assad dans sa tentative de liquider le peuple palestinien, il a appelé l'OLP à se soumettre aux régimes arabes « amis » et il a fait en même temps savoir à Assad qu'il ne pouvait accepter un échec de la Conférence de réconciliation nationale libanaise de Genève.

Dans les prochains jours, Donald Rumfeld, envoyé spécial de Reagan pour le Moyen-Orient, se rend à Damas pour y rencontrer le président Assad. Farouk-el-Chareh, ministre des Affaires étrangères syrien, a déclaré être prêt à « ouvrir le dialogue avec les USA puisque les américains le veulent ». Apparemment, malgré les divergences, un accord est possible. Il ne reste qu'un problème, le seul problème. Il affecte 4 millions et demi de Palestiniens et donc toutes les masses opprimées de la région.

Mais ce problème-là, il est organique et lié à celui du combat dans toute la région de masses opprimées et exploitées. « La paix et le pétrole » que Reagan invoque comme buts de sa croisade ne sont possibles que sur la base d'un génocide. A. C.

Farrell Dobbs (1907 - 1983)

FARRELL Dobbs est mort le 31 octobre 1983, à l'âge de 76 ans. Farrell Dobbs fut l'un des cadres ouvriers qui jouèrent un rôle essentiel dans la construction d'une organisation trotskyste aux Etats-Unis. Ayant quitté l'école en 1925 et exercé divers métiers, c'est en 1933 qu'il devient chauffeur à Minneapolis et qu'il se syndique.

En mars 1934, il adhère à la « Communist League of America », l'organisation trotskyste dont est issu le Socialist Workers Party (SWP). Il sera l'un des dirigeants de la grande grève des camionneurs de Minneapolis, un conflit qui occupe une place d'avant-garde dans les grandes luttes qui aboutiront, avec la formation du CIO, à la constitution d'un mouvement syndical de masse.

Farrell Dobbs sera, en 1938, le principal dirigeant de la grève de 350 000 camionneurs, grève qui se terminera par l'adoption d'un contrat commun pour les camionneurs de 12 Etats.

A partir de 1940, il sera le responsable du travail ouvrier du SWP. Pour son opposition à la guerre impérialiste, il fut emprisonné pendant 13 mois dans un pénitencier fédéral. De 1943 à 1948, il exerça la fonction de rédacteur en chef du *Militant*, l'hebdomadaire du SWP, et de 1949 à 1953, celle de président du parti.

De 1953 à 1972, il sera secrétaire général du SWP. Dans les dernières années de sa vie, il écrira plusieurs livres, notamment une série de quatre volumes consacrée à l'histoire du syndicat des camionneurs.

Le nom de Farrell Dobbs restera associé aux pages glorieuses de l'histoire de la classe ouvrière américaine et au combat contre l'impérialisme et le stalinisme, pour la IV^e Internationale.

Peng Shuzi (1895 - 1983)

PENG Shuzi est décédé le 28 novembre dernier, à l'âge de 88 ans. Peng Shuzi, qui était issu d'une famille paysanne, rejoignait dès son adolescence le mouvement anti-impérialiste qui allait entraîner toute une génération. Evoluant du libéralisme à l'anarchisme, puis au communisme, Peng Shuzi participe à l'activité qui conduira à la fondation du Parti communiste chinois.

De 1921 à 1924, il est à Moscou. A son retour, après avoir été membre du Comité régional de Shanghai, il est élu au comité central du jeune Parti communiste chinois. Il fut l'un des premiers à s'opposer à la ligne de subordination à la bourgeoisie dictée par la direction stalinienne de l'Internationale communiste, et après l'écrasement de la révolution chinoise, rejoignit les rangs de l'Opposition de gauche internationale. Il poursuivra le combat sous la dictature du Kuomintang et sera emprisonné pendant des années.

Exilé en 1949, il poursuivra le combat pour la révolution, contre l'impérialisme et le stalinisme, pour la IV^e Internationale, jouant un rôle actif dans la vie de la IV^e Internationale.

En 1953, il sera parmi les fondateurs du Comité international de la IV^e Internationale, s'opposant au révisionnisme liquidateur de la IV^e Internationale, et dans les années 1970, participera à l'action de la FLT (Fraction léniniste-trotskyiste).

Ainsi, jusqu'au bout, ce combattant révolutionnaire qui avait vécu comme militant l'aube de la révolution chinoise restera fidèle aux enseignements de Lénine et de Trotsky et prendra part aux combats pour la construction de la IV^e Internationale.

Après les élections

Il est plus de minuit ce 30 octobre 1983, jour des élections nationales qui se sont réalisées en Argentine après plus de 7 années de sanglante dictature militaire. A l'Obélisque de l'avenue du 9 juillet (la plus grande de Buenos Aires), alors que se poursuit le dépouillement, deux groupes de manifestants se rencontrent : d'un côté les partisans de l'Union civique radicale, du candidat victorieux (avec 51 % des voix) Raul Alfonsín ; de l'autre, les péronistes qui pressentaient déjà alors, avec la divulgation des premiers résultats, la défaite de leur candidat Italo Luder, qui a obtenu 39 % des voix, le score le plus bas de toute l'histoire du péronisme.

Le climat tendu de la rencontre, reflété par les cris et les premières bousculades, se calme cependant ensuite dès que tous commencent à scander le cri de « Elle va finir, la dictature militaire ! » : les manifestants s'unissent autour de ce mot d'ordre, démontrant ainsi la volonté que l'écrasante majorité de la nation a cherché à exprimer dans ces élections, celle de jeter à bas le régime mis en place par les militaires en mars 1976, régime qui a amené le pays à la misère, au service de l'impérialisme, utilisant pour cela la terreur la plus noire qui a tué des milliers d'Argentins, en supprimant totalement toute ombre de liberté.

La tenue des élections générales marque le départ de la junte militaire (dirigée par le général Reynaldo Bignone) du pouvoir. Ces élections sont le résultat d'une vigoureuse mobilisation des masses argentines qui s'est intensifiée à partir du début de la guerre des Malouines, où les militaires ont eu un rôle désastreux. Depuis lors, les luttes populaires se sont sans cesse

et simplement ignoré son « auto-amnistie », se refusant à clore les procès qui ont récemment désigné les responsabilités de la répression.

Les militaires se sont vus obligés de battre en retraite et c'est pourquoi ils ont convoqué les élections du 30 novembre. Mais ils l'ont fait en prenant toutes les précautions pour maintenir ce processus sous un contrôle le plus grand possible. C'est pourquoi ils ont réalisé ces élections sous conditions, sans que règne pleinement la démocratie, bien que l'écrasante majorité des courants politiques ait fait le silence sur cet aspect (voir encadré).

De toute façon, les élections se sont tenues et la volonté du peuple de renverser le régime s'y est exprimée. Cela y compris indépendamment des dirigeants politiques. Il suffit de noter que tandis que dans les réunions de l'UCR, le candidat Alfonsín se limitait à parler vaguement de « faire justice » en ce qui concerne le grave problème des 30 000 prisonniers-disparus de sept années de dictature, la Jeunesse

décidé d'en finir avec tant d'années de pénurie et de répression. Le nombre record de votants qui se sont précipités aux urnes n'a pas surpris non plus. Ce qui fut surprenant, ce fut le résultat : l'ample défaite du péronisme, pour la première fois de son histoire.

A quoi était dû ce résultat ? L'UCR — parti créé il y a cent ans par des fractions de la bourgeoisie, qui lors des dernières élections présidentielles (en 1973) n'avait pas obtenu 25 % des voix — serait-elle devenue un parti capable de diriger la lutte des masses contre l'impérialisme et pour la démocratie ? Ce fut là tout le ton de la propagande radicale durant les élections. Mais la propagande seule ne suffisait pas à attirer les masses qui jusqu'à présent voyaient traditionnellement dans le péronisme la représentation de la lutte nationale contre l'oppression impérialiste. En réalité, ce fut le cours même du Parti justicialiste qui a créé les conditions de sa défaite.

« Je suis péroniste. J'ai toujours voté pour Perón. Mais aujourd'hui, je ne le ferai pas : je refuse de voter pour cette mafia qui s'est emparée du parti. Qui sait si en votant pour Alfonsín je ne contribue pas à la défaite des mafiosi, pour qu'ainsi ils s'en aillent une bonne fois pour toutes. » C'est ce que disait un travailleur à la veille des élections.

« Mais si vous êtes péroniste et si vous êtes contre la direction du parti, pourquoi ne restez-vous pas dans le parti et ne luttez-vous pas pour que soit remplacée cette direction ? »

« Cela n'avance pas, a-t-il répondu. Perón lui-même de son

chef du syndicat péroniste et actuel vice-président du Parti justicialiste (ce qui représente, en l'absence de l'actuelle présidente, Isabelita Peron, exilée en Espagne, la responsabilité la plus haute du parti) (1). Mais Miguel n'est pas qu'un bureaucrate syndical et du parti : c'est aussi un des principaux promoteurs des bandes paramilitaires

qui, depuis le gouvernement d'Isabelita, ont persécuté la gauche péroniste, en assassinant froidement ses militants, persécutant en particulier les Montoneros (organisation armée de la gauche péroniste).

(suite page 11)

Appel des mères de la place de Mai

Sept ans et six mois après le coup militaire qui a détruit les vies et les biens de la nation, nous nous trouvons sur cette place — témoignage de la résistance tenace des mères — dans la même et incessante lutte qu'au premier jour. Mais nous ne sommes plus seules, une partie du peuple s'est jointe consciemment à l'exigence impérative de l'apparition en vie des détenus-disparus et du châtiement des responsables.

Les forces armées, sans loi et sans justice, ont enlevé, torturé, assassiné. Ce sont des crimes sans circonstances atténuantes qui méritent d'être condamnés en Argentine et dans tous les pays du monde.

Les délits prouvés ont été commis par ceux qui auraient dû appliquer la loi. Mais les forces armées ont usurpé le pouvoir, non pour défendre la Constitution, mais pour commettre des atrocités sans limites, pour imposer la terreur et pour mener à bien un plan économique dicté qui n'admet pas la discussion, ni l'opposition, mais qui n'admet que la servilité.

Nous, les mères, nous descendions dans la rue alors que la terreur s'étendait, alors que se propageait le mensonge, alors que primait l'indifférence, et cela avec la complicité de l'ignoble justice qui a servi leurs fins et avec le silence honteux de beaucoup, la tragédie s'est étendue malgré de très honorables exceptions, l'Eglise, les partis politiques et les syndicats se sont aussi tus à cause d'infâmes préjugés, créés par le régime, permettant ainsi que soit commis le plus grand forfait de notre histoire.

Le temps n'a pas passé en vain, aujourd'hui tous haïssent la dictature, ses crimes sont exécrables, mais la peur existe encore ou peut-être le désir d'un compromis qui lui permette de sortir indemne de ses forfaits. On veut que soit interprété le drame de plus de 30 000 détenus-disparus comme un problème des familles qui sont touchées. Ce qui est arrivé ici en Argentine n'est pas un drame familial, c'est un terrible problème national qui porte atteinte au moral d'un peuple, parce qu'il nous montre la bassesse et la débâcle des forces armées, la corruption des civils qui sont complices et l'inefficacité des institutions. Tout cela doit changer, parce que nous sommes arrivés à la limite de la dégradation, et pour que tout cela change il faut la justice, la justice qui fasse l'exemple pour que les délinquants ne puissent faire obstacle à la marche de la morale et de l'éthique d'un peuple qui veut vivre dignement.

Nous devons être prêts à réaliser la démocratie pied à pied. Aujourd'hui, nous sommes devant l'élection d'un gouvernement constitutionnel qui devra démontrer par les faits qu'il est démocratique. Nous l'apprenons sûrement ensemble, peuple et gouvernement, parce que nous sommes déjà d'accord sur quelque chose : que les militaires ne reviennent jamais au pouvoir, que soit garanti le respect de la Constitution, en respectant et en permettant que soient respectés les devoirs et les droits que nous avons et pour que soient jugés les responsables de cette douleur nationale qui n'a d'autre réparation que la justice.

Nous, les mères, nous ne luttons pour aucun pouvoir, nous descendons dans la rue pour défendre la vie, principe et fin de tous les droits, nous n'avons pas de bannières idéologiques, sociales ou religieuses, mais nous défendons la liberté de pensée comme l'élément principal de la vie de l'homme, nous lutterons sans cesse pour ces biens qui ont été arrachés à nos enfants et nous dénoncerons tout ce qui pourra empêcher le respect de ces droits.

Pour conquérir cette démocratie si vivement désirée, nous exercerons la participation, la critique, le droit de ne pas être d'accord et de réclamer et nous nous mobiliserons pour conquérir les droits légitimes du peuple, c'est pourquoi nous demandons au gouvernement qui va être tout prochainement élu :

Apparition en vie des détenus-disparus !

Liberté pour tous les prisonniers politiques et syndicaux !

Jugement des responsables !

Au président constitutionnel, nous demandons qu'en tant que commandant en chef des forces armées il organise la mise en liberté immédiate des détenus-disparus aux mains des forces armées.

Que soit mise en place une commission parlementaire composée de représentants des deux chambres, ayant pleins pouvoirs et compétences, où aient de droit la parole les mères de la place de Mai et les autres représentants d'associations des droits de l'homme. Cette commission devra enquêter sur les cas d'atteinte aux droits de la personne et sur les traitements dégradants auxquels ont été soumis les prisonniers politiques et syndicaux dans les prisons publiques et les détenus-disparus aux mains des forces armées. Cette commission devra avoir un caractère permanent pour qu'on puisse faire appel à elle en cas de toute nouvelle plainte.

Que le congrès régleme immédiatement la loi d'installation du jugement par des jurés pour la détermination des condamnations pour les crimes commis, jugements qui ne doivent pas être soumis au système de droit pénal commun.

Mères de la place de Mai
Buenos Aires, 26 octobre 1983



Une des nombreuses manifestations des « Mères de la place de Mai ».

accrues, marquées par des mobilisations salariales ou directement antidictatoriales. La junte militaire est entrée dans une crise profonde et s'est vue obligée de changer ses membres et d'appeler à des élections. Elle a par ailleurs promulgué une loi d'amnistie dont l'objectif était d'amnistier les responsables des assassinats de prisonniers politiques, des enlèvements, des tortures subies par ceux qui s'étaient opposés au régime. Mais la junte se trouvait dans un tel état de démoralisation que les tribunaux ont purement

radicale brandissait d'immenses banderoles où on lisait : « Ni oublier, ni amnistie, apparition en vie ! » De même, quand le candidat péroniste parlait « d'oublier le passé », la masse répondait dans un cri assourdissant : « Au poteau, les militaires qui ont vendu la nation ! » ou « Qu'ils rendent des comptes ! ».

L'ample mobilisation populaire qui a occupé les rues d'Argentine n'a été une surprise pour personne : c'était l'expression d'un peuple

vivant n'y est pas parvenu dans son dernier gouvernement. Cela n'avance pas, ce qu'il faut, c'est les défaire aux élections, c'est ainsi qu'ils apprennent. »

Cette déclaration montre clairement la responsabilité de la direction même du Parti justicialiste dans les résultats électoraux. La « mafia » dont parle le travailleur, ce sont les bureaucrates qui dirigent le parti le plus connu d'entre eux est le dirigeant de l'Union ouvrière de la métallurgie, Lorenzo Miguel,

Après les élections

(suite de la page 10)

Avec un tel dirigeant à la tête du parti, il ne faut pas s'étonner si de larges secteurs des péronistes — ceux qui combattent sincèrement la dictature et l'impérialisme — ont rejeté la campagne justicialiste. Plus encore, si l'on considère la façon utilisée par la bureaucratie pour s'emparer de l'appareil du parti. Pour n'en prendre que deux exemples : Lorenzo Miguel, lors du congrès justicialiste de la capitale fédérale, a organisé une liste de délégués au congrès national en commun accord avec d'autres secteurs du parti. Mais au moment de les inscrire, il n'a enregistré que les noms qui avaient sa confiance... Non moins condamnable fut l'action d'Herminio Iglesias (candidat battu au poste de gouverneur de la province de Buenos Aires, ex-métallurgiste et condamné dans le passé pour un crime de droit commun) : il a voulu imposer dans le congrès de cette province que le vote ait lieu à main levée car il craignait qu'avec le scrutin secret « ses » délégués (qui votent pour lui par peur des représailles) ne changent d'idée. C'est sur cette question qu'Iglesias a « séparé » le plénum en deux, tenant ainsi deux congrès. Il est inutile de dire que la direction du parti — comme la justice électorale — n'a validé que les délégués du bureaucrate. Et avec ces

que des milliers d'enfants huaient la simple mention du nom de Miguel.

Mais le principal résultat des manœuvres de la bureaucratie a été la défaite électorale elle-même. Voyant la gauche du parti — des secteurs comme « Intransigeance et mobilisation » et la Jeunesse péroniste — totalement écartée, sans aucun candidat et sans aucun poste de direction, la base combative, alors même que l'IP et la JP appelaient à mener campagne au nom de l'« unité », ne s'est pas sentie stimulée pour défendre les candidats du parti. Et un bon secteur de l'électorat traditionnel du justicialisme, le voyant loin de tout combat contre l'impérialisme et la dictature, s'est éloigné à la recherche d'autres choix.

Mais ce choix n'existait pas. L'UCR n'a jamais mené de combat effectif contre l'impérialisme et les secteurs les plus combatifs de la politique argentine, liés à une trajectoire de combat contre la dictature, n'ont pas pu s'exprimer : les Montoneros se sont trouvés par exemple jusqu'à maintenant dans l'illégalité, une bonne partie de leurs dirigeants — ceux qui n'ont pas été assassinés — étant en prison ou exilés. La Jeunesse péroniste, victime des manœuvres du congrès interne, s'est retrouvée isolée dans son propre parti. Les groupes qui se

ler au vote blanc — seule position correspondant à cette tragique réalité où il n'existe dans les élections aucune alternative à la hauteur du mouvement national exprimé dans le combat anti-impérialiste et antidictatorial mené par le peuple argentin.

L'issue de cette situation sera donnée dans la mesure où l'avant-garde des masses exploitées en Argentine sera capable de constituer une alternative, un parti des travailleurs, organisation indépendante qui puisse regrouper les plus larges secteurs des masses.

Ce combat garde son actualité après les élections. La lutte pour la démocratie doit continuer, dans la mesure où les revendications d'« apparition en vie des prisonniers-disparus et de châtiement pour les responsables » sont toujours avancées par les « Mères de la place de Mai », par la JP et par d'autres organisations. La pression de l'impérialisme sur l'économie argentine doit être en même temps redoublée après l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement.

D'autre part, le résultat des élections commence à provoquer une grave crise dans l'appareil du Parti justicialiste. « Douze sections — sur un total de soixante-trois — de l'Union ouvrière de la métallurgie ont demandé hier la "démission" de Lorenzo Miguel de son

électoral (...) et normalement, quand pareilles choses ont lieu, la direction politique qui a mené le parti dans la bataille électorale doit présenter sa démission et tenter de rénover la direction ». Le même jour, le gouverneur élu de la Rioja, Carlos Menem, annonçait la revindication de la section régionale du parti pour la démission de toute la direction nationale en même temps que des militants de la JP manifes-

taient devant le siège du Parti justicialiste pour exiger, outre la démission de la direction, la convocation immédiate d'un congrès national du parti.

5 novembre 1983
Oracio Bomfim

(1) Isabelita Peron est, depuis, rentrée en Argentine lors de l'investiture d'Alfonso.

Des élections « démocratiques » ?

La presse bourgeoise du monde entier a tenté de caractériser les élections qui ont eu lieu le 30 octobre dernier en Argentine comme un sommet de démocratie. C'est ce qu'a aussi fait la presse de nombreux courants qui se réclament du mouvement ouvrier — y compris en Argentine.

Mais cela est-il vrai ? Sont-ce des élections démocratiques qui se tiennent en plein état de siège maintenu durant toute la campagne par les militaires ? Est-il possible de parler de démocratie face à l'existence de prisonniers politiques et d'exilés ? Face au problème des 30 000 détenus-disparus alors que leurs bourreaux jouissent d'une totale impunité ?

Le fait est que ceux qui encensaient cette « démocratie » ne faisaient rien d'autre que couvrir l'existence — et les crimes — de la dictature militaire. Et pour cela, ils renonçaient au mot d'ordre central de la lutte pour la démocratie en Argentine avancé par les Mères de la place de Mai : « Apparition en vie des détenus-disparus ! Châtiment des responsables ! »

Cela est-il exagéré ? Il suffit de voir que dans le programme électoral du Parti communiste argentin, parmi les « revendications minimales immédiates », la seule mention du problème est la demande que soit « éclaircie la situation des disparus ». Pas un mot sur le châtiement des responsables. Et ce n'est pas tout : le PCA ne fait pas que se taire dans le combat contre la dictature, mais cherche aussi à faire taire ceux qui continuent ce combat. Il est bien connu que dans des secteurs de la Jeunesse péroniste (qui a fait sien le drapeau des « Mères de la place de Mai »), on en est venu à discuter de la possibilité de rupture avec le Parti justicialiste, après la manipulation du congrès du parti et la proscription de candidats et dans les directions des secteurs antidictatoriaux et anti-impérialistes. Une éventuelle rupture pourrait sans aucun doute ouvrir de nouvelles possibilités pour une organisation indépendante des travailleurs en Argentine. Face à cela, le PCA — qui avait décidé de soutenir les candidatures à la présidence du péronisme — affirme : « Dans cette période, l'objectif prioritaire de la réaction est apparu clairement à découvert : frapper la classe ouvrière et, donc, atomiser le péronisme et isoler le PC. (...) Notre prise de position électorale (facilite) la lutte pour un large front démocratique, qui donne un soutien des masses et une stabilité au gouvernement constitutionnel... » (rapport d'Athos Fava, secrétaire général du PCA au congrès du parti, 5 septembre 1983). Ainsi le PCA se tait face à la dictature en place et caractérise encore toute rupture de la JP comme un service rendu à la réaction !

Mais il n'y a pas que le PCA qui s'abstienne d'attaquer la dictature militaire. Voyons par exemple le cas du MAS (Mouvement au socialisme, parti dans lequel s'est dissous le PST qui fut le parti trotskyste de Nahuel Moreno). Toute la campagne du MAS tournait autour de la question de la dette extérieure — pas un mot sur la dictature militaire ! C'était sans aucun doute là la continuité de l'analyse suivant laquelle, avec la convocation d'élections, les mots d'ordre antidictatoriaux allaient perdre leur sens.

Le journal brésilien *Alicerce* explique bien cette vision et ses derniers numéros prenaient la défense systématique de la campagne du MAS. *Alicerce* n° 26 explique : « Nous assistons ainsi à un transfert du pouvoir politique des casernes vers les partis bourgeois, dans une véritable révolution démocratique, qui se reflète par le plein exercice des libertés publiques — avec une ampleur inconnue en Argentine depuis 1930 — et la convocation d'élections générales » (souligné par nous). Une « révolution démocratique » en plein état de siège ; un « plein exercice des libertés » avec des centaines de prisonniers et d'exilés, avec les Montoneros dans l'illégalité... Autant d'affirmations et qui ne peuvent avoir que l'objectif de sauver la dictature, disculper ses bourreaux, permettre que les militaires s'en aillent en paix (et laisser en place l'appareil répressif et ses victimes). Ce n'est pas un hasard si le MAS, défendant de telles positions, n'a pas eu plus de 0,3 % des voix (sur les 5 % qu'il assurait atteindre).



Raul Alfonsín lors de son investiture comme président de la République le 11 décembre.

deux congrès, qui représentent la moitié du parti sous contrôle, il n'a pas été difficile aux chefs de contrôler la totalité du congrès national.

Ce sont ces faits qui expliquent la façon dont Lorenzo Miguel, après avoir été élu à l'unanimité principal dirigeant du parti, a pu être bruyamment hué par la foule qui emplissait la réunion justicialiste au stade Velez Sarsfield, ce qui s'est répété quelques jours plus tard dans la réunion à Rosario, et même dans la fête des enfants organisée dans le gymnase de Luna Park, par les femmes péronistes, le 23 octobre, alors

réclamaient de la gauche mènent en même temps une activité de petites sectes, incapables de dialoguer avec les secteurs nationalistes du péronisme, comme la jeunesse, qui avait une longue tradition de lutte et de base de masse. Ces groupes, au contraire, mènent un travail de combat systématique contre la gauche péroniste, cherchant ainsi à empêcher toute avancée vers un travail commun de construction d'une alternative de classe.

C'est face à cette situation que les trotskystes argentins, réunis dans le Groupe IV^e Internationale, ont décidé tout à fait justement d'appe-

poste de secrétaire général de la branche (...). Les signataires du document soulignent qu'« actuellement » sa présence dans l'organisation, qui lui donne une représentation dans les 62 (regroupement syndical péroniste - NDLR) et par là, dans le parti, est sévèrement remise en question... », rapporte le journal argentin *Clarín* du 5 novembre 1983. Le même journal annonce que le syndicaliste du syndicat des mécaniciens (SMATA), José Rodríguez, un des dirigeants de la CGT-République argentine, a affirmé que certains dirigeants péronistes « sont responsables de tout l'échec

Tchécoslovaquie

12 - Tribune internationale - décembre 1983

1968 : « Réforme de structures » ou révolution politique ? (IV)

On trouvera dans cette double page la suite de l'étude de l'opposant socialiste tchécoslovaque, l'historien Jan Tesar, consacrée au processus qui a abouti à ce que l'on a appelé « le printemps de Prague ».

Le bouleversement qui se préparait au sein du pouvoir à Prague — les observateurs français avaient pu le remarquer dès le début de l'automne 1967 — a éclaté au grand jour au mois d'octobre de la même année. Peu de temps après, apparut la première activité sociale, indépendante du parti, celle qui émanait du groupe le plus radical et le plus critique qui se formait au sein des militants étudiants.

Petit à petit, le groupe cherchait à clarifier ses propres idées, se radicalisait. Ce qui est important, c'est que le groupe en question ne cherchait pas à emprunter les allées du pouvoir, mais qu'en revanche il s'orientait de plus en plus vers la préparation d'un mouvement de masse et de manifestations publiques.

En automne 1967, des manifestations étudiantes ont eu lieu à Prague. Ces manifestations, abstraction faite de tout autre chose, n'étaient pas une affaire de grande importance et n'avaient que des objectifs limités. Mais on peut affirmer que la brutalité avec laquelle elles furent réprimées a accéléré le processus de dislocation du bloc réformiste et a approfondi la crise du régime.

Mais une hirondelle ne fait pas le printemps. Ce qui prenait en effet un caractère important à cette époque, c'est la lutte pour le pouvoir. Il faut bien le dire : il s'agissait avant tout d'une lutte individuelle pour le pouvoir, et dans laquelle les idées occupaient une place tout à fait secondaire, ou étaient absentes. A Prague, c'est Smrkovsky qui fut à l'origine de cette lutte. Politicien formé à l'ancienne école stalinienne, Smrkovsky peut être comparé avec Tito, nous avons établi cette comparaison pour les lecteurs occidentaux ; lié à la résistance intérieure tchèque, et non à Moscou, il agissait d'une manière non orthodoxe, en fonction des besoins politiques du PCT dans le milieu tchèque, et c'est la raison pour laquelle il est devenu, dans les années 1950, victime de la répression sur ordre direct de Moscou. Dans la deuxième moitié des années 60, il se présentait comme allié de Novotny. En 1967, il menait des intrigues contre Novotny pour se faire nommer à sa place. Dans le même temps, il développait une activité fractionnelle de concert avec Dubcek. Le putsch de janvier a pourtant porté Dubcek au pouvoir et non Smrkovsky. Après tout, le putsch n'a-t-il pas été possible grâce à Brejnev ? Pendant les semaines qui ont suivi cet événement, il ne s'est encore rien passé en Tchécoslovaquie.

Le changement de direction n'a suscité que peu de réactions de l'opinion publique. Après tout, ce n'était qu'un compromis. Novotny continuait à être président de la République, Dubcek, de nationalité slovaque, était devenu premier secrétaire du parti. Le « Printemps de Prague » (cette fois dans le sens des explications eurocommunistes) commence en effet au printemps, au mois de mars. Le « Printemps de Prague » s'ouvre par une intervention de Smrkovsky qui, mécontent, attaque publiquement Novotny dans les

mass-média et au cours des meetings. Il s'inspirait sans doute de l'exemple de Husak, de nationalité slovaque, sorti lui aussi victorieux d'épreuves passées. Mais à la différence de Husak, Smrkovsky n'avait pas le soutien du KGB : différence essentielle, mais qui n'a pu être perçue par l'ensemble des hommes vivant à cette époque. Le comité central du PCT qui est le centre du pouvoir s'affaiblissait à la suite des changements, et Dubcek, qui tenait la barre, était un homme faible. L'intervention de Smrkovsky constituait un point de départ qui a amené Novotny, deux semaines plus tard, à démissionner de sa fonction de président de la République. L'intervention de Novotny, si différente de la pratique totalitaire précédente, fut un appel à l'opinion publique, appel aux journalistes de la presse légale et notamment celle du parti, c'est-à-dire à ceux qui créent l'opinion publique. En ce sens, cette intervention publique a libéré le génie de la bouteille.

C'est le début d'un « processus de renaissance » au sein de la société tchèque. La véritable émancipation de la société tchécoslovaque ne commence qu'après l'apparition des divergences profondes au sommet du pouvoir politique. Cela n'a rien d'étonnant, il suffit de se reporter à l'histoire de n'importe quelle révolution. Les événements de 1968 sont un processus historique au cours duquel l'activité civique se débarrasse petit à petit de la tutelle des structures du parti. Nous avons affaire à un processus graduel, lent, pénible et marqué par plusieurs renversements de situation, avec des effets en retour qui agissent sur le parti lui-même.

Face à cette situation, le Kremlin doit réagir. Le premier acte de la direction Dubcek a consisté en la mise en place d'un « programme d'action » du parti. Le fait que la lutte pour le pouvoir précède l'élaboration d'un programme est tout à fait révélateur. En avril 1968, après deux mois de bavardage pseudo-théorique, le programme est adopté par le comité central. Le programme devait servir de document de base idéologique pour la politique du parti et de l'Etat. Quel but poursuivait la nouvelle direction de Prague en publiant un tel document ? Cela est difficile à savoir. Le programme n'est pas devenu, ne pouvait devenir le ferment capable de stimuler le mouvement populaire. Ce dernier le considérait comme un mort-né. Et s'il devait servir de preuve d'orthodoxie pour les « pays frères », ce qui est vraisemblable, il suffit de se rappeler qu'avant que le comité central du PCT ait eu le temps de mettre sur pied le programme en question, le Kremlin avait déjà achevé, approximativement fin avril, les préparatifs d'intervention militaire — avec l'approbation sincère de Berlin-Est et celle de Varsovie, un peu nuancée — pour le cas où elle s'avérerait nécessaire.

A peu près à la même époque — fin avril, début mai — le fossé entre le mouvement populaire indépendant et les réformistes dubcekistes du parti se creuse chaque jour

davantage. Cela se manifeste clairement par le fait que les documents et discours officiels provenant des partisans de Dubcek et des journalistes de *Rude Pravo* contiennent de plus en plus souvent des phrases faisant état de « forces antisocialistes et contre-révolutionnaires » menaçantes — phrases de propagande directement inspirées par la *Pravda* de Moscou.

Répetons-le : les affirmations quant à l'existence de tendances anti-socialistes pendant la révolution tchécoslovaque de 1968-1969 reposent sur des mensonges évidents. Ces affirmations mensongères sont encore plus évidentes que celles concernant la Hongrie de 1956. Il suffit de rappeler que même pendant la période marquée par la liberté d'expression absolue, personne n'a remis en question la propriété socialiste.

Démocratie politique, propriété sociale et socialisme

Nous avons ici affaire à une question fondamentale et qui concerne le socialisme : ni les staliniens classiques, ni les réformistes dubcekistes ne pouvaient accepter la définition comme suit : socialisme = propriété sociale des moyens de production + démocratie politique appliquée jusqu'au bout. Tous ceux qui étaient au pouvoir (et même lors du XIV^e Congrès du PCT, défi au Kremlin) refusaient avec obstination de répondre à la question de savoir qu'ils étaient prêts ou non à respecter les résultats d'élections libres au cas où ils seraient perdants. On a toujours qualifié de provocation anticommuniste cette question fondamentale. Dans l'esprit de ces gens, le trait caractéristique qui permet de reconnaître le socialisme se confond avec le monopole du pouvoir de leur parti. Et le mouvement populaire, au fur et à mesure qu'il dépassait le rôle de soutien à la direction Dubcek, menaçait effectivement le pouvoir.

Les premières activités civiques, véritablement indépendantes du PCT, qui se manifestaient de plus en plus ouvertement en avril 1968, avaient tendance à créer leur propre cadre d'organisation, activité qui consistait à utiliser réellement ce droit civique qui est la liberté d'expression et qui explique les attaques de plus en plus virulentes que mènent les dubcekistes contre les « forces antisocialistes ». Ce qui caractérise parfaitement la politique dite de « renaissance » préconisée par la direction du parti stalinien, c'est que pendant toute la durée du « Printemps de Prague », seulement deux organisations indépendantes, à savoir la Ligue des droits de l'homme en Bohême et en Slovaquie, furent officiellement autorisées. Les autres organisations, notamment celles qui avaient ouvertement un caractère politique, comme par exemple les clubs politiques et le parti social-démocrate, n'ont jamais été reconnues officiellement et demeuraient par conséquent illégales. L'appareil de l'Etat n'était certes pas en mesure de les empêcher d'agir, mais le refus de procéder à leur légalisation avait pour conséquence le maintien d'une pression politique constante sur ces organisations.

Les travailleurs et la liberté de la presse

A partir de la fin du mois d'avril, on assiste à la formation de « comités ouvriers de défense de la liberté

de la presse », notamment dans le bassin d'Ostrava, le plus important centre énergétique de l'époque. Ils groupaient des ouvriers particulièrement actifs autour des journaux existants, pour appuyer la revendication d'abolition de la censure et, en même temps, ils se donnaient pour but d'exercer des actions sur ces journaux de nature à les faire agir dans l'intérêt des ouvriers. Ce qui sert à caractériser au plus haut degré les dubcekistes (ce fait est passé sous silence notamment dans les explications eurocommunistes) c'est précisément la manière dont ils se comportaient à l'égard de cette initiative, *socialiste par excellence, au sens où nous comprenons ce terme*. La direction Dubcek du PCT qui dans toutes ses déclarations se réclamait des intérêts de la classe ouvrière aurait dû saluer cette initiative comme étant la plus souhaitable dans la situation donnée. Tout au contraire. Dès le début, les bureaucrates dubcekistes prirent peur. Quant à Dubcek, il s'opposa dès le premier instant à la mise en place de comités de défense de la liberté de la presse.

Vers le mois de mai, la direction dubcekiste du PCT se sentait de toute évidence coincée dans l'engrenage, broyée entre la pression de Moscou et celle de son propre peuple. Toutefois, elle essaya de manœuvrer entre ces deux forces. A l'époque où le danger d'une intervention soviétique se profilait déjà à l'horizon, les dubcekistes s'inquiétaient — selon leur propre expression — de ce que « le mouvement puisse échapper au parti ». Cette formule en dit long sur la répartition des forces pendant le « processus de renaissance », au printemps 1968. Il convient d'ajouter que la direction « régénérée » du parti craignait de plus en plus son propre peuple — abstraction faite de quelques oscillations momentanées — au fur et à mesure que celui-ci sortait de sa léthargie. Pour faire face à la menace d'une intervention militaire, le peuple en activité représentait l'unique chance. Faire appel à son propre peuple, à son amour de la liberté, à son sentiment de la dignité, à son sentiment d'appartenir à une nation, c'était pour Dubcek son seul salut. Il en fut ainsi pour Tito qui avait vingt ans auparavant connu une situation encore plus désespérée.

Nous avons attiré l'attention sur ce point, en expliquant que Dubcek, Smrkovsky et ceux qui agissaient ainsi faisaient preuve d'imprévoyance politique. Plus tard, même avant le mois d'août 1968, nous parlions de trahison. Toutefois, ces propos, qui ont un caractère émotionnel, sont irréfutables. Qui a trahi quoi ? Avant janvier 1968, et même après, ils défendaient toujours la même chose, à savoir la couche bureaucratique au pouvoir. Les accuser de « trahison » voudrait dire qu'à l'origine ils défendaient les intérêts du peuple. C'était une illusion, et l'histoire de 1968 se serait sans doute déroulée autrement, si nous en avions été clairement conscients. Malheureusement, nous étions, nous aussi, le produit de notre époque, de nos traditions.

Le Manifeste des 2 000 mots

Le plénum de mai du comité central du PCT (fin mai-début juin) se dressa avec vigueur contre les « forces antisocialistes ». Le *Manifeste des Deux mille mots* devenu célèbre

par la suite fut une réponse en réaction contre de telles méthodes. Une centaine de mots expriment l'essentiel de ce qui a été dit à cette époque. C'est un appel au peuple afin que celui-ci prenne en mains les affaires au moment où le processus de démocratisation semblait s'immobiliser. C'est aussi un appel à la mise en place de comités populaires et à la mise en quarantaine dans les villes et les villages des dictateurs locaux compromis. La réaction des dubcekistes devant le *Manifeste des Deux mille mots* immortalise ses auteurs. Sous la pression des fonctionnaires les plus conservateurs, agents de Moscou, les dubcekistes avaient ouvertement brandi des menaces de représailles. L'Assemblée nationale s'était réunie dans une atmosphère d'état d'exception. Le polit-bureau « régénéré » qui s'est réuni à déclaré notamment : « Les communistes prendront toutes mesures d'ordre pour faire face aux appels, déclarations destinés à mettre en place des comités ou commissions à but politique (...). Les communistes agiront de sorte à permettre aux organes de l'Etat de défendre et de faire respecter les lois en application. » — c'est-à-dire le système totalitaire en vigueur, cela va de soi.

Il n'en demeure pas moins qu'à ce moment-là, le mouvement populaire, encore embryonnaire, a marqué un recul. Et il faut bien le dire : les reproches que les dubcekistes adressaient au peuple tchécoslovaque — le peuple tchécoslovaque « nuit à notre réputation » aux yeux de Moscou, disaient-ils en substance — ont freiné ce mouvement plus que la peur de la police et des arrestations.

Ce problème se posait en permanence pendant ce printemps-là.

La manière dont les dubcekistes ont réagi au *Manifeste des Deux mille mots* a freiné le mouvement populaire naissant pendant plusieurs semaines ; celui-ci n'a pris un élan nouveau qu'en août, peu de temps avant l'invasion.

Alors le mouvement populaire a revêtu un caractère de masse, mieux organisé et plus conscient qu'auparavant, sous forme de mouvement pour une renaissance de la social-démocratie. Des meetings auxquels participaient des milliers de personnes en dépit de la période estivale se tenaient un peu partout, organisés par un parti qui n'avait pas une existence légale.

Entendons-nous bien : il ne faut pas se faire d'illusions à propos de la social-démocratie et du mouvement indépendant en général. Celui-ci hélas se noyait dans des projets utopiques d'une société future et a manifesté une incapacité totale à aborder toute question d'actualité, quelle qu'elle soit. Comme par exemple, celle-ci, la plus urgente de toutes : comment s'organiser pour défendre les acquis de la révolution, aussi minimes soient-ils, contre les chars russes, et aussi, comment se défendre contre le PCT qui, tout le monde aurait dû s'en convaincre, finirait par se rallier aux chars étrangers ?

Dans le cadre de notre étude, il convient d'aborder deux autres phénomènes passés complètement sous silence dans la littérature courante. Le premier concerne ce que l'on appelle communément le « troisième centre » du parti. On entend par là un troisième centre à côté des deux autres, représentés respectivement par de vieux et durs staliniens et les réformistes dubcekistes.

Tchécoslovaquie

- 13

La différenciation au sein du PCT

La formation de ce groupe au sein du PCT est en relation directe avec la politique menée par Dubcek face au mouvement populaire. On peut dire que c'est le résultat de l'influence que le mouvement a exercée sur le parti.

Le point de départ de ce processus, c'est le désaccord avec l'attitude de Dubcek à l'égard du mouvement populaire. Il commence à percevoir d'une manière distincte le véritable ennemi de la démocratisation, il le voit agir. Et avec sa propre expérience politique, il essaie de contre-carrer ce danger. Les premiers symptômes qui permettaient de conclure à l'existence d'un tel courant politique commencèrent à se manifester dans les conférences du PCT qui eurent lieu en mars-avril 1968 et au cours desquelles des dizaines de délégués ont réclamé la convocation immédiate d'un congrès extraordinaire du parti. Les dubcekistes s'étaient alors élevés avec véhémence

rale une position clé au sein du pouvoir politique et de l'Etat. La place qu'il occupait dans les événements tchécoslovaques à cette époque peut être comparée au rôle que jouait la mairie de Paris pendant la révolution française. Son importance s'accrut avec le temps, et lorsque la Conférence de l'organisation du parti de la ville de Prague proclame que dorénavant elle siègera en permanence, cette importance prend des dimensions véritablement révolutionnaires. C'est grâce à elle — grâce à la pression qu'elle exerçait avec de plus en plus de détermination — que toutes les actions positives et constructives ont été accomplies pendant le règne de Dubcek. (Il convient de rappeler à cette occasion un nom : Ladislav Lis ; son nom apparaît en de nombreux cas au cours des quinze dernières années qui ont marqué notre histoire.) Le comité de ville de Prague et le comité régional de Brno ont également le mérite de faire prévaloir l'idée de convoquer le congrès.

Le comité central du PCT, qui a donné son accord à la convocation

commence à se présenter comme un militant national slovaque au printemps de la même année. Il a même accusé les Tchèques d'être hostiles aux aspirations nationales slovaques, c'est-à-dire au projet de fédéralisme.

Ainsi, nous assistons à la formation d'un bloc politique nouveau, d'une coalition de stalinien classiques (Husak) et de néo-staliniens appartenant à l'establishment de Novotny. Cette coalition a conquis des positions politiques décisives au sein du mouvement national slovaque, au sein de l'administration de l'Etat en Slovaquie, et elle a pris part à l'exercice du pouvoir à Prague. A cette époque-là, Bilak était déjà de toute évidence agent direct du Kremlin en Tchécoslovaquie. Bilak exécutait certes avec succès ses manœuvres politiques, mais le succès de ces manœuvres ne doit pas être uniquement attribué à Bilak. Moscou d'une part et Husak d'autre part conduisaient des intrigues. Quoi qu'il en soit, c'était une manœuvre la plus efficace qui soit en vue de défendre le système totalitaire pendant le « Printemps de Prague ». Cette nou-

groupe, qui a reçu l'approbation des autorités et qui avait pour tâche de donner la forme d'une fédération au parti, véritable détenteur du pouvoir politique. Un congrès constitutif du futur Parti communiste tchèque devait se tenir plus tard, et qui ferait de ce parti un partenaire du Parti communiste slovaque. La déclaration de principe en cours d'élaboration (Jaroslav Sabata), sans même contenir « deux mille mots », contenait une formule en laquelle se résumait tout ce qui était alors à l'ordre du jour : *négarion révolutionnaire du système bureaucratique*.

Le doute n'était plus permis : les dubcekistes craignaient les éléments les plus radicaux, c'est la peur qui les a amenés à étouffer tous ces efforts. Et le « troisième centre » qui pourtant incarnait les besoins généraux, y compris les raisons d'Etat, a finalement renoncé à poursuivre les efforts entrepris. Cette tentative fut étouffée, étouffé aussi le document politique le plus radical du temps du « Printemps de Prague ». Seuls quelques documents officiels ressortis par la suite par les staliniens les plus durs

tivement libres tout au moins, c'est-à-dire indirectes, aux organes slovaques et tchèques naissants. Rien de cela n'a pu se produire. La manœuvre stalinienne avait pour but de sauvegarder le système totalitaire en Tchécoslovaquie. Les renvois à une date ultérieure et sans justifications des revendications slovaques, pourtant parfaitement légitimes, ont facilité le jeu que jouaient les Husak et les Bilak.

Les partisans des réformes démocratiques en Slovaquie ont été écartés des positions à partir desquelles ils peuvent influencer l'opinion publique, avant d'être dénoncés d'une manière vague comme « agents tchèques » (personne n'a jamais expliqué à quel courant tchèque ils appartenaient, et de toute façon, à Prague, personne ne s'intéressait à leur sort). Et on inventait d'une manière artificielle des querelles entre « fédéralistes », c'est-à-dire partisans d'une forme d'un Etat fédéral en Slovaquie, et « démocrates », c'est-à-dire partisans des réformes démocratiques en Slovaquie en général. Dès cette époque, Milan Hübl avait essayé d'attirer l'attention sur les agissements de Bilak. Euro-communiste d'hier et d'aujourd'hui, mais cependant l'un de ceux qui, bien des années avant janvier 1968, avaient fait connaître parmi les Tchèques les revendications slovaques. Il convient de retenir son nom : Milan Hübl est devenu par la suite un des prisonniers politiques de l'ère de Husak.

Les incertitudes et les hésitations politiques graves commises à cette époque doivent être malheureusement aussi imputées au « troisième centre ». Le mouvement des masses en Slovaquie exprimait, dès le printemps de 1968, son adhésion à l'idée d'un Etat tchécoslovaque indépendant, revendication séculaire des peuples tchèque et slovaque, par une manifestation au mémorial de Stefanik, l'un des fonctionnaires slovaques de la République tchécoslovaque indépendante, manifestation à laquelle plusieurs milliers de personnes prirent part.

Les partisans des méthodes démocratiques radicales en Bohême n'ont apporté pratiquement aucun soutien au mouvement de masse en Slovaquie. Estimaient-ils que le mouvement de masse en Slovaquie n'avait pas besoin de leur soutien ? Se sentaient-ils écrasés sous le poids de leurs propres problèmes ou prenaient-ils conscience de ce que leur propre mouvement était en retard sur le mouvement en Slovaquie ? Quoi qu'il en soit, Husak et Bilak ont eu les mains libres pour mener leurs intrigues. La vie politique en Slovaquie s'épuise dans des querelles artificielles des « fédéralistes » et des « démocrates ». Pas de place pour des affaires telles que le *Manifeste des deux mille mots*. Les deux « héros » de la nation slovaque doivent assurer la cohésion du peuple, et maintenir la cohésion est affaire d'honneur. Paradoxalement, le mouvement de Slovaquie, jadis seul mouvement de masse en Tchécoslovaquie, subit en ce moment la supériorité sur le mouvement tchèque. Où s'arrête l'analphabétisme politique des réformistes politiques tchèques, y compris de l'aile la plus radicale de ces réformistes, et où commence la trahison dans l'intérêt des Bilak et de leurs intrigues ? C'est difficile à dire.

Jugeons d'après les faits : pendant toute la durée du « processus de renaissance », on n'est pas arrivé à faire prévaloir la principale revendication du peuple slovaque, à savoir à donner la forme d'un Etat fédéral à la République tchécoslovaque. Elle n'a pu entrer en vigueur qu'à partir du 1^{er} janvier 1969, quatre mois après l'intervention soviétique. Pour quiconque a l'habitude d'agir malhonnêtement avec les faits historiques, c'est une occasion d'affirmer... grâce à l'intervention soviétique.

Jan Tesar



Prague, août 1968, devant l'immeuble de la radio-télévision.

contre cette exigence, prétextant que la composition du comité central à l'époque permettait d'avancer dans la voie de la démocratisation. La plupart des délégués se sont malheureusement finalement ralliés à ce point de vue (certains auteurs s'efforcent de justifier le comportement des dubcekistes en affirmant que ces derniers ne pouvaient agir avec plus de résolution étant donné la charge que représentait la présence de ces staliniens purs et durs dont ils ne pouvaient se délivrer).

L'opposition démocratique à l'intérieur du parti se renforce, prend petit à petit conscience d'elle-même, et finalement donne à son existence le caractère officiel d'une institution, ayant une grande autorité : le comité de ville du PCT à Prague et le comité régional du PCT à Brno.

Le comité de ville à Prague, représentant de la partie numériquement la plus importante des militants du parti, bénéficiait d'un statut particulier et occupait d'une manière géné-

du congrès le 1^{er} juin 1968, a fixé la date de la réunion pour septembre, en même temps qu'il s'appropriait à prendre des mesures en vue de manipuler le futur congrès et de le faire rentrer dans les normes habituelles. Toute cette époque est marquée par ce compromis. Le fait que le congrès ait pu se tenir au lendemain de l'invasion est l'œuvre du comité de ville de Prague, et le fait même que ce congrès ait pu être déclaré nul la semaine suivante est une fois de plus le résultat de la confiance qu'on accordait aux dubcekistes.

Le deuxième aspect du problème, pratiquement ignoré, concerne les emprises staliniennes exercées sur le mouvement national slovaque. La volte-face que de nombreux dirigeants appartenant à l'establishment de Novotny ont effectuée en Slovaquie au cours du printemps 1968 est révélatrice à cet égard. L'exemple le plus significatif concerne le cas de Bilak, vieil apparatchik de Slovaquie, homme d'Etat n° 2 du régime Husak depuis quinze ans. Cet ennemi du mouvement national slovaque jusqu'au mois de janvier 1968

nelle coalition au pouvoir en Slovaquie avait de l'attrait aux yeux de ceux qui prétendaient au pouvoir parmi les artistes liés au parti.

Les actes de Dubcek et des réformistes tchèques ont dicté un renforcement du bloc stalinien en Slovaquie, de même que la manière dont évoluait la situation en Bohême a également contribué au renforcement de ce bloc. La société ignorait tout de ce mouvement en Slovaquie. Elle ne s'opposait pas aux revendications slovaques. Bien au contraire. Faut-il rappeler que la création d'organes nationaux tchèques, en tant que partenaires légaux et interlocuteurs des organes slovaques, et qui suivaient la même direction, était une revendication qui occupait en Slovaquie une place de première importance. Cette revendication s'harmonisait aussi avec les revendications des radicaux tchèques qui avaient besoin d'une base institutionnelle qui serait indépendante de la vieille bureaucratie.

Pour illustrer par un exemple ce qui vient d'être dit : au mois de juin, nous assistons à la constitution d'un

nous permettent d'en retrouver les traces : ces derniers, en effet, se servent de ce document pour démontrer jusqu'où les choses sont allées sous la direction de Dubcek.

La place des revendications slovaques

Toutefois, les faux-fuyants pour éviter de donner une réponse nette aux revendications slovaques ne s'expliquent pas par les seules manœuvres staliniennes, d'autant que du côté tchèque, personne ne s'y opposait. Les réformistes pensaient-ils sincèrement que ce qu'il fallait faire tout d'abord et sans délai, c'était élaborer une législation parfaite, notamment les préambules parfaits des lois sur les organes naissants ? C'est possible.

A supposer même qu'ils aient raison, rien ne s'opposerait alors à ce que la loi sur le fédéralisme soit promulguée sans délai, et que les détails au plan juridique soient ultérieurement élaborés.

Et rien ne s'opposait à la préparation sans délai d'élections libres, rela-

Pourquoi nous sommes marxistes

Au cours des neuf numéros précédents de *Tribune internationale*, nous avons commémoré le centième anniversaire de la mort de Marx, en montrant que son combat à la tête du mouvement ouvrier révolutionnaire de son temps demeurait, de nos jours, exemplaire et entièrement actuel.

L'activité scientifique de Marx et celle d'Engels sont inséparables de leur activité continue de militants et de dirigeants révolutionnaires (n° 11). Dès 1844, ils s'efforcent de construire une organisation prolétarienne internationale sur la base d'un programme qu'ils exposent en 1848, dans le *Manifeste du Parti communiste* (n° 12). Tirant les leçons de la révolution de 1848 et du rôle désormais joué par la bourgeoisie, ils appellent, en 1850, les travailleurs à la « révolution en permanence » (n° 13). Puis, Marx analyse et dénonce, en 1852, l'Etat bonapartiste comme un expédient antidémocratique de la bourgeoisie menacée par le prolétariat (n° 14).

Au conseil général de la I^{re} Internationale, Marx organise de 1864 à 1872 le combat du travail contre le capital (n° 15). En 1871, il s'efforce de mobiliser la classe ouvrière internationale au service de la Commune de Paris, première forme de la dictature du prolétariat (n° 16).

En 1864, au cours de cette période d'intense activité militante, il avait publié le *Livre Premier du Capital*, qui fournit l'analyse scientifique des mécanismes de l'exploitation du travail salarié par le capital, sur la base des enseignements de la lutte des classes (n° 17). De plus, à travers les combats de la I^{re} Internationale, Marx et Engels abordent la question nationale en éclairant sa genèse historique par l'ascension de la bourgeoisie et sa révolution anti-nobiliaire (n° 18).

Enfin, nous avons rappelé que, de Marx jusqu'à nous, s'étaient opposés à l'intérieur même du mouvement ouvrier, le marxisme, comme expression de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, et le révisionnisme, comme effet des pressions de la classe dominante sur la classe ouvrière et ses organisations (n° 19).

Il s'agit maintenant, non pas de conclure, mais de dire les raisons essentielles de notre adhésion militante au marxisme.



Séance d'ouverture du II^e Congrès de l'Internationale communiste en 1920.

Le spectacle offert par le monde actuel est proprement monstrueux : le chômage et l'inflation abaissant le niveau de vie des masses en Occident et au Japon, et les conduisant à la misère ; la répression policière en URSS, en Chine, en Europe de l'Est et dans les autres Etats bureaucratiques ; la terrible guerre entre l'Irak et l'Iran ; le Liban à feu et à sang ; les expéditions militaires aux îles Malouines, en Afghanistan et à la Grenade ; les innombrables atteintes aux droits de l'homme et l'emploi systématique de la torture, du Chili au Guatemala et du Zaïre aux Philippines ; le régime raciste d'Afrique du Sud, enfin les périls d'une nouvelle conflagration mondiale comportant l'usage des armes thermo-nucléaires, et, en attendant, la famine dans certaines régions du globe.

« La lutte des classes ne souffre pas d'interruption » (Trotsky)

Si effroyable que soit cette réalité, elle ne doit pas nous dissimuler une réalité plus profonde qui est celle des luttes incessantes que les masses, c'est-à-dire les travailleurs, les paysans pauvres et, parmi eux, la jeunesse, livrent contre les structures du vieux monde en décomposition.

En Europe occidentale, le mouvement ouvrier fait face, à travers de multiples guerres, aux politiques réactionnaires des diverses bourgeoisies.

En Europe orientale, singulièrement en Pologne, les travailleurs se mobilisent contre la domination bureaucratique.

En Amérique latine (Chili, Argentine, Salvador, Nicaragua),

en Afrique (Afrique du Sud, Angola, Mozambique, Sahara occidental) et en Asie (Philippines, Thaïlande, Birmanie, Corée du Sud), les masses affrontent l'impérialisme avec les moyens dont elles disposent.

La lutte des classes dont Marx et Engels avaient saisi le développement, surtout dans les pays industriels de leur temps, et dont, plus tard, Lénine et Trotsky avaient dégagé l'unité mondiale, constitue effectivement la trame de l'histoire présente.

Les spéculations des idéologues bourgeois, qui prétendaient ou qui prétendent encore que la lutte des classes était dépassée en Occident et au Japon, se trouvent démenties par les luttes ouvrières qui se déroulent sur fond de crise économique dans les pays en question. Par ailleurs, les spéculations des mêmes idéologues, prétendant réduire les affrontements qui ont cours en Afrique et en Asie à des querelles ethniques ou à des dissensions religieuses, se heurtent à la réalité des mouvements ouvriers et paysans en conflit avec l'impérialisme et avec ses bourgeoisies vassales, comme c'est aussi le cas, d'une manière encore plus manifeste, en Amérique latine et dans la région Caraïbe. Même l'Océanie n'échappe pas à ce processus historique mondial, comme le montre l'exemple de la Nouvelle-Calédonie, où, sous les conflits dits raciaux, apparaissent les antagonismes de classes. Enfin, la théorie stalinienne prétendant que la « révolution scientifique et technique » serait en train de devenir le nouveau moteur de l'histoire, se révèle sans aucune consistance scientifique, eu égard aux développements que nous venons d'évoquer et à un mouve-

ment comme celui de la classe ouvrière polonaise, rejetant, dans son immense majorité, la domination bureaucratique, antisocialiste, qui pèse sur elle.

Sur le plan économique, les échanges et, à travers eux, la production, demeurent dominés par le marché mondial qui est lui-même dominé par l'impérialisme. Et les échanges entre les Etats bureaucratiques ne font pas exception à cette loi fondamentale que Marx a mise en lumière.

De plus, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit moyen, exposée dans *Le Capital*, a conduit, de crise cyclique en crise cyclique, l'économie mondiale dans l'état de délabrement et de décomposition qui est aujourd'hui caractéristique de sa crise générale. S'il est vrai, comme le disait Lénine, que « la politique, c'est l'économie concentrée », il est vrai que le « mouvement réel » du prolétariat et des paysannes pauvres d'aujourd'hui exprime leur opposition radicale au système capitaliste mondial et, sur le plan politique, aux Etats bureaucratiques qui font obstacle à leur marche au socialisme et au communisme.

A la suite de Lénine, nous pensons que le marxisme est puissant parce qu'il est vrai. Et nous savons que sa vérité réside fondamentalement dans l'expression scientifique de la lutte révolutionnaire du travail contre le capital et, plus généralement, de la lutte des classes à travers l'histoire de l'humanité qu'elle a déterminée et qu'elle continue à déterminer.

A considérer la doctrine économique de Keynes ou les doctrines sociologiques du fonctionnalisme et

du structuralisme qui ont fait tant de bruit dans les milieux universitaires, il apparaît que non seulement elles n'ont pas dépassé le marxisme, mais encore qu'elles ont constitué des formes de régressions intellectuelles dont se nourrit l'obscurantisme bourgeois d'aujourd'hui.

Nous sommes marxistes, parce que le matérialisme historique est la seule théorie, est la seule méthode permettant d'appréhender *scientifiquement* le monde actuel, dans ses multiples et complexes aspects et dans le devenir qui est le sien, et parce que le socialisme scientifique

est la seule stratégie permettant au prolétariat de détruire ce monde et d'ouvrir la voie au communisme.

La révolution mondiale

Dès 1844-1845, Marx avait compris que le communisme, société libérée de l'exploitation de l'homme par l'homme, société sans classes et sans Etat, était non pas un idéal qu'il appartenait à des hommes de bonne volonté de réaliser mais l'aboutissement de l'histoire humaine, à travers le développement de la lutte des classes et par le

Tribune internationale - La Vérité

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

Comité éditorial : Gilberto Avelino, Humberto Campodonico, Luis Favre, François Forgeue, Raul Gomez, Camilo Gonzalez, Miguel Orozco, Ruben Rivera.

Directeur : Pierre Lambert.

Rédacteurs en chef : Luis Favre, François Forgeue.

Comité de rédaction : M. Aklouf, G. Avelino, P. Broué, A. Camps, C. Corte, N. Dioli, P. Fougeyrollas, C. Genty, S. Just, M. Orozco, S. Reis, J. Robles, H. Vigier.

Rédaction et correspondance pour tous les pays : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France.

Version en portugais et en espagnol : Palavra Editora Ltda. Rua dos Tupinambas 152 Paraisópolis 04104 Sao Paulo, Brésil.

Sygm : Achtuer - page 3, Patrick Chantel - page III, Nogues - page IV, Carrión - page 10, Michel Philippot - page II. AP : page 1. Sipa-Press : Laski - page 1. Gamma : Bernard Charlon - page IV, Thierry Campion - page 8. AFP : page 11. DR : pages 1, 4, 5 et 6.

moyen de la construction du parti ouvrier révolutionnaire international.

Cela signifie que, pour lui, l'établissement du communisme n'avait rien de fatal. Ce qui lui paraissait inévitable, c'était une succession d'affrontements entre le prolétariat et la bourgeoisie. Mais, *ou bien* le prolétariat parviendrait à s'organiser en force révolutionnaire suffisante, et alors la voie du communisme serait ouverte ; *ou bien* il n'y parviendrait pas, et alors le mode de production capitaliste se décomposerait et s'effondrerait entraînant le déclin des deux classes principales antagonistes : lui-même et la bourgeoisie.

Ultérieurement, Rosa Luxemburg et Trotsky devaient résumer cette alternative dans la formule : *socialisme ou barbarie*.

Bref, pour Marx, la révolution prolétarienne était inévitable, en raison des *facteurs objectifs*, caractérisant l'opposition du travail et du capital. Mais sa victoire dépendait d'un *facteur subjectif*, à savoir l'existence du parti ouvrier révolutionnaire international constituant la direction du mouvement prolétarien et de la révolution socialiste.

L'émancipation des travailleurs et son instrument

L'histoire des quatre Internationales ouvrières permet de discerner une continuité de la stratégie révolutionnaire qui est le marxisme en acte, le marxisme vivant et créateur, et aussi une continuité dans la collaboration des classes qui est le révisionnisme, sous ses diverses formes. La I^{re} Internationale a constitué une première direction du mouvement ouvrier révolutionnaire. Dans ses rangs, Marx et les marxistes ont lutté pour faire prévaloir les intérêts fondamentaux du prolétariat et son indépendance de classe contre sa subordination à la bourgeoisie, à travers des idéologies qui lui étaient étrangères. La II^e Internationale a permis la fondation et le développement de partis ouvriers de masse. Mais la stratégie révolutionnaire, c'est-à-dire marxiste, défendue par Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky a finalement été vaincue, à travers les appareils, par le réformisme, c'est-à-dire la collaboration de classes représentée par Sembat, Ebert, Turatti, Martov et autres.

La III^e Internationale, fondée à Moscou en 1919, reprend la stratégie marxiste de la lutte des classes, dans le cours de la *révolution mondiale*, commencée en Russie en 1917, s'étendant alors à l'Allemagne, à l'Europe centrale, à l'Italie du nord et se prolongeant par des combats de masse, en France, en Angleterre, aux Etats-Unis, en Argentine, en Chine, en Inde et en Indonésie. Le marxisme, c'est alors le bolchevisme, c'est-à-dire la stratégie révolutionnaire du parti de Lénine et de Trotsky, comme l'appelaient le mouvement ouvrier international et l'opinion publique mondiale.

La suite des événements est connue : entre la défaite de la révolution en Allemagne (1923) et la défaite de la révolution en Chine (1927), la réaction bureaucratique défigure et trahit la révolution en URSS. La bureaucratie, dont Staline devient le chef, s'érige en couche parasitaire et usurpatrice et

exproprie politiquement les travailleurs soviétiques.

A la tête de l'Opposition de gauche, Trotsky lutte pour ramener le Parti bolchevique dans la ligne marxiste de Lénine et pour redonner son caractère révolutionnaire à la III^e Internationale.

La IV^e Internationale

Contraint à l'exil en 1929, il est conduit à constater en 1933 que la III^e Internationale est passée du côté de la défense de l'ordre bourgeois. En effet, Staline, pour maintenir la domination de la « caste » bureaucratique sur les travailleurs de l'URSS, pratique une politique de collaboration avec l'impérialisme, qui demeure, de nos jours, la tactique fondamentale de la bureaucratie du Kremlin.

A l'échelle internationale, Trotsky et les militants de l'Opposition de gauche travaillent à la constitution d'une IV^e Internationale qui sera proclamée dans la région parisienne, en 1938, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale. Au prix des plus grands efforts et des plus grands sacrifices, ses militants se battent durant cette guerre à la fois contre l'impérialisme et le fascisme et contre la police politique de la bureaucratie stalinienne. Mais, en 1952-53, les éléments révisionnistes, exprimant à l'intérieur de l'Internationale les pressions conjuguées de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, parviendront à disloquer la IV^e Internationale et à empêcher de jouer son rôle au service de la révolution mondiale. Contre ce révisionnisme, les marxistes lutteront sans désespérer pour *reconstruire* la IV^e Inter-

nationale. Tandis que les révisionnistes du « Secrétariat unifié de la IV^e Internationale » sont en proie, aujourd'hui, à une crise sans précédent, les marxistes, fidèles à la théorie et à la méthode du *Manifeste du Parti communiste de Marx et Engels* (1848) et au *Programme de transition* de Trotsky (1938), développent leurs activités mobilisatrices dans le cadre de la « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ».

Marx et Engels ont prévu la crise générale du capitalisme ainsi que l'éclatement et le développement de la révolution mondiale qui a effectivement commencé en 1917 et qui n'a cessé de se poursuivre jusqu'à nous, malgré les répressions impérialistes et malgré les dégénérescences et trahisons bureaucratiques.

Mais, comme l'indiquait Lénine, le développement de la révolution prolétarienne ne peut se faire sur une voie rectiligne du genre de la perspective Nevsky. Vingt ans après la victoire d'Octobre, Trotsky analysait ce qu'était devenu l'Etat ouvrier en URSS en se servant d'une comparaison avec les syndicats. De même que la direction d'un syndicat peut tomber entre les mains des réformistes et d'agents de la bourgeoisie sans que le syndicat perde sa nature d'organisation ouvrière, de même l'Etat ouvrier peut passer sous le contrôle d'une bureaucratie parasitaire et usurpatrice ; c'est alors un Etat ouvrier dégénéré, un Etat bureaucratique.

A partir de là, la révolution mondiale qui est un processus unique, à travers ses divers champs de bataille, revêt la forme d'une *révolution sociale* dans les Etats capita-

listes et la forme d'une *révolution politique* dans les Etats bureaucratiques, c'est-à-dire là où les rapports capitalistes de production ont été précédemment détruits.

Et c'est bien ce à quoi nous assistons et participons de nos jours.

Le trotskysme, marxisme de notre temps

Dans un article paru en 1937, reproduit dans l'édition française de *Défense du marxisme*, Trotsky écrivait à l'adresse de deux révisionnistes, Burnham et Carter : « *Nous ne sommes bien sûr pas des fétichistes. Si de nouveaux faits historiques exigent une révision de la théorie, nous ne nous arrêterons pas devant cette nécessité. Mais l'expérience lamentable des vieilles révisions doit, en tout état de cause, nous inspirer une prudence salvatrice. Nous pèserons dix fois la vieille théorie et les faits nouveaux avant d'élaborer une nouvelle doctrine.* »

Près d'un demi-siècle après cette déclaration, il apparaît que la nature et la politique de l'URSS ne sont pas différentes de ce qu'elles étaient à ce moment-là, et que les diverses tentatives de révision du marxisme opérées par les idéologues bourgeois et staliniens ou d'autres révisionnistes n'ont pas eu plus de pertinence scientifique que celle de Burnham et de Carter. Nous non plus ne sommes pas des fétichistes. Aussi les accusations d'« archéomarxisme » dont on nous abreuve de divers côtés ne sauraient nous empêcher de constater que la lutte des classes continue, que le cours de la révolution mondiale se poursuit et que le seul moyen dont dispose le prolétariat pour vaincre réside dans

la construction du parti révolutionnaire international.

Pas plus que Lénine, Trotsky n'a cherché à réviser le marxisme. L'un et l'autre l'ont utilisé comme un « guide pour l'action », comme une arme du combat révolutionnaire. Ce faisant, ils l'ont enrichi sans en modifier la théorie et la méthode qui se sont révélées au XX^e comme au XIX^e siècle, tout à la fois scientifiquement pertinentes et efficacement révolutionnaires.

Les termes de léninisme et de trotskysme doivent être appréciés dans une perspective historique. Celui du léninisme a été utilisé, après la mort de Lénine, par Staline qui cherchait à camoufler la réaction thermidorienne, c'est-à-dire bureaucratique et révisionniste, en se réclamant frauduleusement de l'œuvre théorique et pratique de Lénine. A quoi Trotsky répondait en se réclamant, à juste titre, de cet héritage et en appelant les militants révolutionnaires antibureaucratiques : les bolcheviks-léninistes. Aujourd'hui, l'expression « marxiste-léniniste » désigne, en fait, les différentes formes du révisionnisme antimarxiste qui sert d'idéologie de camouflage aux différentes bureaucraties staliniennes ou d'origine stalinienne.

Enfin, le terme de trotskysme est apparu pour désigner le combat révolutionnaire contre la bourgeoisie et contre la bureaucratie à travers la *continuité révolutionnaire des Internationales ouvrières* et les contributions capitales de Marx, Engels, de Lénine et de Trotsky, sans exclure pour autant des contributions comme celles de Rosa Luxemburg et d'autres théoriciens du mouvement ouvrier révolutionnaire. En somme, le trotskysme, loin d'être une doctrine particulariste, un système politique relevant de l'invention d'un auteur, est le marxisme, *le seul marxisme* de notre temps.

Hors de la ligne trotskyste d'organisation révolutionnaire du travail contre le capital, et de participation militante au cours de la révolution mondiale, il n'y a que les combinaisons frelatées entre un prétendu marxisme et les pressions de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne ou d'origine stalinienne sur le mouvement ouvrier. Lorsque Trotsky écrivait en 1938 : « *La crise actuelle de la civilisation est la crise de la direction du prolétariat* », il se situait dans la continuité de Marx et d'Engels cherchant à construire la direction révolutionnaire du mouvement ouvrier international et dans la continuité de Lénine bâtissant l'organisation centralisée et fondée sur la démocratie prolétarienne que devait être le Parti bolchevique.

Contre la bourgeoisie dont les idéologues répètent sénilement que le marxisme est dépassé alors que la lutte des classes menace leurs privilèges, contre les staliniens qui ont bradé la dictature du prolétariat après l'avoir trahie au profit de la domination de la « caste » bureaucratique et contre les révisionnistes de tout poil qui veulent assaisonner Marx à leurs sauces éclectiques, nous entendons, nous trotskystes, travailler à l'auto-organisation du prolétariat dans le cours de la révolution mondiale et nous nous réclamons du marxisme parce qu'il est le glaive du prolétariat.

Le 14 novembre 1983,
Pierre Fougeyrollas



Un groupe de militants de l'Opposition de gauche russe, déportés en Sibérie en 1928. Ils manifestent pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre.

NOVEMBRE 1918

La révolution en Allemagne

En novembre 1918, l'économie et la société allemandes sont à bout de souffle. Épuisée, la machine économique se grippe comme dans un vulgaire pays arriéré. La misère gagne, déborde des faubourgs ouvriers où depuis plus de deux ans l'on a faim et froid.

Dans le pays qui fut celui de la législation sociale la plus avancée au monde, on ne mesure même pas le nombre d'enfants soumis au régime épuisant de 12 heures de travail d'usine par jour. Ce sont aussi des enfants, revêtus d'uniformes trop grands et équipés d'armes qu'ils ne savent pas manier, qui vont combler au front les vides béants depuis la dernière offensive. Quand tout cela finira-t-il ? Tous les yeux sont fixés sur l'Allemagne dans l'attente de cette « révolution allemande » qui va justifier aux yeux des bolcheviks de Russie tous les sacrifices consentis depuis octobre 1917.

LES classes dirigeantes savent aussi quel est l'enjeu, et ce n'est pas pour rien qu'elles ont depuis un an médité sur la chute du tsarisme, puis du gouvernement provisoire de la Russie. Le secrétaire d'Etat Hintze l'a dit nettement dès le 29 septembre : « *Il faut prévenir le bouleversement d'en bas par la révolution d'en haut.* » Pour ce qu'ils appellent « la révolution d'en haut », les hobereaux prussiens et les dirigeants des banques et des *konzern* industriels ont leur solution toute prête : la direction du Parti social-démocrate (SPD) s'est ralliée à l'Union sacrée en 1914 et a activement collaboré avec la police et l'état-major pour juguler et museler ses propres militants, ses journaux trop indépendants, ses pacifistes et ses révolutionnaires. L'opération n'a pas été menée sans dégâts et il a fallu, en 1917, se résigner à exclure une majorité de militants et d'organisations pour conserver l'appareil : les exclus ont constitué un parti social-démocrate « indépendant » qui menace de déborder le parti dit « majoritaire » sur sa gauche.

L'appel de la révolution russe

Pourtant, depuis une année, il y a les Russes. Les ouvriers et les paysans-soldats de Russie qui ont abattu le tsar d'abord, puis le social-patriote Kerenski. Les bolcheviks, qui sont devenus la direction reconnue des centaines de millions d'hommes et de femmes qui aspirent à la paix et au pain. Les bolcheviks sont à Berlin, avec une mission diplomatique soviétique autour de l'ambassadeur Joffé qui a apporté l'argent nécessaire aux tracts, aux brochures révolutionnaires et à un début d'armement. Mais il y a surtout l'exemple qui démontre que tout est possible : le régime d'oppression et de terreur du tsar autocrate est bel et bien tombé sous les coups des masses, et ces dernières ont finalement contraint les gouvernements qui lui ont succédé à ouvrir les prisons et, avec leur gouvernement ouvrier et paysan, celui de Lénine et de Trotsky, ils ont obtenu la paix à laquelle aspirent tous les combattants de cette guerre atroce.

Il n'y a pas en Allemagne de parti révolutionnaire et les révolutionnaires ne se comptent que par centaines, divisés par-dessus le marché en plusieurs organisations : la Ligue Spartakus de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, tous deux emprisonnés, qui fait partie du parti « indépendant », et les communistes internationalistes de Brême et Hambourg qui constituent une organisation distincte, numériquement faible. L'animateur de la première, Ernst Meyer, écrit en sep-

tembre à Lénine qu'on peut s'attendre à de grands événements pour l'hiver mais pas dans un proche avenir. Les militants ouvriers ont entamé un processus de regroupement ; une organisation de jeunesse et aussi le réseau clandestin des militants ouvriers, organisateurs des grèves contre la guerre, qui n'a pas été totalement détruit par la répression, le cercle des « délégués révolutionnaires ».

La bourgeoisie allemande estime qu'elle a, quoique de peu, le temps de procéder aux « changements » nécessaires pour désamorcer une situation explosive. Le nouveau chancelier Max de Bade fait appel à deux ministres socialistes (Ebert et Scheidemann) avant de demander aux Alliés leurs conditions d'armistice. Pendant ce temps, la presse social-démocrate fait campagne contre la révolution russe, c'est-à-dire contre la révolution, et proclame l'attachement des travailleurs allemands à la « démocratie » : au même moment, les dirigeants « indépendants » dénoncent eux aussi la « dictature », fût-elle du prolétariat et le « goût romantique » de la jeunesse pour la révolution, l'engouement pour « les Russes ». Et c'est pour apaiser la colère ouvrière, pour désamorcer une mobilisation qui s'esquisse dans les usines pour arracher la libération des camarades emprisonnés que les ministres socialistes insistent pour obtenir la libération de Liebknecht et des autres prisonniers politiques. Le 23 octobre, l'ambassadeur soviétique Joffé reçoit dans la joie Karl Liebknecht libéré et fête la libération de celui qui va être — personne n'en doute — le Lénine de la révolution allemande des conseils.

Convaincu de l'incapacité des dirigeants « indépendants », centristes et phraseurs impénitents, Liebknecht se tourne vers le réseau clandestin des « délégués révolutionnaires » et leur propose l'organisation de meetings et de manifestations de rue pour aider à la mobilisation de la classe qui se cherche. Contredit par les politiciens indépendants qui voient dans sa proposition un goût pour la « gymnastique révolutionnaire », Liebknecht ne parvient pas à convaincre l'état-major ouvrier de la nécessité d'une préparation, et sa motion en faveur de la grève générale est également repoussée par des révolutionnaires en peau de lapin qui préfèrent conspirer avec des officiers et accumuler les stocks d'armes que libérer l'énergie révolutionnaire des masses dont ils ont peur. Les révolutionnaires berlinois décident d'attendre, et le gouvernement, de ne pas attendre ; plusieurs militants révolutionnaires sont arrêtés en province dans la nuit du 4 novembre, et le 5, le gouvernement qui comprend deux

ministres socialistes décide d'expulser immédiatement l'ambassadeur russe Joffé et tous ses collaborateurs.

Les travailleurs sous l'uniforme donnent le signal

Bloqué par les dirigeants apeurés, le mouvement piétine chez les travailleurs et ce sont finalement les ouvriers, sous l'uniforme des marins qui vont donner le signal libérateur. Déjà, au cours de l'année précédente, les jeunes ouvriers socialistes se sont organisés sur les bateaux de guerre afin de tenter d'imposer un gigantesque mouvement pour la paix dans la flotte de guerre : deux de leurs animateurs ont été condamnés à mort et fusillés. Profitant de l'inquiétude des marins qui redoutent un baroud d'honneur de la flotte impériale, les rescapés, parfois à peine sortis de la prison militaire, prennent, dans la base de Kiel, les initiatives qui doivent aboutir à des manifestations de rue. La première répression, les premiers morts parmi les manifestants déclenchent la tempête : 20 000 marins élisent leurs conseils. La grève et l'organisation des conseils gagnent comme une traînée de poudre, s'étendent à toutes les villes du littoral. Le dos au mur désormais, les mutins ne peuvent que prendre l'initiative de faire appel aux ouvriers : venus par le train, de petits groupes de marins déclenchent la grève générale et l'élection de conseils ouvriers dans la plupart des grandes villes industrielles. Mais à Berlin, le groupe qui s'est intitulé « état-major révolutionnaire » hésite toujours.

« Sacrifier l'empereur pour sauver le pays »

Du côté du parti social-démocrate majoritaire, en revanche, on n'hésite plus du tout. Les dirigeants du parti et des syndicats s'unissent pour réclamer l'abdication de l'empereur. « *Il s'agit, écrit un député socialiste dans une lettre privée, de la lutte contre la révolution bolchevique (...). Il faut sacrifier l'empereur pour sauver le pays.* » Et les social-patriotes d'expliquer qu'après le 8 ils ne répondent plus de rien. Le 8 au soir, chacun de leur côté, les groupes révolutionnaires sont arrivés aux mêmes conclusions et appellent à la grève et à la manifestation. Le même jour, les militants du parti social-démocrate rendent compte : les masses se mettront en mouvement le 9 et rien ne pourra les arrêter. Les amis de l'ordre, les adversaires d'une révolution qu'ils considéraient comme le chaos, décident alors de chevaucher le mouvement de masse qui s'annonce, irrésistible.

Quand, le 9 novembre, la foule des travailleurs des faubourgs déferle sur le centre de Berlin, les social-démocrates sont déjà au travail concret depuis quelques heures. Dans les locaux de leur quotidien, ils ont constitué un « conseil d'ouvriers et de soldats » formé de douze membres de leur parti. Ils impriment et diffusent des tracts signés des mots magiques de « conseil ouvrier », « comité d'action », « conseil de soldats ».

L'un des leurs, Otto Wels, est allé haranguer les soldats pour les convaincre de ne pas tirer sur les ouvriers, et plusieurs régiments se rallient à cet orateur qui promet une

transition pacifique. De son côté, l'état-major du parti bouscule un peu les dirigeants politiques de la bourgeoisie qui ne comprennent pas la nécessité de faire très vite le ménage et la part du feu. Ils ont obtenu l'abdication de l'empereur et se font acclamer à peu de frais en proclamant la République. Leur offre aux « indépendants » d'entrer dans le gouvernement leur permet d'être à la fois, et en la personne d'Ebert, à la tête du gouvernement de l'Empire et à la présidence du conseil des commissaires du peuple ; un double pouvoir, comme en Russie, mais sous une tête unique. Dans ces conditions, ils sont même prêts à prendre Liebknecht dans le gouvernement.

La « révolution de novembre »

Dans la nuit du 10 au 11 novembre, Wels et les siens préparent fébrilement l'assemblée de délégués qui va se tenir au cirque Busch et à laquelle il faut faire entériner l'accord gouvernemental. Ils sont en minorité chez les ouvriers, mais presque exclusivement représentants des soldats, sans expérience politique. C'est sans trop de difficulté, au nom de l'« unité » contre la « division » — c'est ainsi qu'ils désignent la critique révolutionnaire qui rappelle leur rôle passé, stigmatise leurs manœuvres du présent — que les dirigeants social-démocrates, à peine sortis de l'union sacrée, prennent la majorité dans le « soviét » de Berlin et font ratifier leur gouvernement socialiste-communiste formé à la chancellerie, mais confirmé au congrès des conseils.

Ainsi se déroule ce qu'on appellera la « révolution de novembre », la révolution allemande de 1918. Il n'a pas manqué, depuis, de commentateurs bourgeois pour qui la révolution ne saurait éclater que dans une société arriérée, stalinien refusant d'envisager la possibilité d'une révolution qui n'aurait pas été téléguidée par les chefs géniaux de Moscou, pour affirmer qu'il s'agissait là d'une « fausse » révolution. Pourtant, les révolutionnaires allemands sont loin d'être absents des conseils d'ouvriers et de soldats du 9 novembre et y jouent même un rôle plus important et significatif que celui que les bolcheviks avaient joué au temps des soviets naissants dans les lendemains de février. En Allemagne, et c'est normal, la place des partis et syndicats en tant que tels est plus importante dans les conseils qu'elle ne l'avait été en Russie dans les soviets. Le souci de démocratie est si omniprésent parmi les travailleurs que la revendication des social-démocrates « officiels » d'obtenir, quand ils sont en minorité, une représentation paritaire, est généralement favorablement accueillie et qu'il y est fait droit.

Dès les premières heures de la révolution, il apparaît très clairement que le courant révolutionnaire qui s'exprime à la base, souvent à travers les militants « indépendants » et parfois tout de même à travers les spartakistes, diminue inexorablement au fur et à mesure que l'on s'élève dans la pyramide et

que les élections directes, sur le lieu de travail, dans des assemblées ouvertes, font place à des concilia-bules de couloirs, avec élection des délégués des délégués. Rien d'étonnant à cela non plus. Ce n'est que peu à peu, à travers une expérience chèrement acquise de la lutte pour la paix et contre l'agression de la contre-révolution, que les travailleurs des centres industriels de Russie se sont détournés de la majorité des « conciliateurs » — frères des social-démocrates à la Ebert — pour se rallier autour de la défense cohérente et acharnée de leurs intérêts quotidiens et de leurs perspectives historiques par le Parti bolchevique.

Le drame de la révolution allemande

Le drame de la révolution allemande est que les révolutionnaires n'ont pas été capables de mener ce lent et patient travail de démystification, de rester avec les masses pour les aider à faire leur expérience : dès le 10 novembre, des révolutionnaires qui ont été respectables, mais qui ont perdu le sens des réalités, démissionnent des conseils et abandonnent leurs positions pour ne pas s'asseoir aux côtés de gens qu'ils considèrent, à juste titre, comme des traîtres, comme si la destinée de la révolution passait à travers un problème de places numérotées et de réservation de sièges aseptisés. Quand se réunira, à la fin décembre, le congrès national des conseils d'ouvriers et de soldats allemands, l'influence des révolutionnaires y sera moindre qu'aux premiers jours et, spécialistes consommés de l'art de la contre-révolution, les amis de Ebert réussissent même à faire liquider le pouvoir des conseils par les délégués des conseils eux-mêmes.

Nous savons aujourd'hui ce que les travailleurs de Berlin et d'ailleurs et les cadres du parti social-démocrate ignoraient en 1918 : l'une des premières mesures prises au lendemain de la révolution de novembre fut l'installation d'une ligne téléphonique directe — et secrète — entre le bureau du « chancelier » et « président du conseil du peuple » Friedrich Ebert et celui du maréchal Hindenburg au grand quartier-général. C'est sur cette ligne directe que se noua la coalition contre la révolution entre ministres socialistes et généraux monarchistes ; c'est à partir d'elle que se reconstituèrent les fameux Corps-Francis, troupes de choc de guerre civile, qui nettoyaient — comme ils disaient — les quartiers ouvriers d'Allemagne au lance-flamme et assassinèrent Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht au lendemain de la naissance du Parti communiste allemand. Mais la ligne téléphonique n'est nullement un révélateur, seulement un objet qui manifeste la réalité concrète d'une alliance politique contre la révolution entre le grand capital et ses mercenaires d'une part, les dirigeants ouvriers, d'autre part, qui avaient promis de les abattre aux moindres frais et s'étaient mis à leur service.

Novembre 1918 fut une révolution escamotée, mais aussi la « première » d'une scène souvent répétée depuis. Est-ce là la raison de la discrétion qui entoure son souvenir ?

P. Broué

Le Nicaragua

Superficie : 130 649 km²
Population : 2 854 500 habitants (1982)
Population urbaine : 53,3 %
Population économiquement active (PEA) : 29,4 % du total de la population
Capitale : Managua - 693 800 habitants (1981)
Analphabétisme : 12,9 % (1980)
Mortalité infantile : 88 pour mille en 1981
Espérance de vie à la naissance : 55 ans (1980)
Montant de la dette extérieure : US \$ 2 410 millions en 1982
Service de la dette extérieure : 41,2 % des exportations en 1981.

EDITORIAL

« S'il y a une invasion, il n'y aura pas de frontières »

La première phase des manœuvres américaines au Honduras a commencé le long de la frontière du Nicaragua. Plus de 5 800 marines y participent et elles sont prévues pour durer jusqu'en avril.

De fait, il est facile d'être d'accord avec le gouvernement sandiniste quand, par la bouche de Tomas Borge, le 24 novembre, il dit : « Tout est prêt pour qu'un incident de frontière débouche sur une intervention américaine. Incident frontalier dont les difficultés réelles seraient difficiles à établir. » On parle y compris de la possibilité d'une provocation du type de l'assassinat — ou de tentative d'assassinat — de l'archevêque Obando ou de dirigeants de l'opposition.

Cela n'a rien de nouveau, c'est une vieille manœuvre impérialiste qui a été utilisée à de nombreuses reprises, depuis l'explosion du bâtiment de guerre américain « Maine » à Cuba, pour justifier l'intervention américaine en 1898, jusqu'à l'incident du golfe du Tonkin au Vietnam.

L'invasion est préparée ; Reagan cherche un prétexte, l'intervention à Grenade a été pour lui une répétition générale. Pour le Nicaragua, ce fut plus qu'un simple avertissement. La CIA a pratiquement commencé les plans d'intervention directe face à l'incapacité des « contras » repoussés plusieurs fois au cours de leurs infiltrations. Elle a pris en main l'organisation des sabotages stratégiques (ainsi l'attaque du port pétrolier de la côte pacifique : Corinto, le 10 octobre dernier). Ces attaques ont pour fin de désorganiser l'économie et donc de provoquer la disette dans la population avec le mécontentement qui en découlerait.

La CIA estime aussi que les « contras » ne peuvent par eux-mêmes obtenir une victoire politique et militaire, malgré l'accroissement de l'aide américaine, comme les crédits que vient de voter le Sénat.

Selon l'ambassadeur américain au Costa Rica, ils « ne peuvent vivre avec un régime marxiste-léniniste subversif dans la région ». Il ne fait que répéter par là ce que Kissinger a déclaré lors de sa tournée en Amérique centrale : « Il faut revenir à l'équilibre militaire d'avant 1979 », parce qu'« il n'y a pas de paix sans démocratie ».

La démocratie et la paix, pour les porte-parole de Reagan, cela signifie la paix des cimetières que connaissait le Nicaragua sous Somoza, avec sa démocratie des casernes dont la junte militaire salvadorienne donne l'exemple.

Pour le Nicaragua, le harcèlement impérialiste s'ajoute à l'isolement qu'il subit de la part de la bureaucratie du Kremlin. Youri Andropov a déclaré il y a plusieurs mois que le Nicaragua correspondait à la zone de sécurité des USA. Qui plus est, la bureaucratie n'a pas hésité à déclarer qu'elle envisageait la possibilité d'installer des missiles

au Nicaragua, véritable provocation contre la révolution nicaraguayenne.

Pour sa part, Fidel Castro annonce depuis six mois, et il l'a confirmé dans son discours après l'invasion US à Grenade, que Cuba ne pouvait pas aider le Nicaragua en cas d'invasion.

Reagan compte sur l'aide inestimable du Kremlin qui lui laisse les mains libres pour intervenir. Mais le Nicaragua n'est pas isolé. L'Amérique centrale est un véritable baril de poudre. Comme le reconnaissent les conseillers militaires nord-américains au Salvador, la junte militaire est incapable de gagner la guerre. La guérilla du FDR-FMLN compte avec un appui croissant des masses paysannes. Le régime se décompose à vue d'œil et l'extrême droite du major d'Aubuisson a recommencé à agir avec les « bandes parapolicieres ». Les gouvernements du groupe de Contadora, difficilement soupçonnables de sympathie envers le sandinisme cherchent désespérément une issue qui ne mène pas à l'affrontement ; pour eux, c'est la stabilité de la région et leur propre stabilité qui sont en jeu.

Tomas Borge, ministre de l'Intérieur nicaraguayen, se rend aux USA au début du mois de décembre. Il vient offrir l'élargissement du traité de paix déjà exposé par le ministre des Affaires extérieures, Miguel d'Escoto, à la mi-octobre. Il propose le retrait des 200 conseillers militaires cubains (2 000 enseignants et médecins sont déjà partis) en échange du retrait des conseillers militaires US au Honduras et au Salvador. Aucun appui à la guérilla salvadorienne en échange de la cessation de l'aide aux « contras », ainsi que des mesures de dialogue avec l'opposition politique et religieuse au Nicaragua.

Il est évident que la guérilla salvadorienne peut survivre en raison de sa forte implantation, bien que celle-ci ne soit pas réellement une mesure de défense du Nicaragua, mais les « contras » n'existent que grâce aux crédits, au matériel et aux conseillers américains. De toute façon, on ne peut en aucun cas mettre sur le même plan le FDR-FMLN, légitime représentant de la résistance à la junte militaire génocidaire, et les ex-gardes somozistes.

Mais bien que le gouvernement puisse faire des concessions, il parle même d'une loi contre l'expropriation de certaines terres, la force de la révolution nicaraguayenne réside dans le fait que le gouvernement fonde son soutien sur l'armement généralisé des ouvriers et des paysans et l'accomplissement de mesures progressistes pour la majorité de la population, comme la réforme agraire.

Le cri de liberté que cela représente pour les masses de toute l'Amérique centrale est véritablement inacceptable pour Reagan.

On ne peut pas revenir à avant 1979, sans écraser les ouvriers et les paysans nicaraguayens. La solidarité, l'appui et la sympathie qu'ils éveillent parmi les masses opprimées et exploitées du monde entier sont dus aux facteurs mêmes de libération de l'oppression impérialiste que Reagan ne peut accepter.

Une invasion est militairement possible. Mais les Nicaraguayens ne vont pas fuir, ils ont une longue expérience de la lutte et des guérillas ; déjà Sandino avait expulsé les marines. Face à l'agression impérialiste, le peuple nicaraguayen et les peuples d'Amérique centrale se dresseront comme un seul homme.

Comment s'en sortir ? Une intervention effacerait les frontières, étendrait la guerre anti-impérialiste à tous les pays de la région, finirait même par secouer des pays traditionnellement stables jusqu'à maintenant et d'une importance stratégique comme le Mexique. Et cela provoquerait de la part du peuple nord-américain un rejet similaire ou supérieur à celui de la guerre du Vietnam.

Reagan doute, il a préparé l'invasion et tente de faire revivre le CONDECA (Conseil de défense centre-américain : Honduras, Guatemala) et tente aussi d'utiliser le groupe de Contadora pour gagner du temps, faire pression sur le gouvernement sandiniste et l'amener à revenir en arrière. Tout recul vis-à-vis des conquêtes révolutionnaires impliquerait l'écrasement des ouvriers et des paysans.

L'Internationale socialiste réunie à Bruxelles, le 25 novembre, s'est déclarée opposée à une éventuelle intervention américaine, et appelle le gouvernement américain à rechercher une issue positive, un accord négocié.

Tout accord de paix ne sera véritable que s'il est fondé sur le droit du peuple nicaraguayen à disposer de lui-même, par la reconnaissance de la légitimité du gouvernement sandiniste, par la fin de l'intervention directe ou masquée des marines de Reagan.

Le 28 novembre 1983,
Andreu Camps

Chronologie

10 octobre 1983 : le port nicaraguayen de Corinto est attaqué par des bandes armées de la guérilla somoziste (FDN), soutenue par la CIA.

6 000 tonnes de gas-oil brûlent et 40 000 personnes sont évacuées face au danger d'explosion des 14 autres réservoirs de combustible.

14 octobre 1983 : les autorités sandinistes lancent un appel aux Nicaraguayens pour qu'ils « se préparent à affronter, à combattre et à mettre en déroute les troupes d'occupation impérialistes » dans la perspective d'un « débarquement » de militaires américains.

16 octobre 1983 : la CIA est responsable d'attentats anti-sandinistes, selon le *New York Times*.

21 octobre : un commando anti-sandiniste attaque le matin les installations du principal port nicaraguayen de la côte Atlantique, Puerto Cabezas (400 km au nord-est de Managua).

28 octobre : le quotidien hondurien *Tiempo* révèle que le gouvernement de Tegucigalpa a remis à la commission Kissinger un document suggérant soit de faire du Honduras un « Etat associé des Etats-Unis », soit d'y maintenir indéfiniment des troupes américaines dans l'éventualité d'une consolidation du système communiste au Nicaragua.

25 octobre : une force d'assaut de 2 000 marines commence l'invasion de Grenade. L'impérialisme US a décidé d'écraser sous son talon de fer une petite île de 130 000 habitants.

25 octobre : Managua : la junte du gouvernement de reconstruction nationale, à l'issue d'une réunion d'urgence avec le FSLN, a condamné catégoriquement l'invasion de Grenade.

26 octobre : des manifestations ont lieu dans toute l'Amérique latine contre l'invasion de Grenade. A Managua, à Cuba, en Bolivie, au Mexique, au Costa Rica, à Saint-Domingue, ce sont des manifestations massives qui ont lieu.

28 octobre : c'est au cours d'une conférence de presse réunie à La Havane que le chef de l'Etat cubain révèle ne disposer « d'aucun moyen ni maritime, ni aérien », pour porter secours à l'île de la Grenade après le débarquement des marines américains, et Fidel Castro d'ajouter qu'en cas d'invasion similaire du Nicaragua, les Cubains se heurteraient au même problème.

29 octobre : un avion des « contras » attaque la centrale géothermique de Momotombo, située à 40 km de Managua, sans toutefois causer de dégâts, indique le ministre nicaraguayen de la Défense.

29 octobre : San Salvador : huit mille soldats salvadoriens déployés principalement dans l'est du Salvador tentent actuellement d'enrayer l'offensive du FMLN, qui a intensifié ses actions depuis six semaines.

12 novembre : 25 000 manifestants devant la Maison-Blanche contre la politique étrangère du président Reagan.

17 novembre : la direction de l'Institut national de planification du Nicaragua a reçu confirmation par des sources du Congrès nord-américain à Washington suivant lesquelles les Etats-Unis ont d'ores et déjà autorisé une intervention massive contre le Nicaragua.

Au Nicaragua, « l'état d'alerte » a été déclaré, et depuis hier des préparatifs inhabituels de défense ont commencé en attente de l'invasion.

17 novembre : Tegucigalpa (AFP) : cinq bâtiments de la marine américaine transportant plus de 5 000 soldats d'infanterie sont arrivés mardi dans le port de La Ceiba, sur la côte Atlantique hondurienne, pour participer aux manœuvres militaires conjointes américano-honduriennes.

18 novembre : Managua se transforme. Chaque nuit s'organisent des patrouilles non armées, par groupes d'immeubles dépendant de chaque Comité de défense sandiniste (CDS).

18 novembre : le président costaricain, M. Luis Alberto Monge, a proclamé solennellement jeudi soir à San José la « neutralité perpétuelle active et non armée » de son pays, devant les conflits actuels en Amérique centrale.

18 novembre : M. Alejandro Serrano, ambassadeur du Nicaragua en France, a regretté vendredi à Rennes que les USA n'aient pas encore répondu aux propositions de paix de son pays (AFP).

19 novembre : les manœuvres militaires américano-honduriennes « Ahuas Tara deux » ont culminé vendredi matin par le débarquement de 1 200 marines et 400 soldats honduriens sur la plage de Puerto Castilla, dans la mer des Caraïbes, présenté comme un moment clé des manœuvres commencées le 5 août dernier.

De nouvelles manœuvres ont commencé, prévues pour durer jusqu'en avril 1984 (AFP).

20 novembre : la Ligue des droits des peuples a condamné la politique extérieure du président Reagan.

Dans sa réunion qui s'est tenue à Barcelone, la Ligue réitère une fois encore sa solidarité avec les peuples d'Amérique latine, condamne l'invasion de Grenade et la menace continue contre le Nicaragua.

Font partie de cet organisme Piero Basso, secrétaire général, Omar Boutoumi, ancien ministre algérien, Linda Bimbi, secrétaire du Tribunal permanent des peuples, Eduardo Galeano et Léo Matarasso, l'un des fondateurs du tribunal Russel.

20 novembre : Selon M. Curtin Windsor, ambassadeur des USA au Costa Rica : « Une invasion du Nicaragua n'est pas impossible », car les Etats-Unis « ne peuvent pas vivre avec un régime marxiste léniniste subversif et actif dans la région ».

20 novembre : Fredi Figueroa, représentant du FSLN, a déclaré dans un meeting à Sao Paulo (Brésil) : « Notre peuple est prêt à défendre notre révolution qui est la révolution centro-américaine et de l'Amérique du Sud, qui est la révolution du monde, jusqu'aux ultimes conséquences », et il a ajouté : « S'il y a une invasion au Nicaragua, les frontières n'existeront pas... S'ils entrent, ils n'en sortiront pas. »

25 novembre : L'Internationale socialiste a décidé dans sa réunion à Bruxelles de condamner la politique américaine en Amérique centrale. Elle a accusé le gouvernement du Honduras de se prêter à des manœuvres

(suite page II)

II. « La terre et le fusil »

Le 19 juillet 1979, grâce à l'insurrection des masses qui a renversé la dictature somoziste, les portes de la révolution prolétarienne se sont ouvertes non seulement au Nicaragua, mais dans toute l'Amérique centrale. C'est contre ce processus que l'impérialisme nord-américain déchaîne ses forces. Ce n'est pas le prétendu conflit « Est-Ouest » qui s'exprime là. C'est la révolution mondiale et la contre-révolution qui s'affrontent.

Le renversement de la dictature somoziste a été la première grande victoire des masses populaires au Nicaragua. Celles-ci, grâce à l'insurrection, avec la destruction de la garde nationale, ont démantelé le pilier fondamental de l'Etat bourgeois. Cependant, après la chute de Somoza, le FSLN qui a dirigé cette lutte a établi un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie. Mais il n'a pas fallu longtemps avant que la lutte des classes n'aboutisse à la rupture de ce dispositif, pour faire place au surgissement d'un gouvernement ouvrier et paysan. Le passage ouvert de la bourgeoisie à l'action directe contre-révolutionnaire ôte toute base aux tentatives de rétablir « l'unité nationale » avec elle.

En effet, les ouvriers et les paysans, par leur action, sont passés par-

dessus les projets gouvernementaux malgré le contrôle qu'on a voulu leur imposer. Les travailleurs ont continué la mobilisation en réalisant des occupations d'usines et des occupations de terres, considérées comme « illégales » par le gouvernement.

La direction du FSLN a été ainsi l'objet de multiples pressions. D'un côté, la mobilisation permanente des masses et, de l'autre, les pressions de la bourgeoisie et de l'impérialisme (sabotage économique, soutien aux bandes contre-révolutionnaires) ; ce qui a entraîné une crise aiguë du programme d'« alliance » et de collaboration de classes.

Durant le dernier semestre de 1980 et le premier de l'année 1981, il y avait eu une augmentation des occupations spontanées des grandes propriétés abandonnées et des entrepri-

ses industrielles et commerciales « décapitalisées » par leurs propriétaires. Dans ce cadre, le gouvernement a pris des mesures partielles contre la bourgeoisie. Par exemple, la loi contre la décapitalisation (juillet 1981) qui permet la confiscation des biens de la bourgeoisie qui sabote l'économie, ainsi que des propriétaires qui commettent des actes contre-révolutionnaires. En même temps, contrairement, on interdisait les grèves et toute nouvelle occupation.

La loi contre la décapitalisation a eu pour premier effet la confiscation immédiate de 15 entreprises industrielles. Une autre loi stipulait la confiscation des biens des patrons qui abandonneraient le territoire du Nicaragua durant plus de six mois, y compris les grands propriétaires terriens.

La réforme agraire

Le développement de la réforme agraire est peut-être un des meilleurs exemples de la dynamique du processus révolutionnaire. Dans ce sens, un rapport de l'Institut historique centre-américain de Managua est assez révélateur :

La réforme agraire au Nicaragua

| 1979 - 1982 | |
|---|------------------|
| 1. - Pourcentage de terres en propriétés du secteur réformé | 24,7 % |
| 2. - Nombre total de bénéficiaires et pourcentage de familles rurales | 23,8 % 44 756 |
| a) Nombre de paysans bénéficiaires et pourcentage de familles paysannes | 13,6 % 17 000 |
| b) Nombre d'ouvriers agricoles bénéficiaires et pourcentage de familles ouvrières | 43,7 % 27 756 |
| 3. - Nombre de titres définitifs remis | 828 |
| 4. - Nombre de coopératives formées | 3 820 |
| 5. - Nombre d'associés de coopératives | 62 359 |
| 6. - Nombre moyen d'associés par coopérative | 16 |

SOURCE : "Institut Historique Centro-américain", Managua, Nicaragua

partir de septembre 1979, l'Etat révolutionnaire a contrôlé les occupations de terres. Une marche massive de paysans et ouvriers à Managua, six mois après la victoire (février 1980), a fait pression sur le nouveau gouvernement pour qu'il reconnaisse les occupations de terres non somozistes (...). Après avoir obtenu ces revendications, les paysans, répondant à leurs dirigeants de l'Association des travailleurs des campagnes (ATC), ont organisé presque 3 000 coopératives en six mois (...). Les dirigeants des ouvriers agricoles et des paysans ont été les principaux auteurs de la loi de réforme agraire annoncée lors du 2^e anniversaire de la révolution et promulguée le 21 août 1981 » (souligné par nous).

Plus encore, on peut dire exactement que les masses travailleuses des campagnes ont anticipé à de multiples reprises la promulgation légale des lois. Les paysans — utilisant l'instrument de la réforme agraire qui leur permet de participer à l'identification de propriétés en friche, louées ou cédées sous des formes spoliatrices de métayage ou fermage, ou comme étant insuffisamment exploitées ou en voie de décapitalisation —, à des niveaux locaux, ont élaboré des listes d'expropriation suivant ces critères. « Et comme les paysans et les ouvriers sont membres des milices populaires, ils n'ont pas peur de prendre le contrôle des propriétés en voie de décapitalisation jusqu'à ce que l'Etat règle les documents d'expropriation légale », ajoute le même rapport cité auparavant.

Au Nicaragua, en 1980, il y avait une population économiquement active (PEA) de 908 000 personnes. La moitié environ était employée à des activités agricoles et pas moins de 12 % étaient au chômage. Sur le total de la population active, 23,5 % étaient propriétaires des moyens de production, mais parmi eux les grands propriétaires terriens et la moyenne et grande bourgeoisie des campagnes et des villes représentaient 0,2 %, c'est-à-dire 2 000 propriétaires qui concentraient 13 % de la terre dans les campagnes et 60 % de la production industrielle dans les villes (revue *Pensamiento Propio*, chiffres de l'Institut nicaraguayen de statistiques et de recensement). Il est évident que même si elles sont encore insuffisantes, des modifications se sont produites dans cette structure, surtout à partir de juillet 1981.

Durant la présente année (1983) et en particulier dans les zones frontalières qui sont affectées plus que toutes autres par les attaques armées de la contre-révolution, l'action de la

réforme agraire s'est intensifiée. Suivant des informations de Sergio Ramirez, membre de la junte de gouvernement, 260 000 hectares sont remis cette année aux coopératives paysannes dans diverses régions du pays, parmi lesquels 100 000 hectares dans les zones frontalières. Durant les trois prochaines années, on prévoit la remise de 3 millions et demi d'hectares (cf. article dans *Tribune internationale* n° 18, « Toutes les armes au peuple »).

« Pas un fusil inutile »

Mais la formation des coopératives n'a pas qu'un sens purement économique, car elle est intimement unie à la défense face aux attaques de la contre-révolution. Le paysan d'une coopérative est aussi un milicien. En réalité, la coopérative est un organisme d'autodéfense.

L'armement des milices et leur formation est aussi une conquête des masses. Elles ont été les artisans de leur propre défense. Quand ont commencé les attaques des bandes contre-révolutionnaires les paysans ne disposaient que de quelques vieux fusils. « On pensait alors préparer les populations pour qu'elles résistent deux heures, le temps qu'arrive l'aide de l'armée », rappelle Agustin Lara, secrétaire politique du FSLN dans la région I, qui comprend les territoires de Madriz, Esteli et Nueva Segovia (*Barricada Internacional*, 31 octobre 1983).

Ce fut à partir du massacre commis contre la population de San Francisco del Norte, en juin 1982 — rapporte aussi *Barricada* — qu'on a vu la nécessité d'organiser l'autodéfense des villages, pour qu'ils soient en condition d'affronter les attaques somozistes, même sans le soutien immédiat de l'armée.

Aujourd'hui, ce sont les paysans organisés en milices qui assurent pour l'essentiel la défense. « Il y a des milliers de fusils et il n'y a pas un fusil inutile », ajoute Lara.

Le fusil à l'épaule et l'outil de travail entre les mains est une scène fréquente dans les campagnes du Nicaragua. « Toutes les armes au peuple », « Production et défense, une seule tranchée » sont des mots d'ordre qui prennent de cette manière une vie véritable. La lutte pour l'autodétermination nationale et la réforme agraire, deux revendications démocratiques essentielles, est ainsi intimement liée à la mobilisation permanente des travailleurs, démontrant leur immense force révolutionnaire.

Le 25 novembre 1983, Miguel Orozco



Rassemblement de miliciens à Managua, place du 9 Juillet. Sur la banderole, on lit : « Unis face à l'agression pour la patrie et la révolution. »

Chronologie

(suite de la page I)

vres militaires... et demandé aux USA d'adopter « une position positive vis-à-vis d'un règlement négocié dans la région ».

25 novembre : Managua. Tomas Borge a accusé la CIA de planifier l'assassinat de l'archevêque de

Managua, Miguel Obando, et de plusieurs dirigeants de l'opposition pour justifier une éventuelle invasion (Agence EFE).

27 novembre : Selon le *Monde*, la CIA estime ouvertement que les opposants nicaraguayens ne peuvent pas, « à eux seuls », obtenir une victoire politique ou militaire contre le régime de Managua.

« Les paysans et les ouvriers agricoles du Nicaragua ont été les principaux sujets non seulement de la mise en place, mais de la formulation de la réforme agraire. Au moment de la victoire révolutionnaire (juillet 1979), plus de 20 % de la terre arable ont été abandonnés par les somozistes et occupés par les ouvriers et les paysans. Dans les premiers mois, l'Etat a plutôt joué un rôle modérateur face à l'avance de la mobilisation populaire afin de parvenir à l'unité nationale en alliance avec la bourgeoisie anti-somoziste (...). A

III. « L'économie mixte »

Un des aspects les plus controversés au Nicaragua, après la chute du régime somoziste, a été ce qu'on a appelé le projet « d'économie mixte ». Ce problème a été au centre des contradictions, par exemple lorsque Alfonso Robelo et Violeta Chamorro, les représentants du patronat, ont abandonné la junte de gouvernement en avril 1980, ainsi que dans le processus qui a conduit à la rupture d'Eden Pastora avec le sandinisme.

LA bourgeoisie, placée aujourd'hui sur le terrain de l'action directe contre le gouvernement sandiniste, accuse le FSLN de ne pas respecter le programme de « l'économie mixte », qui a constitué, au moment de la réalisation de l'accord avec les secteurs des chefs d'entreprises qui se sont opposés à Somoza, une des bases fondamentales du « gouvernement d'unité nationale » mis en place le 19 juillet 1979.

En avril 1979, avant la chute de la dictature, la direction du FSLN exprimait ainsi ses projets sur ce point :

« Les Etats-Unis non plus n'ont pas à craindre d'expropriations massives de leurs investissements au Nicaragua. Les intérêts économiques nord-américains sont secondaires par rapport à ceux de Somoza au Nicaragua et leur taux d'investissements est le plus bas d'Amérique centrale. Somoza est le maître de 23 % de toute la terre arable du pays et ses entreprises produisent près de 35 % de tous les biens et services du Nicaragua. S'agissant de biens mal acquis (...) il est logique qu'un nouveau gouvernement démocratique en vienne à exproprier tous ces intérêts, pour constituer un secteur public de

l'économie (...) qui se développe parallèlement à un secteur privé d'entreprises. »

De tels engagements, selon les sandinistes, avaient pour base la nécessité pour le nouveau Nicaragua de s'assurer une « capitalisation intérieure, un programme d'investissements extérieurs et un transfert technologique ordonné ». Dans ce sens, ils assuraient que « le Nicaragua ne va pas s'isoler de son contexte géopolitique, il ne va pas renoncer à ses frontières ».

La structure de la propriété

Suivant ces critères, la junte de gouvernement de reconstruction nationale a, en 1979, classifié de la façon suivante les formes de propriété :

Ce qui est appelé Aire de propriété du peuple (APP), créée sur la base des propriétés qui ont été confisquées aux somozistes ; l'Aire de propriété privée (AP), composée par les entreprises agricoles, industrielles, commerciales et de services qui appartiennent à de grandes entreprises nationales ou étrangères ; la Petite propriété (PP) qui tendrait à être organisée en coopératives et associations de petits producteurs dans les campagnes, et

d'artisans et de petits commerçants dans les villes.

Avant le 19 juillet, il existait quelques entreprises d'Etat dans les services (électricité, eau, téléphone) alors que l'Etat n'avait pas de participation dans la production matérielle. C'étaient les grandes entreprises agricoles et industrielles — plusieurs d'entre elles à capital étranger — qui prédominaient.

Après la nationalisation du système financier, réalisée par la junte du gouvernement de reconstruction nationale (JGRN), les services intermédiaires, de crédits et monétaires, sont publics.

Bien que le capital et les investissements étrangers n'aient pratiquement pas été touchés, à l'exception des mines qui ont été nationalisées, le poids actuel de chacune de ces formes de propriété reflète dans une certaine mesure les transformations sociales et économiques déterminées par le processus révolutionnaire.

En 1977, l'Etat était à l'origine de 11 % du Produit interne brut (PIB), tandis que la propriété privée en fournissait 67 % et la petite propriété 22 %. Trois ans plus tard, le changement est le suivant : un peu moins du tiers du PIB est fourni par l'Etat et les entreprises de l'APP. Le secteur privé est descendu à 38 % et la petite production a atteint 28 % (voir cadre annexe).

Cependant, comme le signalait Edmundo Jarquin, directeur du Fonds international du Nicaragua, « la participation de l'Etat au Nicaragua est une des plus basses d'Amérique latine, et plus basse que

Les structures de la propriété au Nicaragua en 1977, 1980, 1982

| RUBRIQUES | 1977 | 1980 | 1982 |
|---|-------|-------|-------|
| TOTAL DU PIB | 100 | 100 | 100 |
| Propriété | 100 | 100 | 100 |
| APP et d'Etat | 11 | 34 | 39 |
| Privée | 67 | 38 | 31 |
| Petite production et services | 22 | 28 | 30 |
| TOTAL PIB (en millions de US \$ taux de 1980) | 2 691 | 2 023 | 2 173 |

dans tous les pays d'Europe » (El Pais, Madrid, 2 mai 1983).

En outre, au sens strict, la petite production — qui a atteint jusqu'à 30 % du PIB en 1982 — doit être incluse dans l'économie privée, même quand elle pourrait se réaliser aussi sous une forme coopérative.

Mais on ne peut nier que la propriété au Nicaragua a été modifiée par l'institution de l'APP, du fait de la confiscation des biens — et cela non seulement à l'encontre d'éléments directement liés au somozisme, mais aussi dans d'autres secteurs, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture.

La dynamique politique

D'autre part, il est évident que les chiffres en eux-mêmes ne rendent pas compte de l'évolution des évé-

nements. Seuls les facteurs relatifs à la lutte des classes permettent d'expliquer l'importance et les dimensions prises par ces transformations.

L'agression impérialiste a eu pour réponse une large mobilisation au Nicaragua. Mais non seulement sur le terrain de l'armement des masses, comme on peut le voir dans le processus de la réforme agraire, intimement lié à l'organisation des travailleurs en milices populaires. Les travailleurs des villes et des campagnes veulent aller plus loin dans l'expropriation des capitalistes pour défaire la contre-révolution ; leur lutte et les nécessités de la défense feront pression dans ce sens.

28 novembre, Miguel Orozco

Salvador : l'ingérence américaine directe

NOUS contribuons à la moitié de l'effort militaire du pays (...). Le total de notre aide correspond à 25 % du budget national. Jusqu'à présent, nous avons formé entre 5 000 et 6 000 hommes, c'est-à-dire 15 % à 20 % des soldats. »

Cette déclaration, faite par un responsable de l'ambassade des Etats-Unis au Salvador et reproduite dans le journal français Le Monde du 30 novembre 1983, exprime l'importance attribuée par l'impérialisme nord-américain au développement de la lutte des classes — aujourd'hui sous la forme d'une guerre civile — dans ce pays.

Lors de sa récente visite en Amérique centrale, H. Kissinger n'a pas manqué de souligner « l'énorme importance géopolitique » du Salvador, dont le gouvernement a d'ores et déjà reçu de Reagan, depuis 1981, plus de 203 millions de dollars pour ses forces armées (Newsweek du 5 décembre 1983).

D'autre part, Radio-Venceremos, la radio du Front Farabundo Martí de libération nationale, a déjà dénoncé à plusieurs reprises des mouvements de troupes guatémaltèques dans la région de Jutiapa (à la frontière avec le Salvador) et de troupes honduriennes dans la région de Jicaro Galan.

Pour l'impérialisme nord-américain, il s'agit d'imposer une défaite à la lutte de la guérilla salvadorienne — étroitement liée aux masses exploitées et opprimées du pays — qui a cependant considérablement progressé sur le terrain militaire au cours de ces derniers mois.

Les données dont on dispose montrent que le FMLN exerce son contrôle sur le cinquième du pays environ, et entretient dans plusieurs localités une structure logistique, médicale, d'information et de propagande, ouvre des écoles militaires et des écoles pour que les enfants apprennent à lire et à écrire (voir la carte).

Décrivant l'état d'esprit qui règne au sein des forces armées, Nelson Humberto Reyes, jeune soldat de 18 ans, entraîné par des soldats américains et qui a rejoint la guérilla, affirme : « Le moral est très bas dans l'armée. Vous pouvez mener un homme au combat, mais sans moral élevé, il n'est rien. » (Newsweek).

Ces modifications dans la situation militaire accentuent la crise politique qui atteint les sommets du régime, l'ensemble de la bourgeoisie, et marquent l'échec, à ce stade, du plan tracé par l'administration Reagan dans le but d'écraser les masses du Salvador et leurs organisations.



Les élections frauduleuses à l'Assemblée constituante du 28 mars 1982 n'ont abouti à aucune stabilité. La légitimité que Reagan prétendait conférer au gouvernement corrompu de Alvarado Magaña n'a été qu'un rêve et risque de se transformer en véritable cauchemar.

A tel point que le gouvernement nord-américain, en même temps qu'il était obligé de mener des conversations avec des représentants du FMLN-FDR (chose qu'il se refusait à faire il y a quelques mois encore, afin de ne conférer aucune légitimité au FMLN), rejettera la demande de visa d'entrée aux Etats-Unis faite par

Roberto d'Aubuisson, président de l'Assemblée constituante, reconnu comme dirigeant des « Escadrons de la mort » du Salvador et dirigeant de l'organisation d'extrême-droite Arena.

Ce refus a une signification considérable. Le massacre systématique de dirigeants politiques et syndicaux perpétré par les tueurs de d'Aubuisson donne le ton de la politique du gouvernement Magaña dans le combat contre les masses.

En protestant contre les « Escadrons de la mort », Reagan cherche en réalité à manœuvrer en passant pour un défenseur des droits de l'homme, afin de continuer à recevoir l'agrément du Congrès nord-américain pour l'envoi d'armes et d'argent au gouvernement salvadorien.

En même temps, c'est l'échec de la tentative de l'impérialisme, commencée à partir des négociations de décembre entre des dirigeants du FMLN et le gouvernement, d'encadrer la guérilla sur le terrain « d'élections démocratiques » qui seraient fixées en mars de l'année prochaine. C'est le dispositif d'ensemble que le gouvernement Reagan voulait mettre en place qui s'enraye.

Derrière toutes les contradictions et la crise qui s'empare du gouverne-

ment Magaña, gouvernement manipulé entièrement par l'impérialisme nord-américain, il y a la puissance du mouvement des masses, qui, de façon générale, n'a cessé d'avancer vers la destruction de l'Etat bourgeois au Salvador, sous l'impulsion du renversement de Somoza en juillet 1979 au Nicaragua.

Toute l'aide directe nord-américaine à l'armée salvadorienne, la violence de cette dernière qui a déjà provoqué la mort de 50 000 personnes dans la guerre civile, ont été incapables d'imposer « leur » ordre dans ce pays d'Amérique centrale.

Au contraire : pour Reagan, c'est l'impasse. Au moment même où il est dans la nécessité d'approfondir à tous les niveaux son ingérence dans la guerre civile en cours, les moyens politiques dont il dispose pour le faire sont de plus en plus réduits.

Pour la guérilla, la possibilité d'une victoire est clairement posée. Une victoire fondée sur la lutte des masses, avançant vers le renversement du régime de Magaña et la destruction de l'Etat bourgeois au Salvador, serait l'acte de solidarité le plus élevé que les travailleurs et jeunes de ce pays apporteraient au Nicaragua, aujourd'hui encerclé.

9 décembre 1983, Jorge Adamastor

Pour quelle « démocratie » Eden Pastora lutte-t-il ?

Le moment est arrivé de recommencer la lutte pour « régler » les choses et battre « à coups de revolver » le gouvernement actuel du Nicaragua, disait Eden Pastora depuis le Costa Rica le 15 avril de l'année dernière.

Pour certains, ces paroles peuvent paraître surprenantes dans la bouche de quelqu'un qui a été l'un des dirigeants de la lutte contre Somoza sur le front sud, connu en outre comme le « commandant Zéro » depuis la fameuse prise du Palais national en 1978. Après la chute de Somoza, Pastora a été nommé vice-ministre de la Défense et chargé de la direction des milices populaires sandinistes.

Cependant, loin d'être étonnants, les faits qui se manifestaient ainsi mettaient en relief la nature du processus qui s'est mis en marche au Nicaragua et en Amérique centrale depuis le 19 juillet 1979, date à laquelle est tombée au Nicaragua — par la force de l'insurrection populaire et de l'action du FSLN — une féroce dictature militaire de caractère dynastique.

Le pas fait par Eden Pastora, se plaçant ainsi du côté de la contre-révolution armée, était l'une des expressions les plus claires des répercussions au sein du FSLN lui-même et du gouvernement sandiniste de l'alternative qui se posait au mouvement : aller plus loin dans la voie de

non plus par ses méthodes des « task forces » somozistes qui opèrent dans le Nord : attaques criminelles contre des techniciens, des moniteurs de santé, d'enseignement, des incendies contre les cultures et l'assassinat de dirigeants de coopératives paysannes.

C'est là la « démocratie » de Pastora. La trahison des revendications démocratiques et nationales du peuple nicaraguayen ; la trahison des aspirations de la paysannerie pour une réforme agraire et de tout le peuple pour la souveraineté nationale.

Les faits sont catégoriques et démentent les « scrupules » que de temps en temps Pastora exprime sur ses relations avec les somozistes et la CIA. Le journal nord-américain *Herald Tribune*, du 18 mai 1983, révèle que la décision de Pastora d'ouvrir un nouveau front à la frontière sud contre les sandinistes « est précédée d'un accord qui établit la coordination des activités de son groupe — l'ARDE (Alliance révolutionnaire démocratique) — avec une force plus importante de rebelles soutenus par la CIA, qui opèrent dans le nord du Nicaragua (le Front démocratique nicaraguayen)... le FDN et la CIA avaient les armes et l'argent qui manquaient à Pastora. Une série de rencontres au Costa Rica et aux Etats-Unis ont scellé l'accord entre eux le mois dernier (mai 1983). »



Eden Pastora.

la rupture avec la bourgeoisie, ou bien s'aligner sur les exigences des capitalistes.

Ce n'est donc pas un hasard si Pastora dans ses déclarations met l'accent sur l'attaque contre « les expropriations, confiscations de terres et d'usines » qui remettent en cause « l'économie mixte », c'est-à-dire toutes les mesures prises sous la pression et l'action révolutionnaire des masses contre la bourgeoisie nicaraguayenne.

Pastora, qui a toujours été étroitement lié à la bourgeoisie, a fini par avancer dans le même sens que celle-ci. Dans la voie qui l'a conduit vers la contre-révolution armée et du côté de Reagan contre le gouvernement sandiniste, ce qui n'était rien d'autre que son refus de voir la terre aux mains des somozistes passer à celles des paysans qui la travaillent.

C'est pourquoi Edgardo Garcia, secrétaire général du syndicat paysan ATC, a expliqué que les dénonciations de Pastora « sont dirigées contre les travailleurs parce que c'est nous qui avons fait pression pour que se réalisent les confiscations, c'est nous qui avons dénoncé les patrons qui décapitalisent les centres de production et qui soutiennent les bandes contre-révolutionnaires ».

Eden Pastora, qui parle de lutter contre le « totalitarisme » et pour la « démocratie », ne se distingue pas

La contre-révolution armée n'a pas de deuxième ou de troisième alternatives. Elle n'a qu'une voie. Et cette voie unique conduit à la tentative de l'impérialisme de rétablir le somozisme, la garde somoziste au pouvoir. C'est à juste titre que Sergio Ramirez a dit : « Ce sont là les gens (la garde nationale) que les Etats-Unis veulent réinstaller au pouvoir ici au Nicaragua (...). Ce sont les forces sur lesquelles s'appuient les Etats-Unis et, au mieux, les stratèges des USA pensent que c'est sur cette garde somoziste qui n'a pas de nom ou dont le nom est couvert de sang qu'ils vont monter en épingle des personnalités comme Calero Portocarrero, comme Pastora ou Robelo pour qu'ils gouvernent ce pays avec la garde nationale elle-même en guise de soutien, garde nationale qui est ce qu'il y a de réellement important. Tout le processus de reprise politique du pouvoir impérialiste au Nicaragua passe par la garde nationale (...). Il n'y a pas de contre-révolution sans la garde nationale et nous n'acceptons donc pas qu'il y ait deux, trois ou quatre contre-révolutions, la contre-révolution est une, qui répond sous différents visages à la même nécessité de rétablir le même projet, la même domination perdue par les Etats-Unis au Nicaragua. »

Le 28 novembre 1983,
Miguel Orozco

La place de la solidarité



Daniel Ortega, coordonnateur du gouvernement nicaraguayen, lors d'une conférence de presse à Paris.

Extrait de « Barricada »

L'AMERIQUE centrale devient un objectif prioritaire de la solidarité internationale, dans la mesure où les Etats-Unis en font un objectif central de leur politique interventionniste. La conclusion à laquelle sont arrivés les délégués de 28 pays d'Amérique latine, réunis dans une session solennelle du Tribunal anti-impérialiste de notre Amérique (TANA), les a amenés à poser la nécessité de créer la brigade internationale Simon-Bolivar pour combattre aux côtés du peuple du Nicaragua en défense de sa souveraineté.

Tout cela a eu lieu entre les 17 et 20 août, alors que se réunissaient à Managua une centaine d'importantes personnalités politiques du continent, ainsi que des invités venant d'Amérique du Nord et d'Europe, liés au tribunal.

Ce dernier a été créé en septembre 1981 pour maintenir une activité constante de dénonciation de la politique nord-américaine sur le continent.

Destin commun

« Le Nicaragua a déjà sa voie d'indépendance et de justice dont il ne s'écartera pas sous les pressions ou la force militaire », a dit Rafael Cordova Rovas, membre de la junte de gouvernement du Nicaragua, en ouvrant la réunion :

« La présence de forces navales impérialistes en Amérique centrale est un affront pour tous les pays de notre Amérique », a déclaré à son tour le président du TANA et ex-ministre des Relations extérieures du Guatemala, Guillermo Toriello.

Pour sa part, l'ex-président de la République dominicaine, Juan Bosch, s'est prononcé sur l'urgente nécessité de créer une brigade internationale, « composée des meilleurs enfants de l'Amérique latine, pour combattre en défense du Nicaragua ».

Rafael Cancel Miranda, qui a passé près de huit années dans une prison nord-américaine en raison de ses activités en faveur de l'indépendance de son pays, Puerto Rico, a été le premier à soutenir la proposition et a demandé un poste dans la brigade.

Les ex-agents de la CIA John Stockwell et Philip Agee ont fait des rapports sur les méthodes utilisées par l'agence nord-américaine pour déstabiliser les gouvernements indépendants.

Ensuite, le chef de la direction générale de la sécurité de l'Etat, le commandant Lenin Cerna, a présenté un rapport historique des activités de la CIA contre la révolution et a présenté le témoignage du pilote somoziste Wilfredo Gutierrez, capturé après que son avion eut été abattu par des miliciens de Matagalpa le 3 octobre dernier.

Lors de la clôture de la réunion, le président du Conseil d'Etat, le commandant Carlos Nuñez, a affirmé que les Etats-Unis ont déclaré la guerre au Nicaragua depuis trois ans.

« Mais s'il y a une agression impérialiste au Nicaragua, il y aura la guerre dans toute l'Amérique latine », a-t-il ajouté en référence aux expressions de solidarité sur le continent.

La médaille « Libertadores y Heroes de Nuestra America » a été remise durant cette réunion à Cancel Miranda, en reconnaissance pour sa trajectoire de lutte indépendante, dans la mesure où le TANA a fait part de son intention de devenir « un véritable tribunal international pour juger les crimes de l'impérialisme contre l'humanité ».

L'ARTICLE publié dans l'édition du 31 octobre de *Barricada* — organe officiel du FSLN — et que nous reproduisons dans cette page témoigne de la volonté des masses du Nicaragua de voir s'élargir de toutes les façons possibles, suivant les possibilités dans chaque pays, la solidarité internationale effective contre l'agression impérialiste, en défense de la révolution prolétarienne en Amérique centrale, en particulier au Nicaragua. Solidarité de jour en jour plus urgente.

Il ne s'agit pas d'une solidarité abstraite, cantonnée aux discours, mais bien d'un combat pour que soient engagées des actions d'envergure unifiant les forces de tous ceux qui, par-delà toutes les divergences, s'appêtent à mobiliser leur énergie dans cette direction, dans ce combat anti-impérialiste.

A l'initiative prise par le TANA — Tribunal anti-impérialiste de notre Amérique — d'autres se joignent, et d'autres encore peuvent et doivent se joindre. A la fin de la Conférence latino-américaine en hommage à Simon Bolivar et en solidarité avec l'Amérique centrale qui s'est tenue à Bogota (Colombie), les 24 et 25 juillet derniers, le ministre nicaraguayen de la Culture, Ernesto Cardenal, annonçait :

« (...) Si les Etats-Unis envahissent un de nos territoires centraux américains, des volontaires internationalistes devraient être recrutés dans toute l'Amérique de Bolivar. (...) Si le gouvernement nord-américain s'obstine à freiner la révolution populaire en Amérique latine, il se verrait entraîné par elle dans sa propre révolution. »

Aujourd'hui, en Colombie, le secrétariat permanent de la Conférence latino-américaine discute de la tenue d'une Conférence latino-américaine d'urgence, au vu de la précipitation des événements et des rythmes depuis l'invasion de Grenade. En même temps, elle impulse la campagne d'inscription de travailleurs volontaires pour le Nicaragua, exprimant leur adhésion à la formation de la « Brigade latino-américaine Simon-Bolivar » dont la nécessité a été avancée par le TANA.

Au même moment, à Paris, se prépare la Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix, fixée pour les 17 et 18 décembre et qui compte d'ores et déjà avec l'adhésion de nombreuses forces, dirigeants politiques, syndicaux, intellectuels et personnalités politiques de divers pays.

Au début du mois de novembre, l'ambassadeur nord-américain au Costa Rica, Curtin Windsor, déclarait qu'une « invasion du Nicaragua n'est pas impossible », que pour défaire le gouvernement sandiniste « nous devons le persuader et utiliser aussi la pression. Si cela n'avance pas, il est possible que nous devions faire quelque chose de plus. » Pour leur part, les travailleurs et jeunes du monde entier sauront répondre aux appels du peuple nicaraguayen, de leur gouvernement, et de cette façon, en organisant l'unité anti-impérialiste la plus large autour de l'effective solidarité internationale envers la révolution nicaraguayenne, ils sauront empêcher que « quelque chose de plus » n'ait lieu. C'est là la voie pour imposer une défaite à l'impérialisme, en particulier l'impérialisme nord-américain, « pour combattre aux côtés du peuple du Nicaragua en défense de sa souveraineté », comme le dit *Barricada*.

Le 28 novembre 1983,
J. Adamastor